

cahiers

LEON TROTSKY



REVOLUTIONNAIRES D'INDOCHINE

- Anh Van ☐ Les travailleurs vietnamiens en France 1939-1950 ☐
Ngo Van ☐ Le mouvement IVe Internationale en Indochine 1930-1939
☐ Hoàng Giang ☐ La révolte des intellectuels au Viêt-nam en 1956
☐ Ha Cuong Nghi ☐ Faut-il récrire l'histoire du Parti communiste vietnamien ? ☐ H. G. Les mémoires de Hoàng Van Hoan, compagnon de Hồ Chi Minh

40

décembre 1989

Revue trimestrielle ☐ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LEON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *Oeuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LEON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers*

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT

Abonnement de soutien 250 F, 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demie tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2 ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2 ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de
50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs
français sur une banque française (ou correspondante) ou
par mandat postal international,
sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et
tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal
libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT

à adresser aux Cahiers Léon Trotsky - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 40

Décembre 1989

REVOLUTIONNAIRES D'INDOCHINE

ARTICLES

Anh Van — Les travailleurs vietnamiens en France 1939-1950 . . . 5

Ngo Van — Le mouvement IVE Internationale
en Indochine 1930-1939 21

Hoàng Giang — La révolte des intellectuels au Viêt-nam
en 1956 61

CHRONIQUES

Ha Cuong Nghi — Faut-il récrire l'histoire du Parti communiste
vietnamien ? 71

H. G. — Les mémoires de Hoàng Van Hoan,
compagnon de Hồ Chi Minh
Une goutte d'eau dans le grand Océan 79

DEPART

Mary McCarthy (1912-1989) 127

Institut Léon Trotsky

Révolutionnaires d'Indochine

Ce numéro des *Cahiers* consacré au combat de l'Opposition de gauche en Indochine — nous évitons l'anachronisme — a le premier mérite d'être entièrement rédigé par des auteurs vietnamiens.

C'est à *Chroniques vietnamiennes* (BP 746 - 75532 Paris Cédex 11) que nous devons les articles d'Anh Van, Hoàng Giang, et Ha Cuong Nghi avec l'intéressant éclairage qu'ils nous apportent notamment sur l'histoire du Parti communiste vietnamien, nullement « trotskyste naturel » comme l'ont dit certains, mais stalinien en revanche dans toute sa politique. Nos lecteurs comprendront que « l'oncle Hô » avait été façonné dans le monde de « papa Staline » et que l'histoire du P.C.V. est celle du stalinisme au Viêt-nam forgé dans la lutte contre les communistes de l'Opposition de gauche.

L'article de Ngo Van sur l'histoire du mouvement a été rédigé pour les *Cahiers Léon Trotsky*. Il constitue en réalité la première partie d'un important travail historique conduisant jusqu'à la « Révolution d'août » et le massacre, en 1945, du communiste trotskyste Ta thu Thau et de ses camarades. Les *Cahiers Léon Trotsky* publieront la seconde partie de ce travail dans un nouveau numéro sur la Deuxième Guerre mondiale qui paraîtra en 1990. On y joindra les biographies des militants les plus connus préparées par Ngo Van, le martyrologue des camarades vietnamiens de Trotsky.

Nous prions le lecteur de bien vouloir nous excuser de n'avoir pas été capables d'homogénéiser la translittération française des mots vietnamiens entre les articles : nous nous y sommes pris trop tard. Chaque numéro nouveau et plus encore chaque incursion hors du petit pré carré de l'Europe nous rappelle qu'il nous faut apprendre et apprendre encore.

Photo de couverture :

Ta thu Thàu, fondateur du mouvement trotskyste au Viêt-nam

Extrait de *Mouvements nationaux et lutte de classes au Viêt-nam*
de Anh Van et Jacqueline Roussel

Les travailleurs vietnamiens en France : 1939-1950

Mettant en application le célèbre slogan, placardé sur les murs de France en 1939, au début de la Seconde Guerre mondiale, « Nous vaincrons parce que nous sommes les plus forts », le ministre des Colonies de l'époque, Georges Mandel, décida la mobilisation de l'Empire français, de ses ressources en matières premières et en hommes. C'est ainsi que les cinq Etats de l'Indochine française. Tonkin, Annam, Cochinchine (qui constituent aujourd'hui le Viêt-nam), Laos et Cambodge ont dû participer à l'effort de guerre en envoyant des soldats et travailleurs requis comme supplétifs. Il faut remarquer que la majorité des Indochinois qui débarquaient en France en 1940 furent essentiellement des Vietnamiens. sans doute, le Cambodge (trois millions d'habitants), le Laos (un million d'habitants), devant le Viêt-nam qui en comptait vingt-cinq millions, n'avaient pratiquement pas envoyé d'hommes à cause de cette différence démographique.

Les camps de travailleurs Vietnamiens en France

La guerre franco-allemande brusquement stoppée au mois de juin 1940 par la défaite française a arrêté le flot des coloniaux venus pour l'effort de guerre. C'est ainsi qu'après l'armistice de 1940, il se trouvait en France quelques milliers de soldats vietnamiens sous uniforme français et 15 000 travailleurs groupés au sein de la MOI (Main-d'oeuvre indigène) et dépendant du ministère des Colonies (dirigée par l'ancien gouverneur général de l'Indochine Jules Brévié nommé par le Front populaire et devenu ministre des Colonies sous le maréchal Pétain). Les 15 000 travailleurs vietnamiens étaient utilisés pendant la « drôle de guerre » dans les industries de guerre, arsenaux, poudreries, à des tâches pénibles et souvent dangereuses. Après l'armistice, ils ont été parqués dans des

baraquements à Sorgues dans le Vaucluse, à Bergerac en Dordogne, à Mazargues près de Marseille, à Vénissieux dans le Rhône, etc. astreints à des travaux pénibles, sous-alimentés : leur ration, surtout pendant la guerre, fut la plupart du temps volée par les commandants et les gradés des camps qui en faisaient du marché noir. Un jour, à la sortie de la poudrerie d'Angoulême, j'ai vu ces travailleurs mal habillés, marchant pieds nus par rang de deux. Marcher pieds nus en Indochine, c'était chose courante. Mais marcher pieds nus, surtout par temps froid en France, c'était difficile à imaginer. Les chaussures destinées à eux par l'intendance militaire ont été prises en route par les gradés de camps qui les vendaient au marché noir. A part le travail dans les poudreries ou des arsenaux, les travailleurs vietnamiens formaient des détachements pour couper du bois de chauffage ou participer aux travaux d'extraction du sel, de la tourbe, etc. : travaux durs, surtout sous-alimenté.

Ainsi, la vie, le travail, la sous-alimentation, ont fait de ces travailleurs des hommes misérables. Mais malgré l'isolement, l'inexpérience, des révoltes surgissaient dans certains camps, spontanées ou organisées. Certains travailleurs se mutilaient pour éviter d'aller travailler aux salines de Girod. D'autres participaient à des actions des maquis dans le Midi de la France.

Le commencement du réveil

Pendant des années, ces 15 000 travailleurs vivaient en France mais isolés pratiquement de la population française qui les considérait comme des « indigènes », c'est-à-dire des hommes inférieurs pour qui on peut avoir de la « bonté », mais pas de l'« amitié ». Sauf pour un petit nombre de surveillants et d'interprètes. L'état d'analphabètes et la non-connaissance de la langue française ont contribué à faire de la plupart de ces surveillants et interprètes des gens puissants qui s'associaient souvent aux commandants pour exploiter ces travailleurs en perpétuelle sous-alimentation. Une minorité de ces interprètes cependant s'étaient mis du côté des travailleurs, prenaient leur défense et furent à l'origine du mouvement des travailleurs vietnamiens.¹

Il faut dire que ce mouvement allait de pair avec la Résistance en France qui n'a pris vraiment de l'ampleur qu'à partir de 1942. En certains endroits, notamment en 1943 et 1944, des travailleurs vietnamiens participaient aux actions de guérilla à côté des partisans maquisards.

Pour comprendre les événements de cette période guerre-occupation, il faut remarquer deux faits caractéristiques chez les Vietnamiens de France : les éléments politisés à cette époque étaient d'une part des communistes liés au PCF et d'autre part des nationalistes et les trotskystes. Les staliniens vietnamiens liés au PCF obéissaient à la tactique « démocratie contre fascisme », de façon très simpliste.

1. Ceux-ci constituaient à la Libération de la France le noyau du Groupe trotskyste vietnamien en France appelé « le Groupe B.L. » (Groupe Bolchevique Léniniste).

« La France et l'Angleterre sont des démocraties, disaient-ils, qui sont en train de mener la lutte contre le fascisme représenté par l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Nous sommes avec les démocraties contre le fascisme, donc pas question de soulever leurs problèmes coloniaux, dénoncer le colonialisme revient à faire le jeu du fascisme ».

Or l'immense masse des Vietnamiens et des coloniaux comprenaient bien l'oppression coloniale française et anglaise qu'ils ont vécue. Ils n'ont pas vécu l'oppression allemande, italienne, japonaise et encore moins leur barbarie. Faire une propagande parmi les Vietnamiens sans dénoncer le colonialisme français dont ils ont tous souffert et qui les a tous humiliés leur vie durant, n'aurait donné aucun résultat. Seul des mots d'ordre anticolonialistes pouvaient les toucher et les mobiliser.

Les militants nationalistes, surtout parmi les étudiants d'enseignement supérieur, furent les éléments politiques les plus sérieux. Pour eux, l'ennemi était la France qui les colonise depuis quatre-vingts ans. Leur but étant l'indépendance du Viêt-nam et cette indépendance, selon eux, ne pouvait s'obtenir qu'avec l'aide des ennemis de la France. Ils appliquaient l'adage selon lequel « les ennemis de nos ennemis sont nos amis ». C'est ainsi qu'ils cherchaient l'aide de l'Allemagne et du Japon. Dès 1942, ensemble avec Nguyễn Khoa et Nguyễn Khắc Viện la plupart des étudiants vietnamiens nationalistes, parmi les plus brillants (dont Hoàng Xuân Nhi, actuellement l'un des thuriféraires du gouvernement de Hanoi, Lê van Thiêm, mathématicien, Nguyễn Hoan, chimiste) ont accepté une bourse de Goebbels pour aller faire des études en Allemagne. Ils ont donc marché avec le nazisme et de la même façon que le leader indien Subhas Chandra Bose et le grand Mufti de Jérusalem.

Ainsi les deux courants politiques principaux de l'époque ne peuvent ou ne veulent s'occuper du sort des travailleurs vietnamiens en France qu'ils considèrent peut-être comme mineure.

C'est dans ce contexte qu'un tout petit noyau trotskyste, formé de quelques jeunes inexpérimentés, surgit, armé seulement de quelques idées de Trotsky et aidé par les trotskystes français.

Une Waffen SS Indochinoise ?

L'action commença exactement le 16 juillet 1942 au lendemain de la déportation des Juifs (ramassés, parqués dans des conditions inimaginables au Vélodrome d'Hiver avant leur déportation à Auschwitz). Des déserteurs militaires et des déserteurs des camps vietnamiens apportaient les renseignements sur les conditions de vie des soldats et travailleurs vietnamiens, conditions de vie souvent atroces. Il s'agissait pour le petit noyau trotskyste de Paris de multiplier les contacts avec les camps (grâce aux déserteurs), de réveiller la

conscience politique chez des gens issus surtout de la paysannerie pauvre du Viêt-nam de l'époque.

Vers la fin de 1942 et le début de l'année 1943, par suite des pertes sévères subies par les troupes allemandes sur le front de l'Est, l'Allemagne manquait d'hommes, aussi bien de combattants que de travailleurs. Les nazis, bien que racistes et en principe méprisants envers tous ceux qui ne sont pas blonds avec des yeux bleus, voulaient néanmoins utiliser à leur profit les peuples colonisés par la France et l'Angleterre, contre ces métropoles. C'est ainsi qu'ils utilisaient le leader arabe, le grand Mufti de Jérusalem pour lever des troupes indiennes et arabes contre l'Angleterre. En France, sans doute conseillés par les Japonais, baptisés « aryens » bien que peuple jaune, les nazis voulaient utiliser les Indochinois, peut-être pas pour combattre sur le front de l'Est, mais pour les remplacer dans le rôle de troupes de répression contre la révolte dans les pays occupés par l'Allemagne hitlérienne. Goebbels voulait exploiter le ressentiment des colonisés indochinois contre la France colonisatrice et l'orgueil des peuples humiliés par les Blancs contre ceux-ci. Nous avons dit que la plupart des étudiants nationalistes vietnamiens ont accepté l'offre de Goebbels pour aller faire des études en Allemagne. En France, les services de Goebbels ont trouvé un aventurier nommé Dô duc Hô (qui sera condamné à la Libération à vingt ans de travaux forcés) pour créer une officine qui recrutait des Vietnamiens dans une sorte de Waffen SS sous uniforme allemand.

Non au fascisme !

Le premier travail du groupe trotskyste vietnamien (démarrant au lendemain du 16 juillet 1942, comme nous l'avons dit) consiste donc à contrecarrer la formation de ces divisions armées au profit de l'Allemagne hitlérienne. Grâce aux liaisons établies dans les camps des travailleurs vietnamiens et grâce à l'Amicale des Vietnamiens sise alors 11 rue Jean de Beauvais dans le 5ème arrondissement de Paris, le groupe a pu diffuser un tract, le premier tract clandestin, où il est expliqué que la lutte anticolonialiste et la lutte anti-nazie est la même lutte, que l'oppression n'est pas le propre d'un pays, mais la barbarie, l'exploitation sauvage est le fait du fascisme qui existe, avec des propositions diverses, dans tous les pays.

Cette propagande de foi internationaliste a porté et créé une effervescence dans toutes les casernes et dans tous les camps de travailleurs vietnamiens. Nous avons apporté le bon message au bon moment. Malgré le « bas » niveau intellectuel de ces soldats et travailleurs vietnamiens, ils ont compris tout de suite que nous avons raisons. Que les ennemis ne sont ni les Français, ni les Allemands mais les fascistes allemands ou français, les colonialistes anglais ou français. Les oppresseurs ne sont pas tous blancs, ils sont de toutes les couleurs. De même ceux qui travaillent, qui peinent, qui souffrent, qui sont exploités, qui sont nos frères, ils sont de tous les pays. Le mot de Marx « Proletaires de tous

les pays, unissez-vous ! » est tout de suite assimilé par cette masse qui a connu la misère et le malheur. Contrairement aux arguments des gens timorés qui disaient qu'il ne fallait pas aller trop vite ! Que les paysans « ignorants » ne peuvent pas assimiler le marxisme. En tout cas, les pauvres comprennent mieux que les riches la signification de la lutte de classes. De génération en génération, ils ont subi cette lutte de classes dans leur chair. Ce n'est pas pour eux de la théorie mais une réalité cruelle et quotidienne. C'est cette compréhension parmi les travailleurs et soldats vietnamiens qui a permis le succès de notre lettre contre le recrutement allemand.

Avec le recul du temps, le succès que nous avons remporté contre le projet des autorités de l'occupation allemande de recruter des vietnamiens pour leurs services armés et de répression est presque du « miracle ». Etant donné le rapport des forces ! Les nazis avaient tout, la force, l'argent, des mercenaires, l'inertie des staliniens vietnamiens et le concours de certains nationalistes vietnamiens, et nous, nous n'avions rien, ni moyen matériel, ni organisation solide, ni expérience. Notre seule force résidait dans le mot d'ordre « non au fascisme, pire variante du colonialisme ». C'est cette assimilation du fascisme au colonialisme que les travailleurs vietnamiens de l'époque avaient bien compris. Beaucoup de peuples colonisés de l'époque ne connaissaient pas les « bienfaits » des « démocraties » occidentales et ignoraient tout de la barbarie fasciste, cela il ne faut pas oublier.

Avec le recul du temps, on peut mesurer l'importance du premier succès du groupe trotskyste vietnamien durant les années 1943-1944. En effet, il est difficile d'imaginer ce qu'auraient fait comme dégâts les deux divisions de Waffen SS vietnamiennes projetées par les séides de Goebbels ! Destinés à la répression, ces « mercenaires jaunes » auraient créé des haines ineffaçables dans la population européenne. Le traumatisme aurait pu persister pendant des générations.

L'amicale d'entraide des Vietnamiens

Le réveil politique de l'ensemble des travailleurs vietnamiens à cette époque n'eut pas été possible sans l'environnement créé par la Résistance française à l'Occupation.

Tout de suite après la Libération, l'ensemble des cadres administratifs de la France, surtout les hauts cadres, est discrédité pour cause de collaboration. La minorité des cadres de la bourgeoisie classique qui se trouvait du côté de la Résistance a été obligée de reconnaître, du moins en parole, le droit des peuples colonisés. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais toutefois avec des « étapes intermédiaires » qui pourraient aboutir à « l'auto-détermination ». C'est ainsi que Marcel Pignon, haut fonctionnaire, haut responsable au ministère des Colonies, rue Oudinot (devenu quelques années plus tard Haut Commissaire en Indochine avec le général de Lattre de Tassigny) fut obligé de se

pencher sur le mouvement revendicatif des travailleurs vietnamiens en France. En réalité, le ministère des Colonies n'a pas fondamentalement changé, mais c'est le rapport des forces qui a changé. Les autorités coloniales tâtonnaient entre les méthodes de négociation et de répression. Cette incertitude, les hésitations des autorités fraîchement rétablies à Paris, a été mise à profit par les travailleurs vietnamiens pour la conquête de leurs droits.

Une amicale des Vietnamiens existait avant la guerre et pendant l'Occupation au n° 11 Jean Beauvais dans le 5ème arrondissement de Paris. Cette association jouait un rôle d'entraide, sans aucune ambition politique. Dirigée par des gens dévoués, de conviction religieuse catholique ou bouddhiste, elle organisait des fêtes et des rencontres amicales. Le président de l'époque de l'Occupation allemande fut Tràn huu Phuong, un brillant ingénieur des Ponts et Chaussées, catholique, homme profondément humain. (Il fut plus tard utilisé par Ngô dinh Diêm comme ministre.) L'attitude des Vietnamiens de l'époque, à part ceux qui militaient activement, fut de trois sortes :

1. Hostilité « passive » vis à vis du ministère des Colonies (dont dépendaient administrativement tous les Vietnamiens de France à cette époque). Cette hostilité consistait par dignité à refuser toutes les invitations émanant des services du ministère des Colonies : invitation notamment pour la fête du Têt régulièrement organisée par les services officiels au cours de laquelle un copieux repas chaque fois fut servi. Il ne faut pas oublier que c'était en temps de guerre et de pénurie : un copieux repas, cela comptait beaucoup pour les gens qui avaient faim tous les jours.

2. Les « collaborateurs » qui étaient au service des autorités coloniales dont la tête de file fut le prince Buu Lóc entouré de gens qu'on appelait « diplomates » parce que bien habillés et Nguyễn Quốc Dinh.

3. Ceux qui se moquaient de toute « idéologie » et qui se précipitaient sur la mangeaille, d'où qu'elle eût pu venir.

Avant la guerre, le contact des Vietnamiens avec le ministère des Colonies de la rue Oudinot était généralement assez désagréable. Contact indispensable parce qu'administrativement les coloniaux résidant en France dépendaient de ce ministère. Vivant en France, au milieu de la société civile française où ils sont bien traités et parfois fraternellement reçus, les Vietnamiens retrouvaient leur condition « d'indigènes » quand pour divers problèmes administratifs, ils devaient se rendre aux différents services du ministère des Colonies.

Bienveillance intéressée de l'administration Vichyste

Mais pendant l'Occupation allemande, il s'était produit quelque chose comme un « retournement » de situation. Le ministre des Colonies de Vichy, Jules Brévié, ancien Gouverneur général de l'Indochine (envoyé en 1937 par le Front populaire à la place de Pierre Pasquier) a peut-être compris la précarité de

l'Empire français. Aussi une sorte de surenchère vis-à-vis des Vietnamiens de la part des services officiels tant du côté français que du côté allemand caractérisait-elle cette époque où régnaient dans l'ensemble de l'Europe et du monde la barbarie de la guerre et la pratique par les nazis. La vie est ainsi complexe. C'est ainsi que pendant l'Occupation, à Paris, le ministère des Colonies octroyait cinq kilos de riz par mois à chaque Vietnamien (et aussi à chaque Malgache) contre des tickets de pain. Le riz était introuvable et un kilo de riz pouvait s'échanger contre plusieurs kilos de pain ! Il y avait aussi des dons nourriture pendant les fêtes et des dons de vêtements : il ne faut pas oublier que c'était le temps de la pénurie où les vêtements, couvertures, laines manquaient à cause surtout du prélèvement par les autorités occupantes allemandes. Beaucoup de Vietnamiens, cependant, par « dignité », refusaient ces dons. Ils n'auraient peut-être pas agi ainsi s'ils avaient su comment la barbarie a déjà été en quelque sorte officialisée et généralisée par les hitlériens dans les pays de l'Est et dans les camps de concentration. C'est cette même attitude de « dignité » qui a incité les Juifs, ou un certain nombre de Juifs, à afficher leurs étoiles jaunes pour affirmer leur qualité de juifs, même quand ils pouvaient encore ne pas le faire. Un geste de dignité dans une société encore civilisée peut devenir un geste de suicide dans une société déjà plongée dans la barbarie. La dignité de l'homme à l'époque hitlérienne est un luxe que certains hommes ont payé très cher : de leur vie.

Donc, le gouvernement de Vichy, dans une certaine mesure, ménageait les ressortissants coloniaux vivant en France pendant l'Occupation allemande. C'est non sans arrière-pensée. Il espérait sûrement un futur bénéfique politique. Mais il cherchait surtout à ménager les éléments vietnamiens issus de classes aisées, les intellectuels, les diplômés de grandes écoles ou de l'université. Le sort des travailleurs dans les camps fut moins enviable. Mais il faut reconnaître que la vie misérable de ces travailleurs est surtout due au chapardage organisé par les gradés français des camps, secondés par l'encadrement vietnamien : la nourriture, les vêtements, les couvertures, les chaussures destinés aux travailleurs furent l'objet d'un intense trafic de marché noir qui rapportait des millions de francs à certains commandants et certains interprètes et surveillants vietnamiens.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'initiative du groupe trotskyste vietnamien de lancer dès le mois de septembre 1944, un peu après la Libération de Paris, l'idée d'un comité représentatif des Vietnamiens en France.

En Indochine tout prisonnier politique était torturé

Il ne faut pas perdre de vue que les Vietnamiens, d'une façon générale, n'avaient pas le droit de vote. Ni au Viêt-nam, ni en France. Le député de l'Indochine qui s'appelait Jean de Beaumont, a été élu en Cochinchine par quelques milliers de voix de colons. Il était censé représenter au Parlement

français, la Cochinchine, toute l'Indochine. A l'échelon local, avec un suffrage censitaire à Saigon (qui a malgré tout permis durant l'époque du Front populaire l'élection de quelques conseillers municipaux opposants, staliniens et trotskystes, qui ont d'ailleurs tous fini au bagne de Poulo-Condor), les « élus » indigènes furent d'une façon générale des béni-oui-oui, sinon des agents du gouvernement général. On les appelait les conseillers RA ou RO (Régie Alcool, Régie Opium : l'alcool de riz à 45° était régie d'Etat ; de même l'opium, régie de l'Etat, était en vente libre). Une petite parenthèse pour avoir un point de comparaison historique : l'alcool et l'opium furent utilisés, entre autres choses, comme moyens de lutte contre la subversion nationaliste ou communiste. Les intoxiqués ne font pas la révolution.

Dans l'ambiance de peur qu'entretenait, pour sa domination, l'administration coloniale (en Indochine la torture existait en permanence et fut considérée, même parmi les victimes, comme « normale » : tout prisonnier surtout politique s'attendait à être torturé), les mots « politique », « faire de la politique », « prisonnier politique » conféraient un immense prestige aux hommes à qui ces mots furent affectés. La sélection des révolutionnaires a été faite par la torture : ceux qui cédaient et ceux qui tenaient. Le formidable courage des combattants viêt cồng s'expliquait en quelque sorte par cette terrible « sélection », entraînement préalable.

C'est pourquoi, les mots d'ordre lancés par le groupe trotskyste vietnamien en 1944 furent des mots d'ordre de revendications démocratiques.

On utilisait les déclarations même du gouvernement français issu de la Résistance, relatives au droit des peuples à la liberté et à la démocratie. Mais la tactique des dominants, c'est toujours « pas de précipitation », « accession à l'auto-détermination et même à l'indépendance par étapes progressives », etc. C'est curieux que les colonialistes eux-mêmes disent toujours qu'ils colonisent les peuples attardés pour les amener à la civilisation (par le progrès qu'ils apportent) et que leur but c'est de les rendre capables un jour de se gouverner eux-mêmes et ainsi de se passer de la tutelle colonialiste). Mais la réalité est tout autre. Sans lutte, aucun peuple asservi ne peut se libérer du carcan de ses maîtres. Et les maîtres ne libèrent pas leurs esclaves de leur plein gré !

Le 15 septembre 1944, une assemblée générale fut convoquée par l'Amicale des Vietnamiens, au siège, 11 rue Jean de Beauvais. Un travail de propagande intense a été fait au préalable par les soins des trotskystes et sympathisants pour cette réunion au cours de laquelle, pour la première fois, nous avons proposé l'élection d'un comité provisoire représentatif des Vietnamiens en France (Tông Uy ban Dai diên tam thoi). En ce temps là, où l'on venait de sortir de la terreur diffuse propagée par la Gestapo et ses séides français et autres, prononcer le mot « Uy ban » (Comité, Conseil) fit encore frissonner le dos à celui qui le proclama et à ceux qui l'écoutaient.

Election du comité représentatif provisoire

C'était le groupe trotskyste vietnamien² qui avait prôné, organisé et préparé cette réunion de septembre 1944. Un langage nouveau pour l'assistance, surprise d'apprendre que dans l'ombre de la clandestinité des gens avaient milité pour la liberté et l'indépendance de l'Indochine (le mot « indépendance » n'a pas été prononcé, mais il était sous-entendu). Le résultat du vote : toute la liste d'une quinzaine de membres est élue avec un nombre de voix différent pour chaque candidat. Dans cette liste, il n'y avait que deux trotskystes, tous les autres étaient des intellectuels nationalistes progressistes et même un abbé progressiste Cao van Luân. C'est un exemple que les revendications démocratiques bourgeoises ne sont pas impulsées par la bourgeoisie colonisée mais par des militants marxistes agissant au nom des classes pauvres.

Ce comité provisoire élu demanda à être légalisé afin d'étendre sa représentativité sur tous les travailleurs vietnamiens de France par un congrès qui les compléterait et l'entérinerait (ce congrès s'est tenu les 15, 16 et 17 décembre 1944 à la mairie d'Avignon, avec un succès complet, avec la participation des délégués de travailleurs de camps et des délégués de soldats). C'est ainsi que Marcel Pignon, responsable de la rue Oudinot, fut obligé de recevoir les membres de ce comité représentatif provisoire dans son bureau du ministère des Colonies. Le comité présenta un certain nombre de revendications, notamment le droit aux travailleurs des camps d'élire librement leurs délégués qui seront chargés de les défendre auprès des autorités. Marcel Pignon, en homme politique roué approuve nos revendications qu'il trouve fondées et promet de faire quelque chose pour les travailleurs vietnamiens. En réalité, étant donné le climat de l'époque, où même la bijouterie de luxe Cartier de l'avenue de l'Opéra à Paris donnait de l'argent au Front national patronné par le PCF, refuser des revendications démocratiques aussi « raisonnables » eût été inconcevable de la part des autorités issues de la Résistance. Mais une reconnaissance orale de la part d'un haut responsable ne pouvait pas avoir de valeur réelle. En fait, au fond de lui-même, Marcel Pignon redoutait ces droits démocratiques envisagés de façon sérieuse pour la première fois. Mais le climat de l'époque fut tel que les plus réactionnaires des colonialistes professaient même la « libération des peuples colonisés », mais toujours par « étapes successives ». C'est-à-dire jamais ! Ces tergiversations, ces hésitations, ces cache-cache de la part de l'autorité coloniale affaiblie qui ne savait quelle voie prendre pour maintenir le statu quo de l'empire colonial, nous les avons mises à profit. Nous avons pris les paroles de Marcel Pignon à la lettre. C'est ainsi que nous allions organiser les élections dans les camps de travailleurs et parmi les soldats ; et tout cela, par la base, malgré l'opposition de l'encadrement supérieur. C'était

2. Ce groupe trotskyste était composé de deux ingénieurs et de quatre interprètes déserteurs des camps des travailleurs. Il y avait cinq ou six travailleurs sympathisants déserteurs eux aussi des camps.

comme un raz de marée, ce réveil général parmi les travailleurs des camps. Ce qui ne manquera pas de provoquer l'ire des autorités. Le ministère de la rue Oudinot convoqua une seconde fois la Délégation vietnamienne qui s'entendit reprocher d'aller trop vite, d'avoir mal interprété les paroles ministérielles, etc. Les autorités coloniales, bien que moralement affaiblies, disposaient quand même des forces matérielles de répression. Mais elles hésitaient entre le désir de dialoguer avec les représentants vietnamiens et la volonté atavique de répression. C'est ainsi que la police tira à balles réelles en 1946 sur des travailleurs vietnamiens lors d'un meeting à Bergerac. Mais étant donné la force de la gauche française à l'époque et le prestige encore intact de gens sortis de la Résistance, les autorités coloniales s'abstenaient de façon générale de réprimer, du moins en France. Elles préparaient la reconquête de l'Indochine avec précipitation l'aide de cette gauche si forte en France à l'époque et surtout grâce à la position ambiguë du PCF si puissant sur l'arène politique et syndicale en ces temps là.

Complicité de la SFIO avec l'impérialisme

Les travailleurs, quand ils s'organisent pour leurs revendications, ne peuvent restés indifférents devant de grands événements politiques. La première guerre d'Indochine fut évidemment un événement politique de première importance. Cette guerre dite « sale guerre » eût pu être évitée, étant donné le rapport des forces à l'époque. Les lobbies du caoutchouc et la Banque de l'Indochine, abrités dans les rangs de la droite et surtout du MRP de Georges Bidault, voulaient à tout rétablir le statut colonial de jadis sur l'Indochine. Mais, comme nous l'avons dit, toute la haute administration française fut déconsidérée à l'époque par quatre années de collaboration avec les autorités allemandes d'occupation. La bourgeoisie discréditée ne pouvait plus prétendre aller apporter la civilisation et la liberté aux peuples colonisés. Elle avait absolument besoin des socialistes et aussi et surtout des communistes pour entreprendre cette oeuvre de reconquête. Il faut habiller cette reconquête d'autres mots, par d'autres formules. L'examen impartial des écrits de l'époque montre clairement la complicité des socialistes et la position ambiguë du PCF. Sans cette double complicité, le peuple français n'aurait jamais pu être entraîné par la bourgeoisie de l'époque pour faire la guerre en Indochine.

Les socialistes, surtout les socialistes de droite, avaient toujours été du côté de la colonisation dans les années 1920-1930. Le gouverneur général Alexandre Varenne, socialiste, a été plus « sévère » envers les indigènes que ne l'étaient Paul Doumer et autres gouverneurs généraux ayant appartenu aux partis de droite. C'est ainsi qu'Alexandre Varenne, ancien député barbu du Puy de Dôme, faisait supprimer la censure dans les journaux indigènes mais avec toutefois cette « restriction » que toute atteinte à la souveraineté française pouvait encourir la peine de mort. Plus tard en 1937, le Front populaire nous enverra un

autre gouverneur général de gauche, Jules Brévié, devenu en 1940 ministre des Colonies du maréchal Pétain.

Ainsi, la complicité de la SFIO avec le colonialisme était évidente. (Bien que durant la période du Front populaire, l'homme politique le plus insulté par les colonialistes à Saigon fut sans doute Léon Blum, chef du gouvernement à Paris).

Mais on a toujours pensé que le PCF était pour la lutte des peuples colonisés, pour leur libération et leur indépendance.

Le PCF et le Corps expéditionnaire

En 1945, les hordes hitlériennes sont vaincues. Mais le venin du nationalisme exacerbé du nazisme a contaminé tous les pays et l'URSS en premier. Le premier pays issu d'une révolution prolétarienne marxiste en principe internationaliste, remuait toutes les gloires du passé des Tsars (Souvorov, Koutouzov, Alexandre Nevsky ...) pour mobiliser les masses russes contre l'invasion allemande. Staline avait massacré les généraux qui avaient triomphé la révolution d'Octobre (Toukhatchevsky, Smilga, ...) et glorifiait les généraux tsaristes. Cela veut dire que Staline a déjà réussi à tuer tout sentiment et toute motivation internationaliste dans les masses russes, après avoir contribué, par le slogan imbécile de « social-fascisme » visant les social-démocrates, à la victoire de Hitler en 1933. Thorez n'a pas patronné « le Front national » pour rien !

Donc le PCF, en 1944-1945, était patriote. Et comme c'est nouveau, alors le PCF en rajoute. C'est la seule organisation qui sortait dans *l'Humanité* en 1944 le slogan « A chaque Français son boche ! ». Le soldat allemand déserteur était aussi un « boche » ! Les milices ouvrières s'appelaient les milices patriotiques. Le Front national fut patronné par le PCF. Avec une telle surenchère nationaliste, comment imaginer qu'on puisse décemment se déclarer partisan de la libération et de l'indépendance des Colonies ! On ne pouvait être que pour l'intégrité de l'Empire. C'est ainsi qu'en novembre 1945, Marius Magnien, rédacteur à *l'Humanité*, publia un article significatif demandant aux jeunes travailleurs français de s'engager dans le Corps expéditionnaires. « Pour combattre le fascisme japonais ! » et « rétablir la démocratie ! ». On croit rêver : les deux bombes atomiques sont tombées le 6 et le 8 août 1945 à Hiroshima et Nagasaki. Le danger à la fin de l'année 1945 et début 1946 n'est plus le fascisme japonais mais bien le colonialisme français qui renaît. La bourgeoisie cherchait à reconstituer l'Empire mais elle n'avait ni la force matérielle ni la force morale pour le faire. Elle se servait de la SFIO et du PCF pour ce travail. Le slogan du PCF fut « retrouver nos manches » pour reconstituer l'économie capitaliste. Bien que la droite classique crachât sans cesse sur de Gaulle qui avait sauvé cette droite dominante, malgré elle, en s'appuyant en grande partie sur les masses populaires. Aujourd'hui avec le recul du temps, il est évident pour quelqu'un qui réfléchit un peu, que, sans la

complicité du PCF en 1944-1945-1946-1947, c'est-à-dire jusqu'à l'éviction des ministres communistes en 1947 par Ramadier, la première guerre d'Indochine eût été impossible. Evidemment, après l'éviction des ministres communistes, et surtout pendant les années de la Guerre froide, le PCF a essayé de lutter pour la paix au Viêt-nam, mais c'était une lutte insignifiante par rapport à la force du PCF et au dévouement des militants communistes. Encore que cette lutte ne visait pas tellement la libération de l'Indochine, son droit à l'auto-détermination, mais se trouvait exactement dans le cadre de la stratégie stalinienne. Le PCF a aidé à allumer le feu et il a crié au feu lorsque le feu a ravagé toute l'Indochine pendant de longues années.

Soutien critique des maquisards

Les travailleurs organisés dans les camps soutenaient la lutte des maquisards vietnamiens contre le corps expéditionnaire français, contre les troupes fantoches de l'Empereur marionnette Bao-Dai. Mais cette lutte anti-impérialiste se base essentiellement sur l'idée internationaliste : la France n'est pas l'ennemi. On lutte contre la politique d'un gouvernement, mais pas contre le peuple français. On lutte avec le peuple français, à côté des travailleurs français, pour mettre fin à cette « sale guerre ».

Cet axe politique n'a été obtenu que par un long travail d'éducation marxiste. Il ne faut pas oublier que parmi ces travailleurs vietnamiens, il y en avait qui avaient reçu de très mauvaises nouvelles sur leur village incendié et leur famille massacrée par la Légion étrangère. Sans cette pénétration marxiste, toutes ces horreurs de la guerre coloniale auraient pu provoquer des haines tenaces pouvant engendrer des actes de vengeance aveugle. C'est un fait que pendant toute la première guerre d'Indochine. Il n'y avait pas eu de terrorisme en France. Alors que cela aurait pu avoir lieu. Imaginez un paysan vietnamien regardant une photo reproduite dans le magazine de l'époque *Noir et blanc* montrant un soldat du corps expéditionnaire portant dans chaque main une tête décapitée, une cigarette au bec ! Et ces têtes décapitées, c'étaient des têtes de paysans. La haine éclate en lui, mais ne se traduit pas en vengeance aveugle sur n'importe quel Français car il a compris que les vrais responsables, c'étaient les trusts du caoutchouc et la Banque de l'Indochine, soutenus en France par leurs pairs.

Le soutien de la lutte des maquisards était total et sans équivoque, mais cela ne signifiait pas une absence de critique via-à-vis de la politique du Viêt-minh, quand ils étaient venus en France.

L'éruption des mouvements coloniaux n'était pas due au hasard. C'est l'oppression, l'exploitation forcée des colonies, le mépris, l'humiliation subie par tous les colonisés qui les amènent à la révolte dès que l'occasion se présente. Mais depuis longtemps, les dirigeants du Kremlin ont déjà domestiqué le Comintern ; les partis communistes du monde entier sont devenus seulement

des atouts de Staline pour sa politique étrangère. La classe ouvrière, de même que les masses colonisées révoltées sont considérées par Staline comme des masses de manœuvre, des monnaies d'échange, dans son marchandage avec l'impérialisme mondial. Seulement, Staline ne pouvait quand même pas faire tout ce qu'il voulait car les masses exploitées ont leurs intérêts propres qui ne coïncident pas toujours avec ceux de la bureaucratie soviétique. Les dirigeants communistes vietnamiens avaient à leur tête Hô chi Minh (alias Nguyễn ái Quốc).

L'union française et le modus vivendi de 1946

La presse de droite de France ne cessait de dénoncer la main de Moscou dans tous les soulèvements en Indochine. En réalité, Staline cherchait surtout à utiliser les mouvements révolutionnaires dans son différend avec l'impérialisme occidental comme jadis l'Empereur du Japon avait soutenu bien des patriotes vietnamiens dans leur lutte contre la France colonialiste. On a de fortes suppositions qu'au début de la première guerre d'Indochine, Staline ne voulait pas de l'Indépendance du Viêt-nam. Les ministres communistes étant au gouvernement en France, Staline espérait sans doute que la France n'aille pas trop loin dans le sens des Etat-Unis. De plus, les dirigeants communistes vietnamiens se trouvaient dans d'immenses difficultés : le voisinage de la Chine de Tchang Kai Shek en est une et non des moindres. Ils cherchaient, étant donnée leur faiblesse en organisation et en matériel d'armement (à l'époque 1945-1946), à « louvoyer », à « ruser » pour survivre. Cela se comprend très bien. Mais si ce louvoiement ou ces ruses quelquefois indispensables ont pour but de tromper l'ennemi, on ne doit pas s'en servir pour tromper aussi les « amis ». En 1946, pendant le séjour de Hô chi Minh en France, il apparaissait en public sous forme d'un bon homme « simple » et souriant, souriant surtout envers les personnalités de droite. En collant une couronne de fleurs sur les épaules de Francisque Gay, leader pas des moindres du MRP, il pensait sans doute amadouer le MRP et la bourgeoisie colonialiste. En réalité, les sourires de Hô chi Minh n'avaient pas trompé Georges Bidault et tous les tenants de la reconquête. Ce sont les travailleurs de France qui sont dérouterés, ne distinguant plus très bien ceux qui sont amis et ceux qui sont ennemis. Les dirigeants du PCV ne cherchent pas à « éduquer », mais essentiellement à avoir le pouvoir pour eux, par tous les moyens. Le « marxisme » pour eux n'est qu'un condiment dans leur sauce.

Cette position de soutien critique de la révolution vietnamienne, les staliens ne pouvaient pas la tolérer. En France, en cette période d'après libération et de début de la guerre du Viêt-nam, les staliens furent minoritaires dans le camp des travailleurs. Pour une fois, leur méthode d'amalgame, de calomnie, de falsification se retournait contre eux. Comme en Yougoslavie en 1948-1950 lors de la « querelle » Staline-Tito. Tito a pu gagner contre Staline (en ce qui

concerne l'opinion publique yougoslave) grâce à Radio Moscou et surtout Radio Budapest, à la dévotion de Moscou et dont les mensonges étaient tellement évidents pour ceux qui étaient sur place. Dans une lutte idéologique à visage découvert, avec droit de réponse, les staliniens sont perdants.

Nous avons dit que les forces réactionnaires préparaient la reconquête de l'Indochine, avec une volonté résolue. Mais le rapport des forces à l'époque ne leur permettait pas d'afficher leur « billes ». Elle étaient obligées de s'abriter derrière un brouillard idéologique, de rebaptiser l'Empire colonial avec le nom de « l'Union française ». Le PCF, jouant à l'époque le rôle de suppôt de la reconquête, renchérit sur la « France nouvelle », sur « l'Union française » qui établirait la fraternité entre colonisateurs et colonisés !

Le mouvement politique émanant des camps de travailleurs et de soldats dénonçait cette supercherie de « l'Union française » qui n'était qu'un « impérialisme travesti » (« De quốc tra hình »). Certains dirigeants Viêt-Minh, en privé, même Hồ Chi Minh lui-même, n'y croyaient pas, mais ils sous-craivaient publiquement à la formule. Ils voulaient ruser pour « gagner du temps, économiser des forces, éviter l'écoulement trop abondant de sang ». L'expérience montre que leur rouerie ne servait strictement à rien et que leurs ruses, leurs paroles mielleuses n'ont pas empêché le sang de couler pendant plus de trente ans avec d'effroyables souffrances. Au contraire ! Les méthodes staliniennes plus que toute autre méthode finissent par détruire l'esprit de vérité et le marxisme chez les masses. Les ruses systématiques ont peut-être permis à certains chefs viêt-minh de survivre, mais en même temps, elles ont tué le marxisme.

Le travail d'éducation marxiste

Les 15 000 travailleurs vietnamiens, parqués dans les camps, bien qu'issus dans l'ensemble de la paysannerie pauvre, étaient de croyances diverses, bouddhisme, catholicisme, confucianisme. Le travail du groupe trotskyste consistait d'abord à apprendre à lire et à écrire, à s'organiser syndicalement, dans le respect de toutes les croyances. Le dimanche (même en hiver), le comité cuisine se levait très tôt, avant 6 h du matin, pour préparer le petit déjeuner pour les catholiques qui allaient à l'église, (à pied sur des kilomètres). Ces catholiques, les jours ordinaires, suivaient les cours de marxisme donnés par des camarades venus de Paris. Les travailleurs organisés pratiquaient la démocratie de façon naturelle. Les staliniens, n'ayant pas pu avoir d'emprise sur les travailleurs vietnamiens utilisaient leur unique méthode de calomnie : « Hitléro-trotsky », « Trotskystes », « Fascistes », « Tito », etc... Et leur calomnie se retournait contre eux. Si bien que les travailleurs, dans l'ensemble, prenaient la défense des trotskystes calomniés contre les staliniens. Pourtant ceux-ci étaient soutenus par Trần Ngọc Danh, représentant de Hồ Chi Minh à Paris dont le prestige était immense.

Les historiens auront encore beaucoup à faire pour comprendre comment Staline, avec des méthodes aussi odieuses, a pu avoir tant d'emprise sur les masses mondiales pendant des décennies ! Et même maintenant encore, au Viêt-nam, en Albanie... La principale leçon à tirer de l'histoire des 15 000 travailleurs vietnamiens en France de 1939 à 1952 est celle-ci : des hommes, des paysans et des travailleurs auparavant illettrés, « ignorants », traités comme des loques humaines, considérés par la société « civilisée » occidentale comme des « sous-hommes », qui se considéraient parfois comme tels dans leur longue résignation, étaient parvenus au contact du marxisme non stalinien, du véritable marxisme, à devenir en l'espace de quelques années des hommes véritables dans le sens le plus élevé du terme. Des hommes éprouvant un véritable amour et un véritable fraternité envers les travailleurs de tous les pays, les vrais créateurs de richesse qui, de tout temps, peinent et souffrent pour que l'Humanité puisse vivre.

Le mouvement IVe Internationale en Indochine 1930 - 1939

Avertissement

Cette histoire s'est passée en Indochine sous la domination française, le Viet Nam actuel étant divisé en trois pays ou Ky dont les habitants sont « de race annamite » :

- le Tonkin ou Bac ky (pays du Nord), capitale Hanoi,
- l'Annam ou Trung ky (pays du centre), capitale Hue
- la Cochinchine ou Nam ky (pays du sud), capitale Saigon.

Le Tonkin et l'Annam étaient des protectorats, la Cochinchine, une colonie. Les colonisateurs français, suivant la tradition des dominateurs chinois, appelaient les indigènes « Annamites » (An Nam = Sud pacifié) ; les Tonkinois et Annamites étaient « protégés français », les Cochinchinois, « sujets français ».

En France, dans les années 30, les premiers étudiants internationalistes se refusent à s'appeler Annamites et se nomment Indochinois.

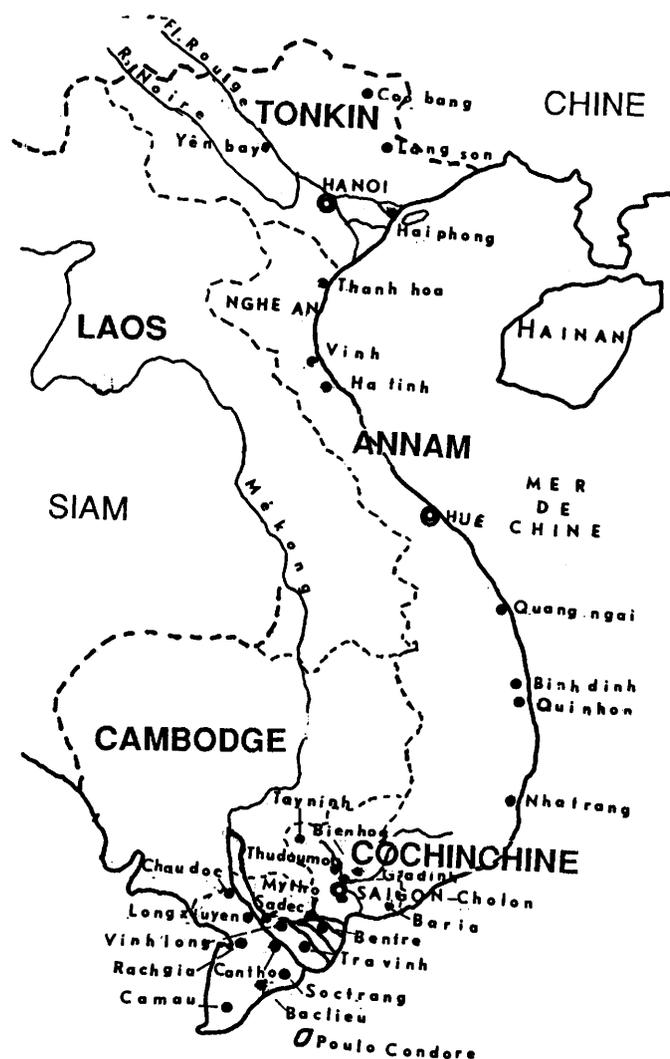
Nous employons le mot annamite au lieu de vietnamien dans tous les documents d'avant 1945.

Le quoc ngu (langue nationale) est la langue annamite romanisée au 17ème siècle par les missionnaires pour l'évangélisation.

Abréviations

AN SOM	Archives nationales Section Outre-mer	PC	Parti communiste
CA	Comité d'action	PCI	Parti communiste indochinois
CC	Comité central	SI	Secrétariat international
IC	Internationale communiste	SRI	Secours rouge international

Indochine française 1954



Les deux courants du communisme indochinois, stalinien et trotskyste, sont issus du nationalisme qui, dans les années vingt, agitait la jeunesse radicale née dans la première décennie du siècle. A la fin de 1925 elle participa au Tonkin et en Annam aux manifestations pour la grâce du vieux Phan boi Chau ; en Cochinchine, en 1926, elle se lança dans la grève des écoles pour protester contre l'emprisonnement et la condamnation de Nguyen an Ninh — fondateur de *La Cloche fêlée* — et pour assister aux funérailles de Phan chau Trinh. Ces trois noms symbolisaient alors pour la jeunesse la plus ouverte — qui bientôt dans l'émigration, s'initiera à l'idéologie marxiste-léniniste —, la révolte contre la domination coloniale.

Cependant beaucoup n'avaient pas la possibilité d'émigrer et s'engageaient très secrètement dans l'un ou l'autre des quatre partis nationalistes révolutionnaires clandestins nés du Nord au Sud en 1925, 1927 et 1928 :

- Le Thanh nien cach mang dong chi hoi (Association des Camarades de la jeunesse révolutionnaire) ou Thanh nien (1925-1930) ;
- Le Tan Viet cach mang dang (Parti révolutionnaire du Nouveau Viet ou Tan Viet (1925-1929) ;
- Le Viet Nam quoc dan dang (Parti national du Viet Nam) ou VNQDD (1927-1930) ;
- Le Hoi kin Nguyen an Ninh (Société secrète Nguyen an Ninh) ou Cao vong thanh nien dang (Parti de l'Idéal de la jeunesse) (1928-1929).

L'émigration des étudiants en France 1926-1930

Le Phuc Viet ou Parti annamite de l'indépendance (PAI)

En France, paraissait dès janvier 1926, sous la direction d'un ami de Nguyen an Ninh, Nguyen the Truyen, le *Viet Nam Hon* (L'Ame annamite), « tribune libre des étudiants et travailleurs annamites », de même esprit que *La Cloche fêlée* ; c'était l'organe du Phuc Viet ou PAI, Parti annamite de l'indépendance qui, appuyé par La Ligue française contre l'oppression coloniale et l'impérialisme, groupa bientôt plus de 200 Annamites, étudiants, laqueurs, boys et cuisiniers, navigateurs... Ce parti se voulait légal et cherchait « les moyens de reconquérir l'indépendance du peuple du Viet Nam » ; il condamnait la collaboration pratiquée par le Parti constitutionnaliste (« une victime des pirates ne doit pas collaborer avec eux ») ; il était pour l'union « par-dessus distinctions sociales, voire divergences philosophiques, politiques

et religieuses » ; il voulait « défendre les compatriotes opprimés par les féodaux et les capitalistes ».

Frappé d'interdictions successives, le journal reparut sous le titre *Phuc Quoc* puis, en langue française, *L'Ame annamite*, *La Nation annamite*, *La Résurrection*, menant campagne contre la terreur en Indochine, les spoliations de terre, les conditions misérables des coolies (plantations de caoutchouc Michelin), les punitions corporelles qui frappaient les femmes comme les hommes.

Collaboraient avec Nguyen the Truyen, Phan van Chanh, Huynh van Phuong et Ta thu Thau, à qui Nguyen the Truyen confia la direction du PAI lorsqu'il regagna le pays en janvier 1928.

Le Lao Nong (L'Ouvrier et le Paysan)

En avril, le Parti communiste français, qui avait jusqu'alors soutenu le PAI, mit sur pied un groupe communiste annamite, le *Lao Nong*, qui tenta de noyauter le PAI. Nguyen van Tao, émigré clandestin après son renvoi du collègue Chasseloup-Laubat, en prit la tête et lança une feuille du même nom au langage de classe bien tranché : « Quand la révolution sera victorieuse, le parti ouvrier et paysan prendra le pouvoir ». Envoyé à Moscou par le PCF au 6e congrès du Comintern (1928), Tao y défendit l'idée conforme à ce congrès de créer en Indochine un parti communiste indépendant des mouvements nationalistes.

Au noyautage politique du PAI s'adjoignit la calomnie : *L'Humanité* l'accusait de se dérober à la lutte contre les Jeunesses Patriotes de Taittinger. Dans sa protestation, Ta thu Thau attaqua les « rétribués de la Commission coloniale du PCF » qui prétendaient transformer les militants en « automatés exécutant leurs ukases ». « Dans notre esclavage sans nom, nous criions aux opprimés des colonies : unissez-vous contre l'impérialisme européen, blanc ou rouge ! »

En mars 1929 le PAI fut dissous (il n'avait jamais été autorisé) pour avoir tenté de « porter atteinte à l'intégrité du territoire national » ; au tribunal de la Seine, Thau renvoya l'accusation à l'accusateur : N'était-ce pas la France qui avait porté atteinte à l'intégrité de l'Annam ?

Avec quelques-uns de ses camarades, Thau allait abandonner sa « folie de jeunesse », le nationalisme, et entrer dans l'Opposition de gauche trotskyste, il avait 23 ans. Le PAI avait vécu.

L'Opposition de gauche communiste indochinoise en France 1929-1930

(Dong duong cong san doi lap ta phai)

L'année 1929 vit se constituer à Paris l'Opposition de gauche indochinoise ; elle naquit des contacts parisiens de Ta thu Thau et ses amis avec Alfred Rosmer et l'Opposition de gauche internationale. Ce que ces étudiants annamites découvrirent en France, ce qui leur ouvrit un horizon international, ce ne fut plus seulement, comme pour leurs prédécesseurs, une culture moderne à assimiler, la philosophie de Rousseau ou de Montesquieu, les « droits naturels et imprescriptibles de l'homme et du citoyen », la forme constitutionnelle des nations européennes, une liberté politique importante, mais un nouvel « esprit de libération » : la critique de la direction déjà contre-révolutionnaire prise par la Révolution russe, et de ses conséquences sur le mouvement révolutionnaire en Indochine. Le PAI avait été dissous en mars ; le « Groupe des émigrés indochinois » rassembla autour de Ta thu Thau, Huynh van Phuong et Phan van Chanh, les anciens, « chez qui la fibre patriotique ne vibrerait plus », mais aussi des nouveaux, hostiles à la collaboration des constitutionnalistes ou méfiants à l'égard des staliniens du groupe *Lao Nong* de Nguyen van Tao.

Des quatre partis nationalistes clandestins d'Annam, les deux premiers furent détruits par la répression en cette même année ; le troisième, le VNQDD, eut bientôt son tour : de février à avril 1930 plus de 2000 arrestations, 1086 inculpations, 80 condamnations à mort, 383 à la déportation, 106 aux travaux forcés et 105 à la prison le frappèrent à mort. Une telle répression unit dans une même indignation et dans les mêmes démonstrations les émigrés annamites de toutes tendances politiques : dans les villes universitaires, dans les ports, dans les cortèges du 1er mai, à la Cité universitaire, beaucoup se firent arrêter pour avoir lancé des tracts et des slogans, collé des papillons, comme celui-ci, signé de Ta thu Thau :

« Proletaires et opprimés, empêchez les crimes impérialistes.
Colonialistes assassins, libérez nos condamnés à mort de Yen bay ! »

Le 17 mai, une déclaration explosive « Au gouvernement français et au prolétariat français et international » de la Ligue Communiste et du Groupe des émigrés indochinois conviait les « travailleurs » à une réunion de protestation à la Bellevilloise, mettant chacun devant ses responsabilités au moment où les dossiers de 39 condamnés à mort venaient d'arriver à Paris pour réexamen.

Le 22, un Comité de lutte formé par le *Lao Nong* et le Groupe des émigrés indochinois réunit devant l'Élysée une centaine d'étudiants et d'ouvriers annamites de toutes tendances qui manifestèrent pour la libération des condamnés à mort.

« ...Les policiers surpris par cette manifestation imposante et inattendue attendirent pour intervenir l'arrivée des renforts. Les travailleurs des chantiers voisins marquèrent leur sympathie aux manifestants... Douze de nos camarades furent arrêtés » (*La Vérité* 30.5.1930).

D'autres arrestations suivirent, au Mur des Fédérés le 25 mai, même à domicile. Il y en eut en tout une quarantaine ; dix-neuf détenus furent transférés à Marseille puis embarqués dans les cales de l'*Athos II* vers l'Indochine. Parmi eux, Ta thu Thau, Huynh van Phuong, Phan van Chanh ; des membres du *Lao Nong*, de l'Union fédérale des étudiants sous influence stalinienne, et de l'AGEI (Association générale des étudiants indochinois) sous l'influence de Tran van Thach (qui deviendra trotskyste en 1937).

Le 28, la Ligue Communiste se substitua aux Annamites arrêtés en organisant au nom des Emigrés le meeting convoqué le 17 à la Bellevilloise.

Au mépris de toutes ces manifestations, treize têtes tombèrent à Yen bay à l'aube du 17 juin 1930. Louis Roubaud, qui assista à l'exécution, a relaté ce crime légal dans son livre *Viêt Nam !* (dernier cri des conjurés devant l'échafaud).

La veille d'être guillotiné, un des fondateurs du VNQDD, Nguyen thai Hoc, 26 ans, prit sur lui la responsabilité de l'insurrection dans une lettre aux députés français :

« [...] J'ai organisé en 1927 le Parti nationaliste annamite dont l'action devait tendre à chasser les Français du territoire et à former un gouvernement républicain annamite sincèrement démocrate [...].

Si les Français veulent désormais occuper l'Indochine en toute tranquillité, ils doivent abandonner toute méthode brutale et inhumaine, [...] restituer aux Annamites les droits élémentaires de l'individu, liberté de voyage, liberté d'instruction, liberté d'association, liberté de la presse ; ne plus favoriser la concussion des fonctionnaires [...], donner l'instruction au peuple, développer le commerce et l'industrie indigènes [...].

Votre ennemi, le révolutionnaire Thai Hoc ».

Le seul des quatre partis clandestins à survivre à cette année terrible fut le *Thanh nien* créé légalement en 1925 à Canton par Nguyen ai Quoc sous l'égide de Moscou ; « parti de l'extérieur », sa direction n'avait pas risqué d'être détruite et il s'était grossi des rescapés des autres organisations nationalistes. Réorganisé en PCI en 1930, il fut reconnu en 1931 comme section du Comintern dont il dépendit toujours tant politiquement que matériellement.

C'est par des milliers de tracts que le PCI, fraîchement né mais distillant déjà le poison stalinien, accueillit à Saigon le 24 juin nos camarades expulsés de France, Thau, Chanh et Phuong, les dénonçant comme contre-révolutionnaires.

Essais de théorisation politique

Après Yen bay, que faire ?

Dès le mois d'avril 1930, les deux organes de la Ligue Communiste, *La Lutte des classes* et *La Vérité* mirent leurs colonnes à la disposition des trotskystes indochinois. Huynh van Phuong publia dans le premier *La mise en valeur de l'Indochine et la bourgeoisie annamite* où il flétrissait le mercantilisme idéologique de la bourgeoisie représentée par le Parti constitutionnaliste, qui se sert de la poussée révolutionnaire des masses pour se faire concéder les avantages indispensables à son développement. De son côté, Ta thu Thau fit paraître dans *La Vérité*, d'avril à juin, une étude sur les perspectives révolutionnaires telles qu'elles lui apparaissaient après Yen bay.

Passant en revue les mouvements « révolutionnaires » anti-impérialistes, Ta thu Thau souligne leur « essence réactionnaire » du début de la conquête jusque vers 1900 (attentats, guérillas et complots militaires conduits par des mandarins et des lettrés fidèles à la dynastie régnante, contre la pénétration et la domination françaises), leur « cause profonde étant la résistance au nouveau mode de vie, de production ». A partir de 1900, dit-il, ces mouvements naissent d'un nationalisme libéral et, « bien que différents par leurs contenus sociaux et leur organisation, ont en commun le caractère bourgeois de leurs revendications : libertés économiques et indépendance ».

Il voit la révolte de Yen bay comme l'« oeuvre de la fraction de gauche de ce nationalisme, groupant des étudiants influencés par la Révolution chinoise et partisans du sunyatsénisme (synthèse de la démocratie, du nationalisme et du socialisme), fraction qui opte pour le renversement de l'impérialisme par la violence ». Tout en déclarant l'Opposition de gauche « solidaire des cinquante-deux condamnés à mort... », il affirme son « droit révolutionnaire » à la critique : Yen bay a été « une révolte à peine organisée », de « caractère localisé », « manquant de liaison avec la population civile » et frappée d'« insuffisance idéologique ».

Il conclut à la nécessité d'une formation marxiste, lacune que l'Internationale communiste et sa section française n'ont pas comblée ; le nationalisme, « subjectivisme politique » qui a « servi de base théorique » tant au communisme « nominal » qu'au VNQDD, au mépris de la « conscience révolutionnaire de classe », ne peut mener qu'à la défaite.

« La révolution sur la base d'une organisation des masses prolétariennes et paysannes est seule capable de libérer les colonies ». Tout ce qu'a fait « la bureaucratie stalinienne », c'est un rassemblement autour de « mots d'ordre stalinien [...] sans discussions sérieuses. Il appartient à l'Opposition de préparer dans les colonies l'avant-garde consciente ».

La pénétration coloniale a créé en Indochine une société capitaliste de classes :

« Dans leurs grandes lignes, les rapports des classes sociales sont les suivants :

D'un côté, un prolétariat neuf (mines, grandes sociétés - dragages, travaux publics, électricité, ciment, distillerie, transports, — en somme industries nouvelles) durement exploité, n'ayant pas encore d'expérience politique, une classe paysanne exploitée, spoliée (par la grande propriété foncière, les concessions des grandes compagnies et de la Mission catholique) formant les 3/4 de la population indochinoise ; [...]. Au côté du prolétariat industriel se développe avec une étonnante rapidité le salariat des rizières et des plantations de caoutchouc. [...]

De l'autre, la bourgeoisie européenne et chinoise remorquant la bourgeoisie indigène et domestiquant une partie de la petite-bourgeoisie à l'aide d'un appareil militaire et administratif relativement important.

Entre ces deux camps s'agitent des classes intermédiaires (petite-bourgeoisie agricole, petits fonctionnaires, intellectuels) encore très importantes, le processus de différenciation des classes n'ayant pas encore accompli sa courbe.

Le monde, quoiqu'il se compose encore politiquement de nations, tend à former un tout économique [...], la révolution mondiale bourgeoise se fait parallèlement à l'expansion capitaliste elle-même. [...] La démocratie s'est suffisamment démasquée pour qu'il n'y ait plus de place pour une révolution démocratique. Reste maintenant la révolution prolétarienne socialiste [...]. **Il faut confondre la question de l'indépendance avec celle de la révolution prolétarienne.**

Le dilemme Indépendance ou Esclavage se pose maintenant sous une autre forme plus concrète : Socialisme ou Nationalisme »

On voit dans ce texte s'annoncer la divergence fondamentale entre la théorie de la « révolution bourgeoise-démocratique » conduite par le PCI et celle de la révolution permanente. La première, professée par le Comintern comme étape initiale de la révolution indochinoise, étape historique de libération nationale qui établira une « dictature démocratique ouvrière et paysanne » (**cong nong dan quyen chuyen chanh**) qui accomplira la réforme agraire (expropriation des propriétaires fonciers « féodaux ») ; la bourgeoisie non dépossédée — développement du capitalisme sous le contrôle du gouvernement ouvrier et paysan — coopérera à l'industrialisation du pays, contribuera ainsi à l'extension numérique et à la culture du prolétariat ; quand le rapport de force deviendra favorable aux ouvriers, on passera à l'étape socialiste sous la dictature du prolétariat. La seconde, basée sur la lutte des classes, prévoit l'accomplissement des tâches démocratiques (libération nationale, révolution agraire) par la dictature du prolétariat (**vo san doc tai**) appuyée par la paysannerie, qui transforme la révolution démocratique au cours de son développement en révolution socialiste ; celle-ci ne peut s'achever dans les limites nationales, mais devient permanente en se développant sur l'arène internationale jusqu'au triomphe de la nouvelle société sur toute la planète.

« Déclaration des oppositionnels indochinois », août 1930

Phan van Hum et Ho huu Tuong, venus respectivement de Toulouse et de Lyon pour les manifestations contre les condamnations de Yen Bay, avaient échappé à la police ; réfugiés à Bruxelles, ils y confectionnèrent une feuille photocopiée, le *Tien quan* (L'Avant-garde) afin de clarifier le problème de la révolution indochinoise avant un éventuel « Congrès des Annamites révolutionnaires émigrés » (**Annam cach mang xuat duong dai hoi**). Ils y exposaient les mêmes idées que Ta thu Thau dans *La Vérité*, soulignaient le danger de s'accrocher encore au sunyatsenisme, tendance de l'« ancienne école », et de croire, comme d'autres de la « nouvelle école », avoir assimilé les enseignements de Marx et de Lénine après un séjour de quelques mois à Moscou. Rosmer, qui rencontra nos deux camarades, les invita à exposer leurs idées en toute liberté dans *La Vérité*, même s'ils n'adoptaient pas la plateforme de l'Opposition de gauche.

Dans la nuit du 13 au 14 juillet, Hum et Tuong, accompagnés par Naville et Molinier, purent retraverser la frontière et regagner Paris. Avec La van Rot (Léon) et Nguyen van Nhi arrivés de province, Tran van Si (Ernest) et Nguyen van Linh (René), ils réanimèrent le Groupe des émigrés qui devint le *Groupe indochinois de la Ligue Communiste (Opposition)* et que rejoindront parmi d'autres l'étudiant Nguyen van Nam (Antony) et le radio-navigant Nguyen van Cu (Capitaine).

Pierre Frank organisa avec eux des sorties de discussion politique dans les bois des environs de Paris ; ils se rencontraient également au 65 rue Monsieur-le-Prince, chez Ernest.

En août, le Groupe précisa ce qu'il entendait être en publiant à la fois une déclaration de fidélité à l'Internationale communiste (« l'IC est notre organisation internationale, elle est la seule organisation révolutionnaire du prolétariat, quelque grandes qu'aient pu être ses erreurs ») et un exposé des divergences qui le séparaient de l'IC et du PC indochinois. Malgré ces divergences, il appelait à la défense de l'URSS.

« La thèse coloniale du 2^e congrès de l'IC, dit-il, est foulée aux pieds. Après le bloc des quatre classes, le maintien du PC chinois dans le Guomindang et l'opposition à la création des soviets pendant la développement de la Révolution chinoise, c'est, pendant la contre-révolution, le lancement du mot d'ordre des soviets et le putsch de Canton. Cette politique a perdu la Révolution chinoise de 1927, elle nuit à la formation des partis communistes en Orient. L'opposition communiste se développe pour travailler au redressement de l'IC.

Le mouvement communiste en Indochine n'a pas connu la période des quatre premiers congrès de l'IC mais il connaît la période de la décomposition de l'IC par la politique de Staline. Cette politique soutient la thèse de « la révolution bourgeoise-démocratique d'abord ». Elle soutient la politique centriste de la création du parti bipartite ouvrier et paysan et accorde à la paysannerie une capacité révolutionnaire qu'elle

n'a pas. Seule la classe ouvrière, avec la paysannerie pauvre comme alliée, peut renverser l'impérialisme et la bourgeoisie.

Etant de tout temps une idéologie réactionnaire, le nationalisme ne peut aboutir qu'à forger une nouvelle chaîne pour la classe ouvrière.

L'IC commet une faute grave, c'est de diviser son programme en étapes :

1. émancipation nationale, unité nationale,
2. conquête des libertés démocratiques,
3. révolution socialiste.

Les ouvriers indochinois demandent eux-mêmes la simultanéité de ces trois objectifs. Notre mot d'ordre est renversement de l'impérialisme et conquête des libertés démocratiques par la dictature du prolétariat.

Nous combattons l'idée d'un parti bipartite. A l'heure actuelle où vient de se produire une fusion entre les divers partis révolutionnaire d'Indochine — trois partis communistes et trois partis nationalistes — en un seul parti unifié, le Parti communiste indochinois, notre tâche est de clarifier son idéologie, de l'engager à réagir :

- contre les tendances nationalistes et terroristes en son sein ;
- contre la bureaucratie et l'empirisme staliniens. »

A ces néophytes, Trotsky répond le 18 septembre. Tout en s'excusant de n'être pas lui-même assez concret, car il connaît peu la situation sociale et l'histoire politique de l'Indochine, il leur recommande de l'être davantage, par exemple quand ils parlent des libertés démocratiques, de ne pas oublier la question agraire, de considérer de près la question du nationalisme, pas toujours réactionnaire.

Le mouvement paysan de 1930-1931

Dans les campagnes, sur fond de crise et de misère générale aggravées par les inondations, sécheresses et mauvaises récoltes, le parti communiste, diffusant ses mots d'ordre : « A bas l'impérialisme, à bas les mandarins, notables, propriétaires fonciers, la terre aux paysans ! » (**da dao de quoc quan lạng dia chu, chia dat cho dan cay ngheo**), mobilisa des dizaines de milliers de paysans pauvres, des sans-terre, des journaliers et les entraîna dans la lutte ouverte contre le pouvoir colonial alors que, dans les centres urbains, le mouvement ouvrier n'était qu'embryonnaire. Ce fut un échec retentissant qui aboutit à de lourds massacres de paysans et à une coupe sombre dans les cadres du parti en 1930-1932.

Les manifestations commencèrent le 1er mai 1930. Par centaines, par milliers, des paysans, rassemblés en cortèges, disciplinés marchèrent vers les

chefs-lieux pour réclamer la diminution de l'impôt personnel (**thue than**), cette capitation écrasante dont souvent ils n'arrivaient pas à s'acquitter, un sursis de paiement (la date limite étant fixée à mai), la suppression des corvées, la redistribution équitable des terres communales, la baisse du fermage (**giam dia to**).

En Cochinchine, ces manifestations, d'abord pacifiques, furent bientôt dispersées à coups de mousquetons et de revolvers. Elles tournèrent en jacquerie. Des centaines de paysans tombèrent sous les balles à Cho moi, Duc hoa, Hoc mon, Ba Hom, Ben luc, Cho dém. Fusillades, arrestations, tortures n'arrêtèrent pas ces cortèges de la détresse qui déferlèrent dans treize des vingt provinces de Cochinchine, souvent avec femmes, enfants, vieillards, brandissant parfois banderoles et drapeaux rouges frappés de la faucille et du marteau. Contre la terreur qui régnait dans les villages où des notables traquaient les suspects pour les livrer à la Sûreté, les paysans égorgèrent ces notables policiers ; ils se mirent à saccager des maisons communes, brûlèrent les registres et archives dans les provinces de Giadinh, Cholon, Bentre. De nouveaux postes militaires furent installés à la lisière de la Plaine des Joncs, dans les « dix-huit hameaux des jardins de bétel » (**18 thon vuon trau**), à Hoc mon, Ba Diem, Duc Hoa, régions réputées frondeuses depuis l'arrivée des Tay (Français).

Au début de 1931, un régime de responsabilité collective fut établi à Cao lanh (Sadec) où quelque 2311 paysans durent signer une « déclaration de soumission » et, par l'apposition de leurs signatures ou empreintes digitales, s'engagèrent à :

- respecter sans réserve la souveraineté française ;
- ne plus contester l'ordre social établi ;
- garantir la tranquillité publique dans le village ;
- ne pas receler ceux qui sont ou seront l'objet de poursuites judiciaires et les livrer, qu'ils aient été ou non leurs chefs directs ou leurs compagnons.

Le mouvement culmina en septembre-octobre 1930 puis s'affaiblit. Il n'avait reçu aucun soutien ouvrier : on ne peut compter comme tel la grève du 1er mai des 250 coolies de l'usine électrique de Choquan (Cholon), celle, en octobre, de 600 ouvriers de l'Est-Asiatique et de 80 coolies à la plantation de Phuoc hoa ; en décembre celle de 150 coolies à la plantation de Phu rieng. Il déclina et ne se manifesta plus que sporadiquement jusqu'en février 1931.

Des militants s'improvisaient orateurs dans les rues de Saigon, provoquant de petits attroupements ; à la sortie d'un match de football, l'inspecteur de la Sûreté Legrand, qui tentait de saisir un de ces « agitateurs », fut abattu par un groupe d'auto-défense le 8 février 1931 ; c'était l'anniversaire de l'insurrection de Yen bay ; l'adolescent Hui (Ly tu Trong) sera guillotiné en novembre.

Les principaux dirigeants du PCI tombèrent un à un dans les filets de la Sûreté en 1930-1931 ; Ngo gia Tu, un des fondateurs du PCI première mouture fut déporté à Poulo Condore et périt en s'évadant. Tran Phu, le secrétaire général du parti, revenu de Moscou en avril 1930, mourut à la Sûreté sous la torture le 6 septembre 1931.

Les Soviets du Nghe Tinh

En Annam, le mouvement paysan secoua les provinces les plus déshéritées de Nghe an et Ha tinh et atteignit dans la suite celles de Quang ngai, Binh dinh, Nhatrang. Les paysans, prenant le chemin de leurs aînés de 1908, se mirent en marche pour la réduction de l'impôt personnel, contre les corvées... revendications éternelles de la misère ; mais cette fois, ils étaient organisés et dirigés par de jeunes lettrés « retours de Canton et de Moscou ».

Face à une répression de plus en plus meurtrière, les démonstrations s'amplifièrent ; elles prirent en septembre une tournure insurrectionnelle. A partir du mois d'août 1930 les manifestants attaquèrent les sous- préfetures de Nam dan, Do luong, Thanh chuong (Nghe an), Can loc, Ky anh, Huong son (Ha tinh), libérèrent les prisonniers, détruisirent des débits d'alcool, coupèrent des lignes télégraphiques ; quelques églises catholiques furent incendiées, des gares saccagées ; des mandarins et notables haïs mis à mort. Le Comité provincial du parti communiste lança les « masses radicalisées » à la prise du pouvoir, conformément aux directives du 6e Congrès du Comintern (politique de la « 3e période »). En septembre, à Thanh chuong, Nghi loc, Nam dan... (Nghe an), protégées par leurs groupes d'auto-défense, des unions paysannes érigées en Soviets prirent en main l'administration désertée par les notables et abandonnée par les miliciens, et, sans toucher à la propriété foncière, procédèrent seulement à la répartition des terres communales accaparées par des notables, à la confiscation et à la distribution des réserves de paddy, organisèrent le travail agricole collectif, abolirent les impôts et taxes, imposèrent aux propriétaires la diminution des fermages, s'occupèrent de l'alphabétisation et de l'éducation politique. Les Soviets s'étendirent dans le Ha tinh, à Can loc, Thach ha, Huong son... en dépit de la répression : bombardements aériens, massacres de villageois, incendies de villages par la Garde indigène et surtout par la Légion étrangère, répétition à plus vaste échelle des bombardements et opérations militaires de février 1930 à Co am contre le VNQDD.

En avril-mai 1931, la plupart des responsables des soviets tombèrent aux mains de l'ennemi ; Nguyen duc Canh, un des fondateurs du PCI première mouture, fut pris et décapité. Peu à peu le mouvement se désagrégea au sein d'une population éprouvée non seulement par la répression mais par la menace de la famine : par suite de la sécheresse, les récoltes des cinquième et dixième mois de 1930 avaient été perdues, les habitants vivaient de maïs, patates et millet importés d'autres provinces.

A la fin de mai 1931, le massacre de quelque 468 habitants du village de Yen phuc (Nghe an) par les légionnaires, pour venger le sergent Perrier abattu le 29 par des insurgés, fit tant de bruit que le gouverneur général Robin ordonna par arrêté une Commission d'enquête le 2 juin. Un procès s'ensuivit le 12 juin 1933 — le « scandale de Vinh », qui se termina par l'acquittement collectif des trois inculpés —, au cours duquel le commandant Lambert de la Légion étrangère rejeta sur Robin, devant la Cour criminelle de Hanoi, la responsabilité des massacres : le gouverneur Robin avait prescrit verbalement, dit-il, de faire le moins de prisonniers possible. Cet ordre verbal est corroboré par le télégramme secret du 8 octobre 1930 n° 280 RS du Résident supérieur :

« Ré[sident] super[ieur] Annam et Co mat [Conseil secret de la Cour] à tous Résidents et mandarins provinciaux Annam : [...] toute manifestation sera dispersée de la même façon (par les armes) ; tous notables et toutes notabilités possédant réelle influence dans villages seront tenus pour responsables dans leurs personnes et leur biens des désordres [...] sur territoire leurs villages [...] ; tous les meneurs communistes doivent être considérés comme hors-la-loi et doivent être [...] mis immédiatement hors d'état de nuire par n'importe quels moyens sans qu'il soit besoin recourir enquêtes préalables ou arrestations régulières [...]. » (*Rapport de la commission d'enquête sur les événements du Nord Annam*, 6 juin 1931, AN SOM NF C332).

Une soldatesque déchaînée et des bombardements aériens ont tué quelque dix mille indigènes contre deux Français seulement, l'inspecteur Legrand et le sergent Perrier.

« Des légionnaires entrant dans les maison s'emparent de ce qui leur plaît, se livrent à des attentats sur les femmes et les jeunes filles... Des hommes, des jeunes gens sont arrêtés et fusillés froidement, sans jugement. » (Lettre d'un vieux colon du Nord-Annam, citée par A. Viollis, *Indochine S.O.S.* p. 158)

Rien que les six bombes lancées par avion sur les manifestants de Hung nguyen à 3 kilomètres de Vinh le 12 septembre 1930 en ont tué plus de 200, relate A. Viollis. Au cours du 1er mai sanglant de 1931, près de 500 manifestants ont été tués en Annam comme le signala dans sa protestation l'avocat saigonais Charles Cancellieri, correspondant du *SRI* (la *Dépêche d'Indochine* du 18 juin 1931). Selon les chiffres officiels, 1760 cadavres furent recensés sur le terrain jusqu'en juin 1931 dans les trois provinces de Vinh, Nghe an et Ha tinh.

Voici le bilan officiel des condamnations prononcées de 1930 à janvier 1933 :

Nombre d'Annamites condamnés :	6897
Par commissions criminelles :	1094
Par tribunaux indigènes Tonkin et Annam :	5083
Par tribunaux français Cochinchine :	720

dont 164 condamnations à mort (88 exécutées : 38 au Tonkin, 46 en Annam et 4 en Cochinchine). Encore détenus au Tonkin 1091, en Annam 1879 ; libérés condition-

nellement 2810. (réponse du ministre des Colonies au député Henri Guernut, *La Dépêche d'Indochine* 2.2.1933).

Le bilan allait s'alourdir encore : de nouveaux procès suivirent en mai et septembre 1933 à Saigon.

Le procès des 122 du PCI, 2-7 mai 1933

Trois inculpés étaient absents aux assises de Saigon : l'un, accusé d'avoir tué un indicateur, avait déjà été guillotiné en mars, après un procès hâtivement monté ; les deux autres étaient morts sous la torture pendant l'instruction.

« Il s'agissait de six affaires particulières n'ayant aucun lien de connexité et qui, contrairement à toute règle judiciaire, avaient été jointes pour permettre de faire une tournée communiste », écrit un avocat défenseur à A. Viollis.

« Ce procédé possédait pourtant l'avantage de discréditer le parti communiste et de poursuivre en particulier ses membres pour association de malfaiteurs ».

Les débats ont été menés à toute vapeur.

« Dans cette affaire comme dans toutes les affaires « communistes » (chose qui constitue légalement une forfaiture), l'instruction est faite par la Sûreté. Les accusés sont gardés plusieurs mois et quelquefois, comme c'est le cas en l'espèce, deux ou trois ans en prison.

Faisant preuve d'un raffinement tout asiatique, des tortures sans nom leur sont infligées. Plusieurs se sont présentés à l'audience estropiés pour la vie. L'un d'entre eux a montré son bras fracturé lors du supplice de l'estrapade.

L'électricité est elle-même employée, sans parler des doigts écrasés et des épingles enfoncées sous les ongles. Ceci pour ne citer que des procédés courants. Des aveux sont ainsi obtenus.

Lorsque ces aveux sont consignés, on conduit l'accusé devant le juge d'instruction pour qu'il les confirme. Ceci en le prévenant bien toutefois que, s'il se rétracte, on l'interrogera de nouveau et jusqu'à ce que mort s'ensuive s'il le faut ».

En cinq jours furent jugés cent dix-neuf militants du PCI, hommes et femmes accusés de « société secrète, complot contre la Sûreté de l'Etat et association de malfaiteurs » ; le verdict fut rendu à 4 h 30 du matin du dimanche 7 mai : huit condamnations à mort, 900 années de bagne et de prison pour cent un condamnés, dont l'un avait 89 ans !

Pasquier écrivit au ministre des Colonies pour lui recommander la clémence : « J'ai éprouvé moi-même une vive émotion lorsque j'ai connu la rigueur du verdict ».

Le Comité d'amnistie créé par Francis Jourdain, auquel participaient Marius Moutet, A. Viollis, L. Roubaud, intervint auprès du ministre des

Colonies et organisa des réunions d'information et de protestation avec nos camarades, notamment Phan van Hum.

Le 11 mai, quatre jeunes Français de la Ligue Communiste montèrent un coup d'éclat pour secouer l'inertie de la presse afin d'arracher à la mort les huit condamnés de Saigon. Ils se présentèrent vers 16 h à l'Office général de l'Indochine, rue de la Boétie, où se tenait une exposition d'oeuvres d'art oriental, brisèrent des vitres et des objets précieux et provoquèrent un beau scandale ; Atlan et Lastérade furent arrêtés, Craipeau et Rosenthal s'échappèrent. Les journaux du lendemain, relatant cette démonstration insolite, l'expliquèrent par le verdict de Saigon, « odieux » pour le *Populaire*, « juste » pour le *Figaro* ; le *Populaire* diffusa l'appel de la Ligue Communiste au prolétariat parisien : « Empêchez le nouveau crime de l'impérialisme français contre les condamnés de Saigon ! »

Le 16, un meeting du Comité d'amnistie réunit 1200 participants aux Sociétés savantes.

Les peines de mort furent commuées.

L'Opposition de gauche indochinoise (Ta Doi Lap) à Saigon

Le pays secoué par le mouvement paysan et par la répression plongea dans une atmosphère de terreur policière ; le seul mot de communisme (*cong san*) faisait peur. Dès leur arrivée à Saigon, nos camarades expulsés de France furent immédiatement pris en filature par la Sûreté. Ils se mirent d'abord à la recherche de moyens d'existence, Ho huu Tuong les rejoignit à Saigon au début de 1931 et, ensemble, ils envisagèrent la formation secrète d'une section indochinoise de l'Opposition de gauche internationale.

La tragédie des paysans du Nghe Tinh semait un désarroi certain dans les rangs du parti communiste. Le Comité central aurait critiqué le Comité de pays pour avoir déclenché une « insurrection prématurée » (*bao dong non*) ; des militants du Nghe an, en désaccord avec le Comité provincial, formèrent un groupe indépendant, *Vung hong* (Clarté rouge) ; en Cochinchine, Dao hung Long, alors délégué spécial du PCI dans l'Ouest cochinchinois, en forma un autre à Ca mau, le *Lien minh cong san doan* (Ligue communiste), qui diffusa dans la région de Baclieu la feuille *Vang hong* (Clarté rouge), reprochant au parti son aventurisme au Nghe Tinh et son terrorisme dans le Sud où le mouvement avait dégénéré en jacquerie.

Contacté par Ho huu Tuong dès le mois de mai 1931, Dao hung Long se rallia aux thèses de l'Opposition de gauche internationale : la direction de Moscou menait au désastre ; elle avait conduit à l'écrasement des ouvriers de Shanghai en avril 1927 par le Guomindang auquel elle avait subordonné le PCC, au putsch et au massacre des ouvriers de Canton en décembre ; et le

putsch du Nghe Tinh n'avait été que la suite de ce dernier. Le PCI n'avait pas tourné l'essentiel de son activité vers les ouvriers ; en accordant à la paysannerie une capacité révolutionnaire qu'elle n'a pas, il ne peut devenir l'avant-garde du prolétariat qui, si jeune et faible soit-il, est destiné à tenir dans ses mains les centres nerveux du système d'exploitation économique et de domination coloniale.

Dao hung Long transféra l'activité de son groupe à Saigon chez les coolies et les ouvriers et avec Ho huu Tuong, il sortit la revue théorique *Thang muoi* (Octobre, 8 numéros d'août 1931 à mars 1932) et la feuille de combat *Cong san* (Le Communiste). Mis en contact avec Ngo van Xuyet alors employé chez Descours et Cabaud, il y forma avec lui une « amicale » — le mot *cong hoi* (syndicat) sent le communisme et fait peur lui aussi — de coolies, chauffeurs et employés.

De même que Ho huu Tuong formait dès le mois de mai 1931 le groupe *Thang muoi* (du nom de sa revue), Ta thu Thau, de son côté, rassemblait autour de lui des militants communistes désorientés et, en novembre 1931, le *Ta doi lap* était mis sur pied par Ta thu Thau, Phan van Chanh, Dao hung Long, Huynh van Phuong, Ho huu Tuong... avec le *Thang muoi* comme organe théorique. Des ouvrages marxistes de base (*Manifeste communiste, ABC du communisme, Socialisme utopique et socialisme scientifique ...*) furent diffusés en traduction *quoc ngu* — une quinzaine de titres — par le *Ta doi lap tung thu* (Editions de l'Opposition de gauche).

A la conférence de concertation d'avril 1932, des désaccords surgirent : défendrait-on les thèses de l'Opposition de l'intérieur du PC ou dans une organisation trotskyste séparée ? Sans décision immédiate, le *Ta doi Lap* n'en poursuivit pas moins son activité, et Ta thu Thau publia avec le groupe le *Dong duong cong san* (Communisme indochinois), la feuille de combat *Vo san* (Le Prolétaire) bimensuelle dont le premier numéro parut le 1er mai 1932 en même temps que, parmi d'autres textes, la brochure *L'organisation d'une cellule d'entreprise*.

Toutes les publications étaient polycopiées, toute l'activité révolutionnaire était strictement clandestine, les militants trotskystes n'étaient qu'une poignée.

Leur mouvement, à peine né, fut momentanément brisé par la répression : les « imprimeries » du *Vo san* et des *Editions de l'Opposition de gauche* furent découvertes et, le 6 août 1932 et les jours suivants, soixante-cinq camarades et sympathisants furent arrêtés par la Sûreté, dont une trentaine à Saigon, les autres dans les provinces de Giadinh, Baclieu, Soctrang et Baria. Dao hung Long et Ho huu Tuong ne furent pris que le 24 octobre et le 11 novembre.

Pour charges insuffisantes, Phan hiêu Kinh fut relâché en août ; Vo buu Binh, Huynh van Phuong le furent en décembre. Ta thu Thau, libéré sous caution après six mois, fut plus tard frappé de 2 ans de prison avec sursis.

Au procès des 21 militants du *Ta doi Lap* à Saigon, le 1er mai 1933, seize furent condamnés pour « société secrète et manoeuvres subversives » (article 91 du code pénal modifié), après une détention préventive de neuf mois, Phan van Chanh à 4 ans de prison avec sursis ; Nguyen van Minh dit Hoang, Tran van Xuan et Nguyen van Hoang, à 8 et 4 mois ; Nguyen van Thuong et Pham van Dong à 5 et 4 ans, assortis de 20 et 10 ans d'interdiction de séjour (pour détention de revolver artisanal) ; Nguyen huu Hoa, Le van Ho, Nguyen van Be, Pham van Lua, Vo thi Bang dite Nguyen thi My (morte moins d'un an plus tard des suites de tortures) respectivement à 18 mois, 1 an, 15, 6 et 4 mois ; Ho huu Tuong, Dao hung Long, Nguyen van Dai, Tran hai Thoai, Nguyen hue Minh à 3 ans avec sursis, 1 an, 10, 6 et 3 mois respectivement. Tran thi Muoi, la compagne de Dao hung Long fut acquittée.

Ta thu Thau relata les conditions de détention de ses camarades à la Sûreté, où la torture, autrefois épisodique, fut à partir de 1930, avec l'apparition du communisme, appliquée systématiquement aux révolutionnaires pour leur extorquer des « aveux spontanés ». *Trois mois à la Sûreté rue Catinat* fut remis à la délégation ouvrière d'enquête conduite par Gabriel Péri en 1934 ; il y évoquait le cas du camarade Nguyen van Hoang qui, ne pouvant plus supporter la torture, s'était pendu dans sa cellule et, le suicide raté, fut mis tout nu aux fers durant plus de deux mois ; celui de la camarade Nguyen thi My, ramenée en civière d'un interrogatoire et transportée le lendemain à l'hôpital de Choquan ; de Phan van Dong qui se plongea une lime dans la gorge quand, perquisitionnant chez lui, la Sûreté découvrit son revolver fabriqué de ses propres mains — il mourra à Poulo Condore —, de Nguyen van Thuong et Nguyen van Be, conduits la nuit toutes les deux heures à la chambre de tortures.

« J'étais prostré chaque fois que mes camarades étaient torturés ; je souffrais encore plus chaque fois qu'ils étaient conduits vers l'escalier en spirale ; je me demandais s'ils supporteraient le supplice pour garder nos secrets et éviter l'arrestation des camarades encore en liberté. » (En *quoc ngu* dans le *Tranh dau* du 9.2.1939)

Le groupe indochinois de la Ligue Communiste (Opposition) en France (1931-1933)

Ce groupe, resté en France, tenta de mener en commun avec les staliniens la lutte anti-impérialiste. En avril 1931, Tran van Si entra dans le Comité de lutte contre l'exposition coloniale, formé le 19 à l'initiative de Nguyen van Tao qui fut rapatrié le 27 avril, avant l'ouverture. En juin, Nguyen van Linh et ses amis projetèrent une manifestation de protestation aux alentours du Temple d'Angkor contre une nouvelle expulsion d'Annamites, pour la libération des

prisonniers politiques et pour le rappel du gouverneur Pasquier, « coupable de la répression impitoyable des révoltes indochinoises ».

Après l'écrasement complet du mouvement paysan d'Annam et de Cochinchine, le groupe écrit une longue *Lettre aux camarades du Parti communiste indochinois* démantelé par la répression. Il réitère en les développant ses critiques de l'année précédente contre la théorie stalinienne de la révolution nationale bourgeoise-démocratique, contre l'idéologie nationaliste de la lutte pour l'indépendance sans contenu de classe, contre la théorie du parti bipartite ouvrier et paysan pour les pays coloniaux :

« Notre parti laisse encore prédominer dans nos rangs les intellectuels, les paysans et les artisans. Par un effort constant de recrutement des meilleurs ouvriers des mines, des usines et des plantations, nous devons tendre à faire réellement de notre parti l'avant-garde organisée du prolétariat.

Nous nous réclamons de l'Opposition de gauche internationale parce que les erreurs dont nous voulons préserver notre parti ne sont que des aspects particuliers de la politique centriste imposée par la direction stalinienne à l'Internationale... Sa théorie du socialisme dans un seul pays met en danger l'internationalisme prolétarien et compromet l'affermissement des positions conquises en URSS (*La Lutte des classes* N° 34-35).

« Notre parti » ! L'illusion est encore vive, d'être accepté dans le PCI comme fraction rénovatrice.

La réaction des staliniens annamites de Paris est des plus nettes :

« Frères travailleurs et étudiants révolutionnaires, vous devez regarder les disciples de Trotsky comme des contre-révolutionnaires malhonnêtes ! Ils sont l'avant-garde des contre-révolutionnaires bourgeois (Staline) » (*Vo san*, 15.2.1932)

Le PCF réagit aussi, dans les *Cahiers du bolchevisme* de juillet 1932, sous la plume de Hoang the Cong, contre l'esprit d'examen et de critique qui, dans les turbulences engendrées par la défaite, semblait souffler sur les jeunes du PCI, qualifiés d'« opportunistes » à « tendance néfaste » poussés « inévitablement vers le trotskysme » ; ils furent rappelés à leur devoir d'obéissance idéologique :

« [Les « opportunistes »] ne veulent pas comprendre que le Nhà què supporte une exploitation véritablement féodale [...]. Leur seconde erreur, qui les pousse inévitablement vers le trotskysme, est de nier la nécessité de l'étape bourgeoise-démocratique dans la révolution ».

En février 1932, le groupe parisien — alors une quarantaine d'étudiants — avait lancé une feuille ronéotypée, le *Dong duong ta phai cong san* (Opposition de gauche communiste indochinoise) devenue ensuite *Duoc vo san* (Le Flambeau du prolétariat), qui rappelait avec insistance les « erreurs des centristes (staliniens), leur propagande insuffisante dans les centres industriels, les régions minières de Hongay et les plantations de caoutchouc de

Cochinchine », et qui critiqua, dès le 28 août, la théorie stalinienne si néfaste du social-fascisme qui allait rendre impossible le front anti-Hitler du PC allemand avec les ouvriers du Parti social-démocrate.

En août 1932, il diffusa parmi les émigrés un tract en *quoc ngu* les appelant à protester contre les arrestations des trotskystes à Saigon et s'éleva contre le silence de *L'Humanité* à ce sujet.

Il délégua Nguyen van Linh au Congrès mondial d'Amsterdam contre la guerre impérialiste (août 1932), à six mois du triomphe d'Hitler. Linh, à qui, en sa qualité de colonisé, on ne pouvait refuser la parole, reprocha aux centristes de mélanger le drapeau rouge aux drapeaux du pacifisme et du nationalisme bourgeois ; la guerre ne pouvait être évitée sans avoir détruit le régime dont elle était l'effet ; la « lutte contre la guerre » n'était, suivant le mot de Trotsky, qu'un alibi si on ne mettait au premier plan la lutte contre les pouvoirs et les classes qui détiennent toutes les forces productives ; et la prétendue « édification socialiste dans un seul pays » créait une inertie mortelle du prolétariat. Le prolétariat des colonies ne pouvait fonder son espoir qu'en concomitance avec le prolétariat mondial.

Nos camarades étaient également au Comité d'amnistie et de défense des Indochinois et des peuples colonisés animé par Francis Jourdain en mars 1933. Ils faisaient partie de l'Association d'entr'aide et de culture des Indochinois et du Cercle d'études sociales où ils rencontrèrent des exclus de la section coloniale du PC français, Hoang quang Giu, Nguyen van Tu, Vu van Tan, Bui Dong... qui sympathisèrent avec eux.

Placé devant l'impossibilité de militer dans le PCI, cet « amalgame de nationalisme révolutionnaire et de centrisme stalinien », le Groupe indochinois exposa au SI de l'Opposition de gauche internationale (lettre du 2.10.1933) son intention de construire un nouveau Parti communiste indochinois, à l'instar des camarades allemands qui s'orientaient vers la construction d'un nouveau PC allemand après la victoire d'Hitler.

Naissance du groupe La Lutte à Saigon, avril 1933

En pleine répression du mouvement clandestin stalinien et trotskyste, des militants brûlés mais encore en liberté — Nguyen van Tao, stalinien, Ta thu Thau, Phan van Chanh, Huynh van Phuong, Ho huu Tuong, trotskystes, Trinh hung Ngau, « anarchiste », Le van Thu, Tran van Thach, nationalistes trotskysants, — regroupés autour de leur aîné le nationaliste Nguyen an Ninh - présentèrent aux élections municipales de Saigon des 30 avril et 7 mai une « liste des travailleurs » opposée à celle des constitutionnalistes et composée de cinq ouvriers dont l'étudiant typographe Nguyen van So, futur trotskyste, avec Tao et Thach en tête, sur un programme de défense des revendications ouvrières immédiates, (droit de grève, journée de huit heures) et de lutte pour le suffrage universel. Pour mener campagne, ils éditèrent une feuille en langue

Il n'eurent aucun élu (le scrutin était censitaire) mais obtinrent 17% des voix au détriment des constitutionnalistes.

Deux mois plus tard, les élections municipales de Saïgon recommencées les 6 et 12 mai confirmèrent l'impact grandissant de *La Lutte* sur la petite-bourgeoisie et le menu peuple de la ville : un trotskyste, Thau, un sympathisant, Thach, et deux staliniens, Tao et Duong bach Mai furent élus titulaires alors que les constitutionnalistes n'avaient qu'un seul titulaire.

Les interventions sociales hardies des quatre « communistes » au Conseil municipal firent du bruit et éveillèrent, en même temps que les esprits, une vive sympathie populaire.

Le pouvoir ne tolérait que difficilement l'utilisation révolutionnaire de cette tribune : les quatre furent arrêtés le 28 décembre 1935 après avoir été perquisitionnés, chez eux et à *La Lutte*, sous prétexte qu'ils avaient reçu une délégation des 2500 grévistes cochers de « boîtes d'allumettes » (voitures à cheval) ; ils furent relâchés après vérification d'identité. Les nouveaux mandats « communistes » furent invalidés fin 1936.

La Ligue des communistes internationalistes favorable à la construction de la IV^e Internationale.

(Doan thê cong san quoc te chu nghia, phai tan thanh Dê tu quoc te)

En Cochinchine, les coups de filets de 1930-31 et 32 contre les deux tendances communistes avaient été suivis d'une nouvelle rafle dans le PCI en train d'essayer de reconstituer son appareil et de repenser sa politique ; Lu sanh Hanh fut parmi les 163 nouvellement détenus. Du Comité de ville de Saïgon, influencé par l'Opposition de gauche, il avait entraîné dans la dissidence une douzaine de camarades et lancé un nouveau journal lorsqu'il fut arrêté le 9 octobre et condamné en septembre 1933 à 15 mois de prison. Reprenant contact avec Ho huu Tuong dès sa libération, il créa en 1935, avec Ngo van Xuyet et Trinh van Lau (ancien élève de Ta thu Thau) la Ligue des communistes internationalistes (du nom qu'avait pris dès 1933 l'Opposition de gauche internationale placée devant l'impossibilité de militer « dans la même maison que Staline »), qui sortit en octobre une revue théorique *Cach mang thuong truc* (Révolution permanente) et la feuille de combat *Tien dao* (Avant-garde), et dont la première action pratique fut son soutien aux cochers en grève en décembre 1935.

A la consternation des révolutionnaires, Staline avait signé avec Laval le 2 mai 1935 un pacte qui les désarmait : il approuvait officiellement la France de mettre sa force militaire à la hauteur de sa sécurité. On vit le PCF tâcher docilement d'éteindre tout esprit anti-militariste et accepter l'intégrité de l'empire tricolore ; on vit le PCI s'aligner sur lui pour la défense de « la France menacée en Indochine ».

Le silence des trotskystes légaux de *La Lutte* devant cette situation rendait urgente une critique radicale de la nouvelle ligne du Comintern et d'un PCI évoluant vers la collaboration et se laissant diriger par des révolutionnaires professionnels formés à Moscou dans une direction contraire à son esprit. La Ligue reprit les critiques anciennes des oppositionnels et y ajouta que les partis communistes ne devaient pas se laisser réduire au rôle d'auxiliaires de la diplomatie russe, que si la guerre impérialiste éclatait, leur devoir était de la transformer en guerre civile, que l'URSS ne devait être défendue que par l'action révolutionnaire du prolétariat.

Sous l'impulsion des grèves ouvrières en France avec occupations d'usines après la victoire du Front populaire, sous l'influence aussi des perspectives de Trotsky — « La Révolution française a commencé », déclaration du 9 juin 1936 — pour le mouvement ouvrier français, la Ligue passa à une agitation radicale, il fallait former un parti révolutionnaire de masse qui serait prêt à déclencher éventuellement le mouvement ouvrier local en concomitance avec le mouvement ouvrier métropolitain.

« Frères ouvriers, paysans et soldats d'Indochine !

La révolution prolétarienne bouillonne en France. Des centaines de milliers d'ouvriers font grève et occupent les usines, ils se préparent à la grève générale. Redressons-nous : dans chaque fabrique, dans chaque entreprise, chaque village, chaque province, frères ouvriers et paysans, élisez vos délégués, formez partout des comités d'action. Unissez-vous ! Déclenchez la grève générale en chœur avec le prolétariat français.

Vive l'indépendance totale de l'Indochine !

Pour la confiscation des rizières et terres des propriétaires fonciers et leur remise aux paysans !

Vive la révolution prolétarienne française et indochinoise !

Union des comités ouvriers, Ligue des communistes... ».

Ce tract fut distribué le 11 juin 1936 et le même jour, le noyau du groupe fut mis sous les verrous.

De nouveau, tortures à la Sûreté, dont la *Dépêche d'Indochine* se fit l'écho, plaintes sans suite déposées par les avocats. Le 31 août, Lu sanh Hanh et Ngo van Xuyet furent condamnés à 18 mois et 1 an de prison, l'instituteur Trinh van Lau et l'employé Ngo chinh Phên à 8 mois, le typographe Van van Ky, le collégien Pham van Muoi, et le coolie Vo van Doan à 6 mois avec sursis ; l'ouvrier Van van Ba fut acquitté.

Le groupe La Lutte sous le Front populaire

L'année 1935 avait violemment éclairé le virage à droite de l'IC d'abord par le pacte Laval-Staline du 2 mai puis en juillet-août par son 7^e Congrès qui dicta aux PC leur tâche immédiate : l'« ennemi principal » étant le fascisme, il fallait créer des Fronts populaires et abandonner le mot d'ordre de

renversement du capitalisme. Le PCI emboîta le pas au PCF : il effaça de son programme la lutte pour la libération nationale et la réforme agraire, bannit de ses discours — sauf vestiges jusqu'en mars 1937 — les expressions lutte de classes et impérialisme français, et alla, après la victoire électorale du Front populaire en mai 1936, jusqu'à recommander aux syndicats, unions paysannes et jeunesses communistes, de se dissoudre. Il soutint le gouvernement Blum-Moutet qui projetait non d'abandonner la domination impérialiste, mais seulement de « rénover son système colonial ».

Le Congrès indochinois

Une Commission d'enquête parlementaire ayant été prévue pour s'informer des aspirations du peuple indochinois, les constitutionnalistes n'envisagèrent qu'un Comité de réception réduit pour présenter les vœux de la nation, mais Ninh s'enflamma pour une plus vaste idée et *La Lutte* avec lui : faire s'exprimer dans des Comités d'action, selon l'appel de juin de la Ligue, ceux à qui on refusa toujours la parole :

« Dans les usines, les exploitations agricoles, dans les villes, les villages, mettez-vous à cinq-sept pour former des Comités d'action. La tâche des CA ? Décider les masses à faire connaître leurs aspirations, à désigner des délégués au Congrès indochinois. » (Tract de *La Lutte*)

Le CA du groupe *La Lutte*, animé par Ninh, Tuong, Thach, Hum et le stalinien Nguyen van Nguyen, fut l'âme de la campagne de propagande, et diffusa entre autres une brochure de Tao, *Cho duoc thuc hien Dong duong dai hoi* (Pour réaliser le Congrès indochinois) et une autre du trotskyste Dao hung Long, *Cach lam viec cua mot uy ban hanh dong* (Méthode de travail d'un Comité d'action).

L'essor des CA fut fulgurant. Le 30 septembre la Sûreté estime leur nombre à 600 en Cochinchine (285 légaux et les autres, clandestins). Quelque 200 CA sont sous l'influence directe de *La Lutte* dans la région de Saigon-Cholon (les trotskystes Nguyen van So et Dao hung Long animent ceux des faubourgs de Cau Ong Lanh, Cho dui, Cau kho, Cau mui, Choquan ; Ho huu Tuong et Ganofsky celui de Dakao ; Nguyen van Cu et Nguyen van Chuyen, celui des élèves de Saigon...) ; nos camarades en organisent aussi en province, Tran hai Thoai à Ca mau, Nguyen van Dinh à Giarai...

Le Militant

Les constitutionnalistes, répondant à l'appel de Ninh, avaient participé au Comité de convocation du Congrès indochinois, mais à condition d'y avoir la majorité et que soit limité à moins d'un quart le nombre des délégués ouvriers et paysans ! Prétention inacceptable, mais acceptée !

Contre la collaboration avec eux dans le Congrès, Tuong fit paraître en franc-tireur, du 1er au 21 septembre 1936, le premier hebdomadaire trotskyste en langue française, *Le Militant*, appela les ouvriers et les paysans à se méfier de la bourgeoisie, en même temps qu'il publiait des textes de Trotsky sur le front unique et le caractère contre-révolutionnaire du Front populaire, et rappelait la gravité du moment : répression permanente dans le pays (condamnation en août des Communistes internationalistes favorables à la IV^e, des paysans communistes de Duc hoa...), début de la guerre civile espagnole (19 juillet) et poids de la politique étrangère russe, premier Procès de Moscou (19 août) sans écho dans *La Lutte* ; il rappela aux trotskystes légaux que coopérer avec les constitutionnalistes frôlait la collaboration de classe.

Les grèves éclatèrent le 26 novembre à l'Arsenal, base de la marine de guerre, le 7 décembre par solidarité, aux Ateliers de Tramways, le 15 décembre aux chemins de fer. *La Lutte* soutint les grévistes par des collectes aux marchés, dans les entreprises et chez les paysans.

Ho huu Tuong, tout en continuant à militer à *La Lutte*, rassembla les militants clandestins dans le Groupe des bolcheviks-léninistes favorables à la IV^e Internationale, expliqua ses positions dans le *Tap chi noi bo* (Bulletin intérieur) du 15 novembre 1936. Le 1er décembre, le groupe lança le journal clandestin *Tho thuyen tranh dau* (Lutte ouvrière) dont le N° 2 s'adressait aux jeunes conscrits en ces termes :

« Camarades soldats ! Dans quelques jours vous serez sous les drapeaux. Sujets français, on vous apprendra à manier les armes. Voici ce que dit Lénine à ce sujet : « Prenez les fusils et apprenez à les manier ! Le prolétariat doit apprendre à le faire non pas pour tuer les camarades étrangers comme les ennemis de la société le commandent mais bien pour retourner les armes contre les capitalistes du pays ».

Nous luttons pour qu'on vous accorde l'autorisation de lire les journaux ouvriers et de former des Comités de soldats. Groupez-vous sous le drapeau rouge de la IV^e Internationale vers la dictature du prolétariat ».

L'activité syndicale trotskyste se refléta dès novembre dans le journal *Lien hiep* (Union) et aboutit à la formation du *Lien uy tho thuyen* (Fédération générale ouvrière) au printemps de 1937.

Le 14 septembre, les constitutionnalistes quittèrent d'eux-mêmes le Congrès, accusant *La Lutte* de dresser les classes laborieuses contre les possédants et de troubler l'ordre. Le 19, Moutet ordonna de maintenir l'ordre par tous les moyens légitimes et légaux, même par des poursuites, et la répression contre les comités, jusqu'alors larvée, s'intensifia avec des arrestations et emprisonnements. Des patrons renvoyaient les ouvriers qui appartenaient aux comités ; partout notables et miliciens tracassaient les villageois qui leur semblaient s'agiter. Le 28, la Sûreté arrêtait Thau et Ninh, et le 3 octobre, Tao. En prison, le 26 octobre, les trois écrivirent une lettre collective à Léon Blum :

« Nous sommes maintenant en prison pour avoir été et pour être du côté du Front populaire. Les faits qui nous sont reprochés formellement : articles parus dans *La Lutte* du 24 septembre pour Ninh et Thau et pour Tao une brochure en langue annamite intitulée *Dong duong dai hoi* (Congrès indochinois) ».

On les libéra en novembre, après onze jours de grève de la faim.

A l'arrivée à Saigon le 1er janvier 1937 du ministre Justin Godart, des milliers d'ouvriers et d'employés manifestèrent aux cris de « Libertés démocratiques ! Libertés syndicales ! » ; le 15, à l'arrivée du gouverneur général Brévié, des barrages de police bloquèrent les accès de la ville aux milliers de paysans qui venaient des environs pour témoigner de leurs problèmes. Godart et Brévié rencontrèrent les mêmes cortèges sur le chemin de Hanoi.

A l'appel de *La Lutte* du 7 janvier, le Comité de convocation reprit ses activités sous le nom de Comité central des revendications, et les CA connurent une brève résurgence ; le 26 février, un télégramme de Brévié enjoignit aux Lutteurs de cesser « toute agitation politique » sous peine d'être « sanctionnés ». Déjà, le panneau du Comité central des revendications avait été enlevé par la police le 22.

Les CA interdits rentrèrent dans l'ombre et évoluèrent vers la formation clandestine des cellules stalinienne et trotskyste qui seront au centre de la vague encore jamais vue des grèves généralisées de 1937.

La Commission d'enquête parlementaire fut définitivement enterrée au Sénat le 17 juillet 1938 : elle n'était jamais venue en Indochine !

Grèves ouvrières et manifestations paysannes de 1937

1937 marque le point culminant du mouvement revendicatif d'Indochine. Des ouvriers et des coolies (hommes de peine), inorganisés et dont l'exploitation n'est soumise à aucune protection, se redressent dans leur misère sous l'impulsion des militants.

« La cause profonde de l'effervescence sociale, constate Godart, c'est la misère des masses, aggravée par la hausse du coût de la vie et trop souvent méconnue par un patronat dont les décisions sont dictées loin de la colonie par de froides considérations d'économie sur les « frais généraux » [...] Le riz et les denrées de première nécessité ont subi une hausse considérable : 85 % d'octobre à décembre 1936 ».

En janvier et février, la grève fut presque totale chez les ouvriers des décortiqueries et des distilleries de Cholon ; elle secoua l'industrie cotonnière et les Charbonnages du Tonkin, atteignit les centres vitaux en Cochinchine et en Annam : l'Arsenal du 6 avril au 12 mai, les Chemins de fer du 3 juillet au 10 août. Dans l'artisanat, les grèves les plus retentissantes furent celles des plus miséreux : potiers, scieurs de long, dockers, manoeuvres de sucreries, coolies-pousse, cochers de « boîtes d'allumettes », coolies et journaliers des plantations

et des rizières..., tous risquant le renvoi, les ouvriers chinois risquant en outre l'expulsion.

Dans leur mouvement spontané puis organisé, coolies, ouvriers et employés réunis en Comités d'action et Comités de grève sous influence trotskyste plutôt que stalinienne réclamaient l'augmentation des salaires, la journée de 8 heures, la légalité des syndicats, les libertés démocratiques, la fin des brutalités et des amendes, sans se soucier que la grève fût restée un délit et que toute association ouvrière clandestine fût punie comme société secrète.

« Tout ouvrier ou employé indigène [...] qui se met en grève sans avoir donné un préavis de 2 semaines au moins est passible d'une peine d'emprisonnement de 6 jours à 2 ans [...] » (art. 41 et 43 d'un décret de 1930, *La Dépêche d'Indochine* 22 octobre 1930).

D'après *La Lutte*, 242 grèves ouvrières, 56 grèves d'ouvriers agricoles ou de paysans, 23 de marchands et 7 d'employés avaient éclaté en Indochine du 1er août 1936 au 1er février 1937 et elles ne faisaient que s'étendre. Pour contrer le mouvement, le décret Blum-Moutet du 30 décembre 1936 réduisit la journée de travail à 9 heures pour l'année 1937 et à 8 heures pour 1938, accorda 5 jours de congés payés par an, qui deviendraient 10 jours à partir de 1938, limita le travail à 6 jours par semaine, (mais le repos hebdomadaire obligatoire pouvait n'être pas payé aux journaliers), interdit le travail de nuit des femmes et des enfants. Ces mesures ne seraient applicables aux ouvriers agricoles qu'après accord de la Chambre d'agriculture (propriétaires fonciers indigènes ou colons) ! Le « travail obligatoire » fut interdit mais son travestissement en travail prestataire rachetable permit de le maintenir. Les syndicats restèrent illégaux et les délégués ouvriers non reconnus, l'inspection du travail étant habilitée à représenter les ouvriers et employés dans toutes les instances contre les employeurs ou patrons. Les travailleurs restaient donc à la merci du pouvoir économique.

Maigres garanties que celles accordées aux exploités par le gouvernement de Front populaire, et cependant bien des patrons français, annamites ou chinois, essayèrent de les contourner. Pour informer les exploités de leurs droits nouveaux, *La Lutte* publia la brochure *Che do lao dong Dong duong* (Le régime du travail en Indochine), les appelant à s'organiser pour que cette législation ne reste pas lettre morte.

Les ouvriers licenciés pour fait de grève ne trouvèrent trop souvent aucun recours auprès de l'inspection du travail. La Sûreté continua à arrêter les grévistes les plus combatifs et les tribunaux continuèrent à les condamner pour « entrave à la liberté du travail ».

Dans les protectorats, la portée du décret fut minimisée sous prétexte des « droits des monarchies protégées », et le Cambodge y ajouta une peine d'un an de prison pour toute grève.

Le mouvement paysan ne prit pas l'ampleur du mouvement ouvrier ; *La Lutte* le soutint, diffusa les revendications de paysans pauvres et des ouvriers agricoles ; les Comités d'action les entraînaient. Non plus pour obtenir seulement la suppression des corvées, la fin de l'impôt personnel, la diminution de la rente foncière, mais aussi l'augmentation des salaires des repiqueurs, moissonneurs, batteurs, la fin des spoliations de terres défrichées sans titre de propriété puis raptées par les puissants. Une réglementation tâtilonne tracassa les cultivateurs de tabac, elle fournit aux notables et miliciens l'occasion de nouveaux abus, elle mit en mouvement des centaines de petits cultivateurs des provinces voisines de Saigon et se termina par des dizaines de condamnations. De mars à mai 1937, c'est malgré tout au cri de « Vive le Front populaire ! » que les staliniens encadrèrent une vingtaine de marches paysannes à la campagne.

De même que les staliniens, les trotskystes indochinois se sont préoccupés du problème agraire. Trotsky le leur avait déjà rappelé dès la naissance de leur groupe en 1930, mais, tard venus sur un terrain paysan travaillé par le *Thanh nien* depuis 1926, calomniés par les staliniens (« les trotskystes méprisent les paysans ») et numériquement plus que faibles, ils ont du mal à s'y implanter. C'est pourtant à Ta thu Thau que les paysans spoliés de Rachgia s'adressent en mai 1937 pour les défendre auprès du gouverneur, et les trotskystes ne sont pas sans acquérir quelque influence dans les campagnes du Sud à travers les Comités d'action.

La rupture, juin 1937

Après l'arrestation de Thau, Ninh et Tao, en septembre-octobre 1936, la majorité de *La Lutte* (trotskyste) attaqua sans ménagement le Front populaire : il sabotait le Congrès indochinois, oubliait ses promesses de réformes, avait aggravé la misère des masses en dévaluant la piastre, ne relâchait guère sa répression, maintenait à leurs postes le gros des fonctionnaires réactionnaires. Les staliniens, effrayés par ce durcissement de ton qu'ils baptisèrent trotskysation, s'en désolidarisèrent (lettre ouverte du 17 décembre 1936) et boycottèrent le journal.

Sur le plan international d'ailleurs, le front trotskyste-stalinien dans *La Lutte* était un véritable paradoxe. Les trotskystes russes étaient traités de vipères lubriques à Moscou, emprisonnés, déportés, massacrés ; comment les trotskystes d'Indochine auraient-ils échappé à la condamnation de Staline ? Un nouveau Procès de Moscou venait de se terminer à l'aube du 1er février 1937 par 13 fusillés traînés préalablement dans la boue.

Thau persistait cependant dans l'unité boiteuse à l'intérieur de *La Lutte* ; c'est pourquoi Tuong fit reparaitre *Le Militant* le 23 mars comme « organe de défense prolétarienne et de combat marxiste », avec en exergue : « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ». Il y revint sur le principe trotskyste de front unique : marcher séparément, frapper ensemble ; reproduisit l'article de

Trotsky *L'étape décisive*, publia le *Testament de Lénine*, un article théorique sur la révolution permanente, dénonça l'imposture stalinienne des procès de Moscou et dressa en juin le bilan de *Douze mois de gouvernement Blum, douze mois de politique anti-ouvrière*.

Les nouvelles élections municipales de Saigon les 18 et 25 avril 1937 rassemblèrent une dernière fois dans une campagne commune les invalidés Tao, Thau et Mai, qui furent réélus ; l'impact de *La Lutte* restait donc intact parmi les couches moyennes de Saigon-Cholon.

Le 19 mai, le PCF intervint brutalement par une lettre de Gitton :

« Nous considérons comme impossible la continuation de la collaboration entre le Parti et les trotskystes, d'après les directives que nous avons reçues pour vous, concernant l'attitude à observer envers les trotskystes en Indochine. »

Dix jours plus tard, les staliniens de Saigon lançaient le journal *L'Avant-garde* où, échos dociles de Moscou, ils traitaient les trotskystes de « frères jumeaux du fascisme ». Thau et Tao étaient alors en prison par suite de la grève de l'Arsenal ; remis en liberté provisoire le 7 juin, Tao proposa à Thau de ne plus attaquer le Front populaire, condition nécessaire pour la collaboration ; Thau lui répondit le 9 par une contre-proposition : les trotskystes cesseraient toute critique du Front populaire pendant trois mois et ne la reprendraient que si le gouvernement Blum-Moutet continuait à refuser amnistie, libertés politiques, libertés syndicales et épuration des fonctionnaires locaux réactionnaires. Cette proposition avait à peine été repoussée que les staliniens claquaient la porte. *La Lutte* devenant dès lors journal trotskyste, *Le Militant* eût fait double emploi ; il cessa de paraître.

Le 11 juillet, le Secrétariat International pour la IV^e Internationale écrit aux camarades de *La Lutte* et du *Militant* : l'expérience du journal de front unique est révolue : les staliniens ont rompu le front malgré de très grandes concessions. *La Lutte* doit se présenter maintenant comme organe de rassemblement des masses (comme front unique de tous les exploités), diffuser les objectifs concrets les plus accessibles, amnistie, revendications économiques,... sans jamais abandonner les principes fondamentaux. *Le Militant* doit reparaitre pour l'éducation des cadres, la formation de la direction révolutionnaire. Le 28 août, le SI vient d'apprendre les arrestations de juillet ; il se prononce contre l'entrée, sans aucun intérêt ni pour la sécurité ni pour le mouvement révolutionnaire, des trotskystes indochinois dans la SFIO, parti de « la clique gouvernementale » impérialiste, et conseille d'élargir l'organisation illégale et d'en multiplier les publications.

L'opinion populaire favorable à *La Lutte* s'émut durablement de la rupture. Les staliniens accusèrent les trotskystes d'en être les auteurs. Tran van

Thach rétablit la vérité dans une longue lettre publiée par *Le Flambeau d'Annam* puis par *La Lutte* du 22 août 1937. Le 29, *La Lutte* publia la lettre de Gitton, le matelot français qui l'apportait ayant confondu les noms Thau et Tao l'avait remise par erreur à notre camarade. Les staliniens accusèrent les Lutteurs de l'avoir volée et de trahir le secret de leur correspondance conspirative en « vulgaires flics » qu'ils étaient. N'importe quoi !

Impact du trotskysme sur le mouvement ouvrier indochinois 1936-1937

« L'influence des agitateurs révolutionnaires favorables à la IVE Internationale a progressé en Cochinchine, notamment dans les milieux ouvriers de la région de Saigon-Cholon », note la Sûreté en février 1937. En juillet, elle ajoute :

« L'élément ouvrier est acquis davantage au parti trotskyste qu'au PCI ».

En effet, les trotskystes avaient gagné de jeunes ouvriers militants et sympathisants dans une quarantaine d'entreprises, chez les dockers, dans l'Arsenal, l'Artillerie, les Chemins de fer, les Tramways, les FACI (Forges, Ateliers et Chantiers d'Indochine), la Poste, l'Est-Asiatique, le Caoutchouc manufacturé, la Compagnie des Eaux et d'Electricité, dans les imprimeries Portail, Ardin, l'Union, dans les trois grands garages de la ville ; à Cholon, chez les ouvriers des Distilleries de l'Indochine, les porteurs de sacs de paddy des rizeries de Hiep xuong, Duc hiep, Hang thai, Extrême-Orient ; en province, aux Dragages de Mytho, dans les poteries, briqueteries, sucreries des provinces de Giadinh, Thudaumot, Cholon... Leur activité syndicale atteignait les centres de Mytho et Travinh.

Le samedi soir 29 mai 1937, la Fédération Générale Ouvrière réunit à Binh hoa xa, dans la banlieue Nord de Saigon, les délégués ouvriers de 44 entreprises pour fixer les statuts de l'organisation ; la Sûreté en rafla sur-le-champ une soixantaine pour vérification d'identité, dont nos camarades Dao hung Long, Ta khac Triem, Vo buu Binh, Vo thi Van ; ils n'en seront pas moins au centre d'une cinquantaine de grèves. Le 22 juin, 45 d'entre eux se réunissaient à l'initiative de Tran van Thach pour élire un Comité d'initiative syndicale ; les staliniens de *L'Avant-garde* avec Nguyen van Tao avaient le leur au 34 rue d'Alsace-Lorraine. Les sièges des deux Comités furent peu après perquisitionnés et fermés par la Sûreté et leurs animateurs jugés en septembre. Voici comment l'histoire officielle *Giai cap cong nhan Viet Nam thoi ky 1936-1939* (La classe ouvrière du Viet Nam pendant la période 1936-1939, p. 292) relate en 1975, avec une mauvaise foi incurable, la formation du Comité trotskyste :

« Les colonialistes utilisèrent Tran van Thach, Nguyen van So et autres pour entraîner un certain nombre de personnes à constituer un Comité d'Initiative au 133 rue Lagrandière à Saigon, qui s'opposerait (au nôtre). La majorité des ouvriers, perçant à jour le caractère réactionnaire de Tran van Thach et Nguyen van So, ne les suivirent pas ».

Bien entendu, l'auteur escamote les peines infligées à nos camarades lorsqu'il informe de celles qui frappent Tao et les siens.

Mouchardés odieusement dès avril 1937 par le PC français (Duclos, Lozeray) et en juillet encore dans *L'Humanité* (Deloche : « Les communistes ne seront pas gênés pour dénoncer publiquement les provocateurs trotskystes d'Indochine »), Ta thu Thau et ses amis sont traduits devant le tribunal correctionnel le 2 juillet pour délits de presse et condamnés à 2 ans de prison auxquels la Cour d'appel du 11 août ajoute 5 ans d'interdiction de séjour. C'est le début d'une répression ininterrompue contre notre presse dans la mesure où elle développe l'union et l'action des ouvriers. Les mêmes sont condamnés en septembre à 1 an de prison et 10 ans d'interdiction de séjour. En appel le 10 novembre, la peine de prison est doublée. Contrairement à ce qu'espéraient les dénonciateurs de *L'Humanité*, Tao est impliqué dans les deux derniers procès et condamné aux mêmes peines que Thau.

Le 24 juillet, veille du déclenchement de la grève à la Compagnie du Caoutchouc manufacturé, la Sûreté arrête trois des animateurs chez qui ses agents ont trouvé les feuilles clandestines *Lien hiep*, *Tien quan* (nom du *Tho thuyen tranh dau* depuis février) ainsi que le *Quan chung* venu de Paris ; sept autres de nos camarades illégaux sont également mis sous les verrous.

A l'aube du 2 septembre, nouvelle rafle de trotskystes et sympathisants à Saigon ; parmi eux Ta khac Triem qui pendant les grèves du Trasindochinois, avec Vo thi Van et Kieu cong Que, a créé en Annam (districts de Mo duc et Duc pho dans le Quang ngai) ainsi qu'au Tonkin de petits groupes IVE Internationale ; Ngo van Xuyet qui, après sa sortie de prison en juin, a publié la brochure *Vu an Moscou* (Les procès de Moscou) aussitôt interdite ; Nguyen van Soi chez qui ont été saisis l'imprimerie à la gélatine et des tracts polycopiés dont le *To hieu trieu* (Appel) de la Fédération ouvrière de Saigon-Cholon qui s'opposait au PCI et à ses « Directives sur la nouvelle organisation (ouvrière) du parti », 26.3.1937 (« Nous préférons des mutuelles puissantes [...] aux associations ouvrières rouges poursuivant sévèrement un but révolutionnaire mais ne réunissant qu'un petit nombre de membres. »)

Le 7 septembre, condamnation de Nguyen van Cu, ancien gérant du *Militant*, à 6 mois de prison avec sursis. Le 9, vingt-sept animateurs des Comités d'initiative syndicale sont poursuivis pour association illicite ; seul Nguyen van So est acquitté ; Tao et six de ses camarades, ainsi que Tran van Thach, Le van Thu, Vo thi Van, Dao hung Long, Nguyen van Cu... reçoivent 2 mois à 15 jours de prison ferme, les autres bénéficient d'un sursis.

Le 18 novembre, nouveau procès de trotskystes : Le van Oanh, Duong van Tu, Nguyen van Tien, Nguyen van Man, Doan van Truong, et Ta khac Triem sont condamnés à 2 ou 1 an de prison et à 10 à 5 ans d'interdiction de séjour ; Nguyen van Nho, Nguyen van Trong, Duong van Tuong et Nguyen van Soi à 6 mois de prison. En appel le 18 janvier 1938 les peines sont diminuées sensiblement, Truong et Tuong sont acquittés.

« Je reconnais l'entière légitimité de la plupart des grèves indochinoises, écrit Marius Moutet à la fin de 1937, mais les trotskystes communistes les ont entretenues et envenimées. »

Malgré l'activité ouvrière pratique des bolcheviks-léninistes et de *La Lutte*, malgré la répression qui les frappait, ils ne manquèrent pas d'éditer des brochures de vulgarisation en *quoc ngu*, souvent saisies : le *Bien chung phap pho thong* (Dialectique vulgarisée) de Phan van Hum, le *Ngay 1 thang tam va nan de quoc chien tranh* (Le 1er août et le danger de guerre impérialiste), *Vi sao ung ho Mat tran dan binh Phap* (Pourquoi faudrait-il soutenir le Front populaire français ?), etc.

Ils avaient été épaulés à Paris par un groupe de sympathisants qui avait lancé le *Quan chung* (Masses) le 15 septembre 1936 en réaction contre le premier Procès de Moscou (19 août), et contre la dégénérescence réformiste de la IIIe Internationale ; en relation avec *La Lutte*, ces sympathisants informèrent sur les grèves en Indochine, les arrestations et les condamnations sous le Front populaire. Ils furent relayés le 1er octobre 1937 par le Groupe indochinois qui, dans *Quoc te IV* (IVe Internationale), expliqua comment l'IC en était venue avec sa théorie du « socialisme dans un seul pays » à trahir l'internationalisme et la lutte des classes, à obliger les PC à soutenir sa politique de rapprochement avec certains impérialismes :

« Les gens de la IIIe Internationale [...] poussent les masses annamites à soutenir les impérialismes « démocratiques » contre le bloc Allemagne-Italie-Japon. Ils oublient que le mot démocratie, le drapeau tricolore et la Marseillaise s'identifient aux yeux des Annamites avec les brigandages, les assassinats, l'exploitation de l'impérialisme français en Indochine. » (*Quoc te IV*, novembre 1937)

Les staliniens à l'ombre du drapeau tricolore pour la « défense de l'Indochine » 1938-1939

En mai 1938, le gouvernement français lançait un emprunt pour la « défense de l'Indochine » d'un montant de 33 millions de piastres et décrétait le recrutement de 20 000 indigènes.

Nguyen van Tao et Duong bach Mai, en chœur avec les constitutionnalistes, exhortèrent la population à y souscrire et à s'engager en masse

pour soutenir la « France démocratique » contre la menace du « fascisme japonais ». Dans une circulaire du 1er juillet, le CC catéchise ses adeptes :

« Les regards de convoitise jetés par le Japon sur l'île de Hainan menacent directement la sécurité de l'Indochine. Devant ces visées territoriales des fascistes, le PCI approuve les mesures prises ».

Ainsi le pouvoir colonial devient pour les staliniens un allié possible. Leur fibre patriotique, endormie de 1930 à 1935, recommence à vibrer jusqu'à la racine, la race ! Dans un article du *Dan chung* (Le Peuple) du 1er avril 1939 : « Les trotskystes se vendent au Japon et au fascisme », nous lisons :

« En soutenant la défense nationale, le parti IIIe Internationale a le souci de l'existence ou de la disparition de la race annamite (*Phai De tam het suc lo ngai cho su con mat cua noi glong dan Nam Viet ma ung ho quoc phong*) ».

Cette survie, les staliniens la lient à leur soutien aux oppresseurs !

Si certains, dans le PCI, vont jusqu'à un excès de zèle en faveur de l'emprunt, proposant de diviser les bons de 100 \$ en coupons de 10 et 5 \$ accessibles à la bourse des pauvres, d'autres, rebelles à la collaboration avec le pouvoir colonial, sont suspendus (cas de trois membres du Comité de Cantho en août 1938).

Nos camarades prennent le contre-pied de la position stalinienne : contre la guerre impérialiste, contre les impôts et taxes de guerre, contre l'aggravation des conditions de vie qui en résulte.

« M. Nguyen van Tao invite les prolétaires à se sacrifier pour soutenir la « défense nationale ». Si les pays capitalistes, en se disputant des proies, s'entre-déchirent, les prolétaires ne sont pas assez idiots pour soutenir tel pays contre tel autre, pour tuer ceux qui sont de la même classe qu'eux, qui ont le même sort que le leur. Leur devoir est de profiter de la guerre entre les pays capitalistes pour émanciper le prolétariat. Prolétaires, serrez les rangs dans le front ouvrier et paysan ».

« Front unique anti-impérialiste du prolétariat français, du prolétariat japonais, des populations de Corée, de Formose, d'Afrique du Nord, des autres colonies... »

Aussi longtemps que le peuple souffre de la pauvreté et de la misère, il n'a rien à défendre. On nous montre les rizières, les terres, les maisons... mais en y regardant de près nous voyons que les splendeurs, les beautés, les richesses, tout appartient aux grands bourgeois. Parmi les dix catégories de taxes nouvelles se trouvent celles qui frappent le sucre et les allumettes, les deux produits de consommation journalière... La « défense nationale » ? Pourquoi la charge-t-on sur le dos de la population pauvre ? (L'humour noir populaire parla de « la boîte d'allumettes IIIe Internationale » (*hop quet de tam*) quand elle passa de 1 cent à 1 cent et 1/2 ».

Le gouverneur général se félicite de la position de Tao :

« Alors que les communistes staliniens ont compris avec Nguyen van Tao que l'intérêt de la masse annamite lui commandait de se rapprocher de la France [...] les trotskystes, sous l'égide de Ta thu Thau, ne craignent pas de pousser les indigènes à se soulever afin de faire leur profit d'une guerre possible pour obtenir la libération totale. » (AN SOM NF 330)

Mais c'est cette dernière position qui répond au sentiment populaire. L'hostilité au service militaire était traditionnelle. La campagne pour le recrutement supplémentaire de 20 000 tirailleurs l'activa, comme en témoignent les troubles dans les centres de tirage au sort, les mutilations volontaires et les condamnations pour incitation à ne pas s'engager.

C'est pour avoir soutenu la « défense de l'Indochine » et l'effort de guerre en commun avec les constitutionnalistes que les staliniens de Cochinchine seront désavoués aux élections coloniales d'avril 1939.

Les De Tam (IIIe) et les De Tu (IVe)

— ainsi désignait-on alors à Saïgon staliniens et trotskystes —
s'affrontent aux élections coloniales des 16 et 30 avril 1939

Le début de 1939 fut en Cochinchine pour la presse et l'édition, un répit exceptionnel : le décret de Daladier du 30 août 1938 avait annulé l'autorisation préalable pour les écrits en langue vernaculaire, la censure était abolie, les saisies semblaient s'espacer, le décret Perrier paraissait oublié.

Nos camarades accélèrent l'effort, on ne savait que trop que la trêve serait courte. Sans attendre la sortie de prison de Ta thu Thau, *La Lutte* devint bilingue à partir du 9 octobre 1938 : le *Tranh dau - La Lutte* poursuivait la défense des ouvriers ainsi que des paysans affamés qui s'étaient emparés des greniers dans la province de Bac lieu et s'étaient mis en marche de la faim à Rachgia, Ca mau, Soctrang, tout en éclairant sa position politique à l'égard de Moscou comme en témoignent son exergue : « **Il est temps de prendre l'offensive internationale contre le stalinisme** » (L. Trotsky) et ses modestes *Van hoa tho xa* (Editions culturelles) qui eurent à peine le temps de diffuser la brochure de Ta thu Thau, *Tu De nhut den De tu Quoc te* (De la Première à la Quatrième Internationale).

Au Tonkin, le groupe Tia Sang (L'Étincelle) qui se réclamait du même esprit que le groupe Octobre, eut deux périodiques, le *Thoi dam* (La chronique) puis le *Chinh tri tuan bao* (L'Hebdomadaire politique) qui remplaça le premier le 14 janvier 1939, et sortit aussi quelques brochures (collection éphémère *Su that*, (La vérité).

En Cochinchine, le groupe Octobre avec Ho huu Tuong avait sorti depuis le 27 octobre 1938 l'hebdomadaire syndical *Thay tho* (Employés et Ouvriers) soutenu par des militants PTT, Enseignement, Travaux publics, Chemins de

fer. En accord avec les bolcheviks-léninistes illégaux, il reprit en septembre 1938 la publication du mensuel *Thang muoi* disparu après les arrestations de 1932 ; il y publia en janvier 1939 les statuts de la IV^e Internationale et en février, les thèses de la révolution permanente appliquées à l'Indochine ainsi qu'un appel à s'unir à tous les De tu dispersés en Cochinchine, en Annam, et au Tonkin, pour former le parti IV^e Internationale. Il édita de nouvelles brochures : *La fraction stalinienne et l'Union soviétique, Réponse aux staliniens à la place du camarades Bac giang, Du marxisme au pacifisme. Qui a organisé la défaite de la révolution chinoise ?...* Le 13 janvier il lançait un hebdomadaire de combat, le *Tia sang*, en vue de soutenir la campagne électorale prochaine de *La Lutte*.

A deux mois des élections au Conseil colonial, à la veille du Têt (Nouvel An annamite), Ta thu Thau, Tao et Ninh — qui avaient presque accompli leur peine de deux ans — furent libérés. Six trotskystes se présentèrent contre les staliniens conduits par Tao et contre les constitutionnalistes. Le 31 mars, le *Tranh dau* présentait leur programme électoral, un projet révolutionnaire radical et un manifeste rappelant la lourde responsabilité stalinienne dans les défaites du prolétariat allemand en 1923 et 1933, estonien en 1924, chinois en 1925-1927, espagnol en 1936-1939, rappelant aussi que le PCI, lorsqu'il détournait la lutte de classe vers l'union nationale dans le cadre de l'impérialisme français, agissait comme tous les PC du monde en instrument de la diplomatie russe.

Le programme électoral préconisait l'élection d'une assemblée constituante indochinoise élue au suffrage universel, l'octroi des libertés démocratiques et l'amnistie pour les condamnés politiques ; sur le plan économique et social, la semaine de 40 heures avec sécurité sociale et secours aux chômeurs, la construction d'écoles, d'hôpitaux, d'habitations à bon marché ; l'annulation des dettes et de la rente foncière pour les petits propriétaires et les paysans pauvres pendant toute la durée de la crise ; l'exonération d'impôt pour les paysans ne possédant pas plus de 5 hectares, la remise des terres communales aux plus pauvres, la suppression de la taxe sur les boeufs et les buffles...

Le projet révolutionnaire, programme transitoire destiné à conduire au socialisme international comportait les étapes suivantes : contre le secret commercial, constituer des Comités d'usine et des Comités de paysans pour contrôler l'activité des banques, des entreprises industrielles, commerciales et agricoles ; ensuite nationaliser les banques, la grande industrie, les grandes entreprises agricoles, les transports et la poste et en confier la gestion au prolétariat ; répartir entre les paysans pauvres les domaines des banques, de l'Eglise et des propriétaires fonciers ; confier aux Comités de paysans pauvres la tâche de faire disparaître l'exploitation féodale ; contre la guerre, envisager la formation d'une Fédération soviétique d'Asie ; établir la dictature du prolétariat par un gouvernement ouvrier et paysan.

Un tel programme pouvait éloigner beaucoup d'électeurs (vote censitaire), mais qu'importait le fait d'être élus si le grand espoir pouvait prendre corps dans l'esprit populaire.

Affiches et tracts épaulaient la campagne ; ils dénonçaient l'emprunt et les nouveaux impôts et taxes de guerre.

Thau, Hum et Thach furent élus quoique leurs meetings eussent été interdits ; les listes Front démocratique des staliniens furent battues partout ; les électeurs mécontents baptisaient ces derniers « gouvernementaux ».

La répression fut déclenchée le 8 juin et c'est en prison que Thau, Hum et Thach apprirent l'annulation de leur mandat le 24 octobre.

Nguyen ai Quoc (alias Line) recommande au PCI l'« extermination politique » des trotskystes

Le 10 mai 1939, le futur Hô Chi Minh qui résidait de nouveau en Chine depuis son retour d'URSS en 1938, réagit à la défaite de son parti et au succès trotskyste par une lettre à ses « camarades bien-aimés » du Tonkin sur « le visage répugnant du trotskysme et des trotskystes », première d'une série de trois « leçons » de plus en plus délirantes publiées bientôt par le journal stalinien de Hanoi *Noire Voix*. En juillet, dans un rapport au Comintern, il réitérait sa fidélité aux vues de Moscou :

« A l'égard des trotskystes, aucune réconciliation ni concession possibles. Il faut par tous les moyens les démasquer comme agents du fascisme, il faut les exterminer (tieu diet) au point de vue politique » .

Son appel au meurtre fut entendu : les trotskystes seront exterminés physiquement par ses acolytes alors au pouvoir en 1945.

Répression et guerre

L'appel du PCI à l'union des classes (doan ket giai cap) dans le Front démocratique ne semblait pas avoir été entendu ; ouvriers, coolies et paysans continuaient leur lutte revendicative non seulement contre les exploiters coloniaux et les patrons chinois, mais également contre les bourgeois et propriétaires fonciers annamites. Les journaux trotskystes *Tia sang* et *Tranh dau* continuaient à les défendre.

Le décret Perrier refit surface. Ce décret du 4 octobre 1927, « scélérat » selon Daniel Guérin, sanctionnait les « manoeuvres et actes de nature à compromettre la sécurité publique » et avait toujours été, sauf refus mémorable, le 19 mai 1936, de la Cour d'appel de Saigon, utilisé contre la presse même légale. Il le fut de nouveau massivement. Au Tonkin d'abord, dès le 28 avril : Trois journalistes du *Thoi dam*, Thai van Tam, Nguyen uyen Diem

et Bui duy Tu furent condamnés (Tam mourra en prison en Annam pendant la guerre) ; à Bacninh, les publications IV^e Internationale furent saisies.

A Saigon, le 8 juin, jour où éclata la grève de l'Arsenal, la Sûreté perquisitionna au *Tia sang* et au *Tranh dau* ainsi que dans les journaux staliniens et arrêta journalistes et gérants présents ; d'autres militants du *Tranh dau* furent raflés à l'imprimerie ou ils préparaient un numéro spécial appelant à manifester le 14 juillet ; parmi eux Tran van Si qui mourra deux ans plus tard à Poulo Condore. *La Lutte* fermée, Ta thu Thau encore en liberté tenta de poursuivre son action dans des journaux sympathisants, *Dan moi* (Peuple nouveau), *Sanh hoat* (La Vie), *Su that* (La Vérité) tandis que les Communistes favorables à la IV^e Internationale faisaient circuler une nouvelle feuille clandestine, le *Cach mang* (Révolution).

Les « légaux » étaient de plus en plus nombreux sous les verrous mais les clandestins demeuraient actifs : en août, les militants de Thudaumôt, les Ouvriers internationalistes de Giadinh et les Communistes favorables à la IV^e s'unirent sous le nom de bolcheviks-léninistes IV^e Internationale et reprirent la parution du *Cach mang* ; en septembre, une semaine après l'éclatement du grand massacre en Europe, ils distribuaient aux tirailleurs de Thudaumôt des appels à « ne pas tirer sur leurs camarades ouvriers qui se trouveront dans les rangs de l'armée ennemie » et constituaient des comités de trois membres chargés de la propagande contre le recrutement. Il y eut « des abstentions au tirage au sort spécial des travailleurs », relate le gouverneur de la Cochinchine dans son rapport au gouverneur général le 30 novembre 1939.

Le poème *La Chandelle* (Den sap) composé au bagne en 1908 n'avait pas vieilli :

« Cinq fois pétrie, dix fois remodelée, n'est-ce rien ?
Honneur à la chandelle qui toujours résiste et ne rompt point.
On tire sur ses quelques pouces de mèche,
On roule et roule encore son enveloppe de cire.
Mais elle, elle brûle pour illuminer la nuit noire,
Son seul souci est d'éclairer.

Dans la nuit du 23 au 24 août 1939 avait été signé le pacte Hitler-Staline, prélude à l'entrée des troupes nazies en Pologne le 1er septembre et à la guerre France-Angleterre contre Allemagne, déclarée le 3 septembre :

« Même les gens complètement idiots devront comprendre maintenant, déclarait Trotsky à Mexico le 19 septembre 1939, que les procès de Moscou, à l'aide desquels a été détruite la vieille garde bolchevique sous l'accusation de collaborer avec les nazis, n'étaient qu'un camouflage de la préparation de l'alliance de Staline avec Hitler. »

Le 26 septembre, le PC fut interdit en France et cette interdiction se répercuta en Indochine : Le 29, la Sûreté opéra une vaste rafle dans tout le pays : 323 perquisitions, 2223 livres et brochures saisis, ainsi que 26 316 exemplaires de journaux ; 121 arrestations de staliniens et 55 de trotskystes ou sympathisants dont Nguyen van So, Tran van Thach, Phan van Hoa, Ho huu Tuong, Doan van Truong. Des arrêtés de dissolution frappèrent les amicales, les comités de délégués ouvriers...

En décembre 1939 et février 1940, perquisitions et arrestations au siège clandestin des journaux trotskystes nouvellement nés, *Tieng tho* (La Voix ouvrière), *Cong nong* (Ouvrier et Paysan), *Cong san* (Communisme) ; et au domicile de deux membres du groupe des bolcheviks-léninistes ; saisie de documents, notamment d'un appel contre la guerre signé d'un Comité anti-impérialiste ouvrier et paysan. Pourtant l'activité clandestine n'est pas encore éteinte. *La Dépêche d'Indochine* du 3 avril 1940 écrit : « Il pleut des tracts subversifs rues Frère Louis et d'Arras ; il s'agit d'éléments trotskystes ». Le 13 juin, neuf nouvelles arrestations de trotskystes et de sympathisants dans l'Est.

Les procès suivaient : le 5 septembre 1939, le *Tia sang* avait ses nouveaux condamnés : Dao hung Long, Nguyen van Cuong, Le chanh Dinh, Nguyen van Nam, le vieux Ganofsky, peines de 5 mois à 2 ans de prison, plus 10 ans d'interdiction de séjour ; en novembre Ngo van Xuyet et Nguyen van Canh, 8 et 6 mois de prison.

Aux procès du 22 février et du 9 avril 1940 des 79 « communistes » (IIIe, IVe, sympathisants, délégués ouvriers...), Ta thu Thau, Tran van Thach, Ho huu Tuong et Phan van Chanh furent frappés de 5 à 3 ans de prison plus 10 ans d'interdiction de séjour et privation des droits civiques.

A partir du 24 avril 1940, le huis clos fut ordonné pour les procès des « communistes » et les tribunaux militaires prirent parfois la relève des tribunaux civils. Les attendus mêmes restaient inconnus des journaux et de la population.

Les chefs d'entreprises intéressant la défense nationale avaient le droit de retenir les salariés dont ils pouvaient avoir besoin et on vit 82 coolies d'une plantation de caoutchouc condamnés à des mois de prison ferme, à la fin de leur contrat, pour avoir refusé d'en signer un autre.

Des condamnés politiques dont la peine venait à expiration, des « suspects » classés par la Sûreté « individus dangereux pour l'ordre public », étaient assignés à résidence sans moyens d'existence ou envoyés dans les « formations spéciales de travailleurs » (camps de concentration de Bara et Talai en plein montagne et forêt de Bienhoa) ; de 1940 à 1945, il y eut 1726 communistes staliniens et trotskystes dans ce cas et 490 nationalistes. Ngo chinh Phen et Dao hung Long étaient exilés à Nossi Lava, Madagascar.

Tandis que staliniens et trotskystes étaient embarqués dans les mêmes bateaux pour Poulo Condore, Trotsky était assassiné à Mexico par un séide de Staline le 20 août 1940, après une première tentative ratée conduite par le peintre mexicain Siqueiros le 25 mai.

Mots et expressions en quốc ngữ

- A. Annam cách mạng xuất đường đại hội
- B. Bà Hom Bên lúc Bình hòa xã
Bà Rịa Bên tre Bùi duy Từ
bạo động non **Biện chứng pháp phổ thông** Bùi Đồng
Bạc Liêu Bình định
- C. **Cách làm việc của một Ủy ban hành động**
Cách mạng Công nông
Cách mạng thường trực Công nông dân quyền chuyên chính
Can lộc Cơ mật
Cần thơ **Chế độ lao động Đông dương**
Cao lãnh **Chính trị tuần báo**
Cao vọng thanh niên đảng Cho được thực hiện Đông dương đại hội
Cầu kho Chợ đêm
Cầu mới Chợ đũi
Cầu Ông Lãnh Chợ lớn
Công sản Chợ mới
Công hội Chợ quán
- D. Dân chúng. Dân mới. Dương bạch Mai. Dương văn Tư. Dương văn Tường
- D. đá đảo đề quốc quan làng địa chủ Đông đường cộng sản
chia đất cho dân cày nghèo
- Đền sập Đông đường cộng sản đôi lập tả phái
đoàn kết giai cấp **Đông nai**
Đoàn thể Công sản quốc tế chủ **Đông phương**
nghĩa, phái tán thành Đệ tứ Quốc tế
Đoàn văn Trường **Được vô sản**
Đồ lương Đức hòa
Đông dương Đại hội Đức phổ
- G. **Giải cấp công nhân Việt Nam thời kỳ 1936-1939.** Gia đình. giảm địa tô
- H. Hà tĩnh Hồ hữu Tường Hùng nguyên
Hoàng quang Giu Hội kiến Nguyễn an Ninh Hùng sơn
Hóc môn hộp quet Đệ tam
Hòn gay Huỳnh văn Phương
- K. Kiều công Quê Kỳ Anh
- L. La văn Rốt **Liên hiệp**
Lao Nông Liên minh cộng sản đoàn
Lê chánh Đình Liên ủy thợ thuyền
Lê văn Hộ (Hố ?) Lũ sanh Hạnh
Lê van Oánh Lý tử Trọng
Lê văn Thử
- M. Mộ đức

- | | | | |
|----|--|---|--|
| N. | Nam đán
Ngày 1 tháng 8 và
nạn đê quốc chiến tranh | Nguyễn thiê Truyền
Nguyễn thị Mỹ | Nguyễn văn Nam
Nguyễn văn Nguyễn |
| | Nghê an
Nghị lộc
Ngô chính Phên
Ngô gia Tư
Ngô văn Xuyết
Nguyễn ái Quốc
Nguyễn an Ninh
Nguyễn đức Cảnh
Nguyễn huệ Minh
Nguyễn hữu Hoa
Nguyễn thái Học | Nguyễn văn Bé
Nguyễn văn Cảnh
Nguyễn văn Cử
Nguyễn văn Cường
Nguyễn văn Chuyên
Nguyễn văn Đại
Nguyễn văn Đỉnh
Nguyễn văn Hoàng
Nguyễn văn Linh
Nguyễn văn Mẫn
Nguyễn văn Minh dit Hoàng | Nguyễn văn Nhi
Nguyễn văn Nho
Nguyễn văn Soi
Nguyễn văn Số
Nguyễn văn Tạo
Nguyễn văn Thường
Nguyễn văn Tiên
Nguyễn văn Trọng
Nguyễn văn Tư
Nguyễn uyên Diễm |
| P. | Phái Đê tam hêt sức lo ngại cho sự còn mất của nòi giống dân Nam Việt
mà ủng hộ quốc phòng | | |
| | Phạm văn Đông
Phạm văn Lúa
Phạm văn Muôi
Phan bội Châu
Phan châu Trinh | Phan hiều Kinh
Phan văn Chánh
Phan văn Hoa
Phan văn Hùm
Phụ nữ tân văn | Phú riêng
Phục quốc
Phục Việt |
| Q. | Quảng ngãi | Quân chúng | Quốc tề IV |
| R. | Rạch giá | | |
| S. | Sanh hoạt | Sóc trắng | Sự thật |
| T. | Tả đối lập
Tạ khắc Triêm
Tạ thu Thâu
Tập chí nội bộ
Tân Việt cách
mạng đảng
Tây
Thạch hà
Thái văn Tam
Tháng mười
Thanh chương
Thanh niên cách mạng đồng chí hội | thôn vườn trâu
Thợ thuyền tranh đấu
Thời đàm
Thủ dầu một
Thuê thân
Tia sáng
Tiền đạo
T lên quân
Tiếng thợ
tiêu diệt
Tờ hiệu triệu | Tranh đấu
Trần văn Thạo ou
Trần hải Thạo
Trần Phú
Trần thị Muôi

Trần văn Sĩ
Trần văn Thạch
Trần văn Xuân
Trình hưng Ngẫu
Trình văn Lâu
Tứ Đê nhứt đên Đê tứ
Quốc tề |
| V. | Văn hóa thơ xã
Văn văn Ba
Văn văn Ký
Vắng hồng ou
Vũng hồng
Vì sao phải ủng hộ mặt trận bình dân Pháp ? | Việt Nam hôn
Việt Nam quốc dân đảng.
Vịnh
Vớ bầu Bình | Vớ thị Bằng ou
Nguyễn thị Mỹ
Vớ thị Văn
Vớ sản

Vớ sản độc tài
Vũ văn Tấn |
| Y. | Yên báy | Yên phúc | |

Hoàng Giang

La révolte des intellectuels communistes au Viêt-nam en 1956

En 1956, lorsque le choc du XXème Congrès du PCUS secoua par vagues successives tous les PC et tous les pays sous contrôle communiste, le PC vietnamien et le régime qu'il avait installé au nord du 17ème parallèle semblèrent épargnés. La victoire de Diên Biên Phu était toute récente, le PCV jouissait encore d'un prestige que n'avaient pas d'autres partis communistes. Le tourbillon de la déstalinisation ne semblait pas atteindre les rivages du Viêt-nam. En tout cas la presse occidentale n'en parla guère. Elle ne s'intéressait qu'aux événements de Moscou, de Poznan, de Budapest... Pourtant, il se passa des événements dont la signification est tout aussi importante que ceux qui se déroulèrent dans les autres pays communistes. Il y eut deux révoltes : l'une spontanée, celle des paysans de la région de Nghê An, l'autre, organisée, celle des intellectuels à Hanoi. Nous aurons l'occasion de revenir sur la première, elle n'était qu'indirectement liée aux événements qui se passaient en URSS, alors que la deuxième, la révolte des intellectuels, fut le produit direct de la déstalinisation.

Un dirigeant du parti est un pot à chaux

Tout commença en mars 1956. Lorsque le rapport secret de Khrouchtchev sur les crimes de Staline, paru dans la presse française, fut parvenu par une voie détournée à Hanoi, un groupe d'écrivains et d'artistes communistes fraîchement sortis du maquis décidèrent de publier un recueil intitulé *Les Belles OEuvres 1956 (Giao Phâm 1956)*. La maison Minh Duc, venant elle aussi du maquis, en assura l'impression et la distribution.

Les Belles OEuvres 1956, que l'on appellera plus tard *Les Belles OEuvres de printemps* comprend une série d'articles d'écrivains bien connus, tous dirigés contre la politique de la direction du parti et spécialement contre la direc-

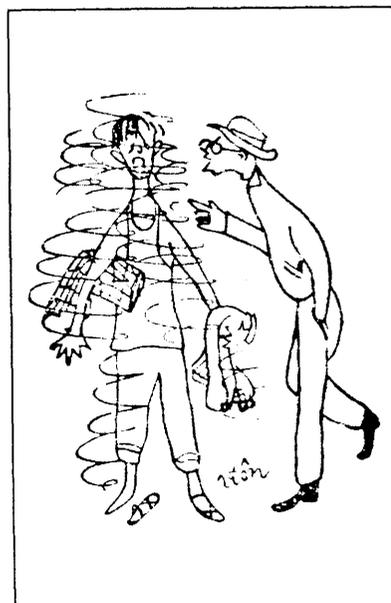
tion de l'Association des écrivains et artistes. Ils dénoncent « la corruption, les abus de pouvoir, le favoritisme, le népotisme, la flagornerie, les privilèges, les inégalités sociales », etc. Ils réclament « la liberté, la démocratie ». Sous le titre « Un balai pour balayer la poubelle », Phung Quan se porte volontaire pour « nettoyer tout ce qui est mauvais et sale ».

Le poète Lê Dat écrit le Pot à chaux, poème à double sens, dont on peut citer les phrases suivantes :

« La vie de certains qui vivent cent ans
Ressemble à un pot à chaux,
Plus il vieillit, plus il devient mauvais,
Plus il vieillit, plus il rétrécit ¹. »

« *Những kiếp người sống lâu trăm tuổi
Y như một cái bình vôi.
Càng sống càng tồi,
Càng sống càng bé lại.* »

Manifestement, le poème vise les vieux dirigeants du parti. Certains disent même qu'il visait Hồ Chi Minh. Dans un pays où n'existe pas la liberté d'expression, le langage codé possède toujours plusieurs interprétations.



« Pourquoi êtes-vous
dans cet état ? »
« Je sors d'un magasin d'Etat ! »

1. Le pot à chaux contient une pâte de chaux pour les chiques de béton. Il est muni d'un bec par lequel on prend au fur et à mesure cette pâte pour chaque chique. A la longue, la pâte à l'intérieur du pot durcit et le bec du pot rétrécit. Le pot devient inutilisable.

Le crime du « IL » majuscule

Mais le clou de l'audace revient probablement à Trần Dân, un jeune et brillant poète. Dans son poème de quatre cents vers *Nous vaincrons*, l'auteur décrit son état d'esprit devant le partage Nord-Sud du Viêt-nam. Il parle de sa vie, de la vie de ses concitoyens dans un pays exsangue où règne l'oppression et s'accumulent les difficultés :

« Je marche vers l'avant
Pas une rue
Pas une maison
Je ne vois que la pluie qui ruisselle
Sur les drapeaux rouges.
J'entends tout à coup des paroles
à mi-voix,
Des paroles mêlées de cris sourds :

- Sabotent-ils les pourparlers ?
- Les pourparlers auront-ils lieu ?
- Les élections se feront-elles ?
- Y aura-t-il ou non des élections ?
- A la date prévue ou en retard
de quelques années ?

Ces questions se posent au milieu de
cette société bancale.
Oh ! depuis toujours, IL n'a pas
confiance en lui-même.
IL prend peur devant l'Avenir.
IL oublie que l'Amérique est un lion
en papier. »

« *Tôi bước đi
Không thấy phố
không thấy nhà.*

*Chỉ thấy mưa sa
Trên cờ máu đỏ.
Tôi đi giữa trời mưa đất Bắc
Tai bỗng nghe những tiếng thì thầm
Tiếng người nói xen tiếng người
âm 'a*

- *Chúng phá Hiệp thương ?*
- *Liêu có Hiệp thương ?*
- *Liêu có tuyên cử ?*
- *Liêu tông hay chẳng tông ?*
- *Liêu đúng kỳ ? hay chậm vài năm ?*
- *Những câu hỏi đi giữa đời lòng
chờng ?*

*Ôi ! xưa nay Người vẫn thiếu tin Người !
Người vẫn thường kính hoàng trước
Tương lai ?
Người quên mất Mỹ là sư tử giấy ? »*

L'auteur s'élève contre les conditions de partage du pays consacré par les accords de Genève de 1954. Accords dont, vingt-cinq ans plus tard, le PCV a révélé qu'ils ont été signés « sans équivaloir à » (« Không tương xứng với ») la victoire de Điện Biên Phủ... par la faute des Chinois ². Sur le moment, le poète Trần Dân fut considéré comme un « ennemi du peuple » parce qu'il avait osé critiquer la politique du parti. Son plus grand crime était d'avoir écrit ce pronom « IL » en majuscule. Qui vise-t-il sinon Hồ Chi Minh ? Au Viêt-nam, le « IL » majuscule est réservé à Hồ Chi Minh et à Dieu. Pour ce crime, Trần

2. La presse vietnamienne dénonce actuellement la pression exercée par les Chinois à la Conférence de Genève en 1954 : les accords signés dans cette conférence ont comporté des conditions qui auraient pu être plus avantageuses pour le Viêt-nam. Mais elle se tait sur la pression des Soviétiques.

Dân sera traduit devant l'Association des écrivains et artistes, arrêté puis jugé devant un tribunal qui le condamnera à des peines de prison. Il fera ultérieurement une tentative de suicide.

Floraison de *Belles OEuvres*

A partir de la fin d'août 1956, les contestataires décidèrent de faire paraître les *Belles OEuvres d'automne* (*Giai Phâm Mùa Thu*), puis les *Belles OEuvres d'hiver* (*Giai Phâm Mùa Đông*). Sous des formes variées, polémiques, poèmes, pièces de théâtre, satires etc., les articles de ces recueils sont tous critiques envers le parti. La plupart sont des chefs-d'oeuvre de la littérature où l'on trouve un accent tout à fait nouveau. Rarement dans la société vietnamienne on assiste à une telle floraison de talents.

Dans les *Belles OEuvres d'automne* (tome I), Phan Khôi, le doyen des contestataires (soixante-treize ans) écrit un article retentissant intitulé « Critique des lettres et des arts ». L'auteur y fustige la conception du « réalisme socialiste » bien qu'il ne l'ait pas ainsi nommée. Il s'élève contre le système d'attribution des prix littéraires qu'il trouve injuste. A son avis, le recueil de poèmes *les Etoiles* (*Ngôi Sao*) de Xuân Diệu « n'a aucune valeur ». « Le Xuân Diệu d'aujourd'hui, dit-il, a moins de valeur qu'autrefois »³.

A l'un de ses contradicteurs qui déclare qu'il est impossible que Xuân Diệu d'aujourd'hui, ayant reçu l'éducation du parti, ait moins de talent qu'autrefois, Phan Khôi répond :

« Le parti enseigne comment faire la révolution, il ne peut enseigner comment faire de la poésie. »

Dans ce même article, l'auteur remarque qu'il existe deux classes dans le monde des arts et des lettres au Viêt-nam : à l'échelon supérieur, la classe des « chefs » (« cai »), à l'échelon inférieur, la classe des « masses » (« quân chung »). La classe des chefs bénéficie de toutes sortes de privilèges : obtention des prix (même s'ils ne le méritent pas), voyages à l'étranger, séjours dans les grands hôtels de luxe, participation à des réceptions somptueuses. La classe des masses, même si elle comporte de vrais talents, doit se satisfaire d'une vie médiocre et obscure.

3. C'est ce que tout le monde pense. Si Xuân Diệu a obtenu un prix, c'est uniquement parce qu'il est devenu le poète officiel du parti.

« Elargir le front de la critique »

A partir de ce mois d'août 1956, *Belles OEuvres* connurent une réelle audience parmi la population d'Hanoi. On se les arrachait à la vente, on les commentait comme s'il s'agissait d'un grand événement. Jugeant qu'il faut élargir le front de la critique, les contestataires décident alors de publier une revue portant pour titre *Humanisme* (*Nhân Văn*). Le premier numéro sortit le 15 septembre. Il fut immédiatement suivi par deux autres revues, *Temps modernes* (*Thời Mới*) et *Cent Fleurs* (*Trăm Hoa*). *Temps modernes* était l'organe des étudiants contestataires de l'Université. *Cent Fleurs* était édité par le poète Nguyễn Bình. Cinq numéros de *l'Humanisme* ont pu paraître, le dernier porte la date du 20 novembre 1956. Comme dans les *Belles OEuvres*, on y trouve des articles excellents qui tranchent avec la monotonie et la langue de bois de la presse officielle.



Le militant vigilant (devant son miroir) : « Voilà l'ennemi ! » (extrait de *l'Humanisme*, 11/11/1956)

L'équipe contestataire qu'on appellera le Groupe *Humanisme* et les *Belles OEuvres* (*Nhóm Nhân Văn Giai Phâm*) comprenait des intellectuels, des écrivains et des artistes remarquables.

Parmi eux, citons :

« Deux écrivains de l'armée, Trần Dân et Phùng Quan, des intellectuels de premier plan comme le vieux lettré Phan Khôi, le philosophe de réputation mondiale Trần Đức Thảo, le grand lexicologue Đào Duy Anh, le juriste Nguyễn Mạnh Tường, le critique Trương Tuân, le biologiste Đặng Văn Ngu, des poètes à succès comme Văn Cao Sĩ Ngọc et Nguyễn sáng, mais aussi un militant de vieille date du Parti communiste, Nguyễn Hữu Đăng »⁴.

A cette liste dressée par l'historien Georges Boudarel, ajoutons d'autres noms comme ceux de Minh Hoàng, Bùi Quang Đoài, Tạ Hữu Thiên, Trần Lê

4. Voir l'article de Georges Boudarel dans *Bureaucratie au Viêt-nam*, éd. l'Harmattan, Paris, p. 73.

Văn, Hoàng Tích Linh, Trần Duy, Hữu Loan, Chu Ngọc, Nhù Mai, etc. Tous étaient des jeunes espoirs de la littérature vietnamienne.

Devant la montée du courant contestataire, le parti, dans un premier temps, chercha à récupérer certains thèmes et idées de ses adversaires. C'est ainsi que, pendant plusieurs semaines, la presse officielle comme les quotidiens et revues *Nhân Dân*, *Cuu Quoc Mat*, *Trần Tô Quốc*, etc., publièrent, elles aussi, des articles critiques contre « les erreurs du parti ». La même stratégie fut employée par le parti avec sa revue *Littérature* après l'interdiction de *l'Humanisme*. Cependant, la critique officielle, à la différence de celle des contestataires, s'est gardée de toucher à la direction du parti. On attribua, comme toujours, la faute aux responsables de la base, parce qu'ils ne savaient pas appliquer « correctement » la ligne du parti. C'est dans ce contexte et dans cet esprit que le général Vo Nguyễn Giap prononça, au nom de la direction, son texte fameux sur les erreurs de la réforme agraire.

« Les contestataires sont des agents de l'ennemi »

L'offensive des contestataires a d'abord mis la direction dans l'embarras, alors que se succédait une série d'événements : la visite de Mikoyan à Hanoi pour demander l'alignement du Viêt-nam sur l'URSS, les émeutes de Poznan, la révolte à Budapest, la déclaration de la politique des « deux cents » de Mao en Chine (« Que cent fleurs s'épanouissent, que cent familles rivalisent. »). Pendant toute cette période, Hồ Chi Minh garda le silence : le poète Tô Hữu, responsable de l'Association des écrivains et artistes, alla se cacher pendant trois mois en Chine. Les autres écrivains et poètes officiels, comme Xuân Diệu, Hoài Thanh, Lưu Trọng Lu, etc., ne réagirent que faiblement.

La contre-offensive du parti commença que le 25 septembre 1956. Un article dans *Nhân Dân* d'un certain Nguyễn Chuong ouvre l'attaque en dénonçant les contestataires comme « agents de l'ennemi » (« tay sai của địch »). Savait-il que, avec les mêmes arguments Staline avait construit les procès de Moscou condamnés par Khrouchchev dans son rapport secret sur Staline ? La réplique fut immédiate : « Nous dénonçons la calomnie politique », écrivent Hoàng Cầm, Hữu Loan et Trần Duy dans *l'Humanisme*. Un deuxième article de calomnie de Nguyễn Chuong suscita une réponse cinglante analogue de Chu Ngọc. Comme la calomnie ne paie pas, Nguyễn Chuong se tut à partir de ce jour-là.

Après Nguyễn Chuong, ce fut au tour de Hoàng Xuân Nhi, professeur à l'Université, d'être désigné par le parti pour tenir tête aux contestataires. S'appuyant sur les écrits de Lénine, Hoàng Xuân Nhi affirme que la littérature

doit avoir « l'esprit de parti » et doit être soumise au contrôle et à la discipline du parti.

Réponse de Bui Quang Đòai, un jeune étudiant en lettres, élève du professeur Nhi :

« Monsieur Nhi confond les époques [...], il confond « l'esprit de parti » et « l'esprit du parti » [...], il confond les artistes en général et ceux qui ont adhéré à un parti. Ou bien Monsieur Nhi n'a pas digéré ces écrits, ou bien il les a falsifiés pour les besoins de sa cause. »

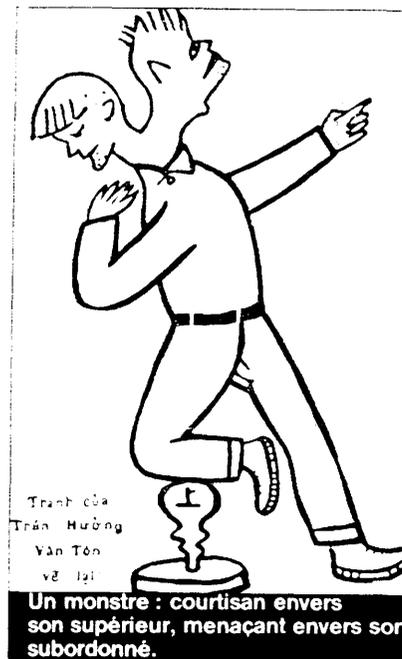
Après ce « duel de plumes », Monsieur Nhi disparaît du débat.

« J'aime le parti mais encore plus la vérité »

Parmi les contestataires, Truong Tuu, un critique de grand talent, professeur à l'Université, est peut-être le plus dangereux au regard du parti. Non content de réclamer comme ses amis la démocratie et la liberté, il invoque souvent les principes fondamentaux du marxisme pour étayer ses thèses ou répondre à ses contradicteurs. Il réclame que l'on « rende la littérature et l'art à ceux qui font de la littérature et de l'art » (« Trả văn nghệ cho những người làm văn nghệ ») et « la technique aux techniciens » (« Trả chuyên môn cho người chuyên môn »). Contre le mensonge officiel, il s'écrie : « J'aime le parti, mais j'aime encore plus la vérité au-dessus du parti » (« Tôi yêu Đảng, nhưng yêu sự thật hơn Đảng. ») Ce slogan, le parti va l'utiliser pour le dénoncer comme « trotskyste ». En fait, Truong Tuu n'a jamais été un trotskyste officiel.

Il avait été au groupe Hàn Thuyên, sympathisant des trotskystes. Mais certaines de ses idées sont proches du trotskysme. C'est ce qui était évident pour beaucoup de gens.

La contestation ayant pris une ampleur inquiétante, le 15 décembre 1956, Hồ Chi Minh signa un décret interdisant tous les journaux et publications oppositionnels au parti. Le décret stipulait que les coupables sont passibles de peines



Un monstre : courtisan envers son supérieur, menaçant envers son subordonné.

d'emprisonnement allant de cinq ans à la perpétuité, avec confiscation totale de leurs biens. Après l'interdiction de *l'Humanisme* et des publications d'opposition, le parti réorganisa l'Association des écrivains et artistes. Les cai (chefs) occupèrent une place prépondérante dans la nouvelle direction. L'association fut autorisée à sortir la revue *Littérature (Văn)* appelée à remplacer *l'Humanisme* qui avait été interdite. Le parti entendait en faire une revue de qualité sinon supérieure, du moins égale à *l'Humanisme*. Malheureusement, il apparut très vite que *Littérature* n'atteignait pas la cheville de *l'Humanisme*. La plupart des écrivains et artistes refusèrent leur collaboration. La moitié des pages de *Littérature* fut remplie d'articles traduits des revues chinoises ou soviétiques. Les lecteurs s'en détournèrent et la vente fut médiocre.

La situation de *Littérature* devint si mauvaise que le parti fut obligé d'intervenir. Dans *Hoc Táp*, organe théorique du comité central, Thê Toàn, un des responsables idéologiques, écrit :

« A travers dix numéros, nous avons constaté que le contenu de *Littérature* est encore très pauvre. Il est loin de la réalité, loin de la vie réelle. »

Cette critique, la rédaction de *Littérature* l'accueillit très mal. Nguyễn Hồng, son secrétaire général, répliqua sèchement dans le n° 15 (du 16/08/56) que son équipe n'acceptait pas qu'on la traitât avec « cette attitude de supériorité » (« trich thông »). Depuis ce conflit avec l'instance supérieure du parti, *Littérature*, peu à peu, changea de ton et de cible. Créée par le parti, la revue se retourna contre lui. En fait, beaucoup d'anciens rédacteurs de *l'Humanisme* lui offrirent leur concours, soit sous des pseudonymes, soit sous leur propre nom. Cela se remarque dans chaque numéro. Parmi d'autres, l'article « Monsieur Năm Chuôt » (« Monsieur le Rat ») de Phan Khôi le démontre. Le parti prit alors la décision de suspendre *Littérature*. Au début la suspension fut présentée comme provisoire : elle devait permettre de préparer le numéro du Têt (Nouvel An vietnamien). Par la suite, non seulement *Littérature* fut interdite, mais tous les numéros parus furent confisqués.

Boycott inefficace calomnie et amalgame

Dans sa lutte contre les contestataires, le parti adopta une série de mesures qu'il croyait judicieuses, mais finalement elles ne répondirent pas au problème :

— exiger des Centres de commerce d'Etat qu'ils refusent la vente du papier aux contestataires. Cette mesure se révéla inefficace, car ces derniers purent l'acheter au marché noir ;

— adresser des menaces aux vendeurs et librairies et même aux acheteurs des journaux contestataires. Résultats : les étudiants et les lycéens se portèrent volontaires pour la vente et les acheteurs lurent clandestinement ;

— organiser le boycott par les ouvriers et les imprimeurs. Cela fut aussi peu efficace. Certains ouvriers ne respectèrent pas la consigne.

L'échec de ces mesures amena le parti à recourir à la solution ultime : la répression. Le parti fabriqua alors des « preuves » avec des méthodes bien connues : la calomnie et l'amalgame. Il affirma que les journaux et publications contestataires avaient été exposés par les soins du gouvernement de Ngô Đình Diêm du Sud dans un local de la rue Catinat à Saigon. L'argument était non seulement stupide mais faux. Effectivement, au mois de juin 1956, il y eut bien une exposition à Saigon organisée par le gouvernement de Ngô Đình Diêm, mais c'était une exposition de journaux communistes et des sectes Binh Xuyên et Hoa Hao. Diêm voulait démontrer que ces journaux complotaient ensemble contre son régime. Aucune publication des intellectuels contestataires du Nord ne figure dans cette exposition. N'empêche ! La preuve était faite, il y aurait eu complot des intellectuels contestataires du Nord avec le régime réactionnaire de Diêm du Sud. Les comploteurs furent vilipendés, traités de trotskystes « destructeurs » (« Pha hoai »), d'espions, d'agents du Deuxième Bureau, de la CIA, etc., dont le seul but était de « détruire le régime socialiste ».

Comme on le voit, après l'interdiction de *l'Humanisme*, ce fut le tour de la revue *Littérature* que le parti avait si péniblement mise sur pied. Le parti avait peur que le poison répandu par *les Belles OEuvres* et *l'Humanisme* ne pénétrât dans les autres corps sains. La répression fut radicale. Toutes les publications oppositionnelles furent confisquées et leurs auteurs sanctionnés. Tous furent chassés de l'Association des écrivains et artistes, ce qui veut dire qu'on les réduisit au chômage. Certains furent arrêtés, jugés et condamnés à la prison. Les « plus coupables » durent faire leur autocritique. D'autres, s'ils ne furent pas sanctionnés, furent néanmoins mis à l'écart.

« Pieds enflés comme des pieds d'éléphants »

Trois cent quatre personnes furent envoyées suivre les cours chỉnh huấn (rectification-éducation). Parmi eux, quatre refusèrent d'y assister : Truong Tuu, Nguyễn Hữu Dạng, Phan Khôi, Thuy An. Le parti fit arrêter Nguyễn Hữu Dạng et Thuy An. Truong Tuu fut révoqué de sa fonction de professeur à l'Université. On retira à sa femme sa patente de commerçante. Tuu, versé en acupuncture, fut obligé d'en faire son métier. Les condamnés furent placés dans des camps *hoc táp, lao động* (éducation et travail) : les prisonniers de ces sortes de camp fournissaient une main-d'oeuvre gratuite au gouvernement, selon le même système que celui des camps soviétiques. Les « plus coupables » furent envoyés au loin, dans la région des Hauts-Plateaux, au climat dangereux. Les « moins coupables » eurent le droit d'être mis dans des lieux proches des grandes villes.

Deux témoignages nous donnent un aperçu de la vie de ces camps. Le premier est de Yên Lan, paru dans *Van Hoc* n° 8, revue officielle publiée à Hanoi le 15 août 1958 :

« Ici, c'est une région nue, sans aucun arbre, sans aucune auberge, sans aucune pagode. Notre cabane se trouve au pied de la colline. L'endroit est extrêmement pauvre. [...] Trois jours après notre arrivée, notre cellule commence à participer à la production. Je vais au champ avec les paysans. Je laboures dans la boue. Je relaboures et irrigues avec des seaux. A mon arrivée au camp, je remarque qu'il y a beaucoup d'adultes mais peu d'enfants (ici, les femmes accouchent beaucoup mais les enfants meurent). Beaucoup de gens ont les pieds enflés comme des pieds d'éléphants »⁵.

Le deuxième témoignage est de Hoàng Chuong, paru dans l'organe de l'Union des artistes de la zone V. Avec beaucoup d'ironie, il raconte :

« Du lieu où j'habite au lieu de travail, il y a environ trois kilomètres. Afin d'éviter le grand soleil, nous nous levons très tôt pour porter les excréments⁶. Je me souviens qu'il n'y a pas si longtemps, pour ravitailler nos bô dôï (soldats), je portais mes quarante kilos sur les épaules, en montant les pentes. Le cœur palpitant de joie à la pensée de rencontrer nos bô dôï, j'oubliais la fatigue. »

C'est ainsi que s'achève un épisode de la lutte courageuse d'un groupe d'intellectuels communistes vietnamiens. Qui étaient-ils ? Quel était le sens de leur lutte ? Selon la presse saïgonaise de l'époque, ils sont tous des « nationalistes », des « anticommunistes ». Selon Hanoi, ce sont des vulgaires réactionnaires, « ennemis du peuple ». Les deux caractérisations sont à la fois mensongères et complémentaires. Une simple lecture, même rapide, de ce que ces intellectuels ont écrit suffit à nous convaincre d'une évidence : ce sont, pour la plupart, des marxistes, d'authentiques communistes, à l'exception de quelques-uns, comme Phan Khôi, Nguyễn Manh Tuong, Đào Duy Anh, etc., qui sont avant tout nationalistes, sans être pour autant anticommunistes, si l'on ne confond pas communisme et stalinisme.

Au bout de trente ans, le lecteur est frappé par la présence dans les journaux et publications de ces intellectuels des mots, des expressions qui ont actuellement cours dans les critiques et revendications au Viêt-nam : corruption, abus de pouvoir, favoritisme, népotisme, flagorneries, privilèges, inégalités sociales, démocratie, liberté, etc. Malgré la répression, les calomnies, les mensonges de tout bord, une chose est certaine : le combat qu'a mené le groupe Nhân Văn Giai Phẩm marque une date importante dans la lutte pour un Viêt-nam véritablement socialiste.

5. C'est le symptôme d'une maladie très connue due au climat malsain de la Haute-Région.

6. Utilisés comme engrais.

Chroniques

Ha Cuong Nghi

Faut-il récrire l'histoire du Parti communiste vietnamien ?

Quiconque a lu *Une Goutte d'eau dans le grand océan* de Hoàng Van Hoan doit reconnaître qu'il s'agit d'une autobiographie de la plus haute importance. Non pas parce qu'elle est bien écrite ; il est incontestable que l'auteur possède un grand talent littéraire. Son style est simple et clair, son langage bien adapté au sujet : populaire mais non dépourvu d'élégance. Le livre se lit comme un roman. Le lecteur ne se lasse pas un seul instant, même s'il ne partage pas toutes les idées de l'auteur.

Ce qui retient surtout l'attention est le contenu de cet ouvrage. C'est la première fois qu'un des plus hauts dirigeants du PCV, devenu dissident, raconte librement les événements qu'il a vécus. Ce faisant, il nous révèle bien des faits nouveaux nous permettant de rétablir certaines vérités sciemment cachées jusqu'à ce jour.

Avec le souci de ne pas trahir les idées de l'auteur, nous donnons ici un résumé détaillé de son livre en citant de longs passages au risque même d'alourdir notre texte. Les lecteurs vont s'apercevoir que nombre de faits et événements racontés par M. Hoan ne se trouvent pas dans la littérature officielle du Parti. Qu'il s'agisse des activités de Hồ Chi Minh au Siam et en Chine ou de son rôle par rapport à la III^{ème} Internationale et au stalinisme, qu'il s'agisse de la politique de Hồ et du PCV au moment de la prise de pouvoir en 1945 ou des négociations engagées avec les Français en 1946, qu'il s'agisse de l'attitude du Parti devant la déstalinisation à la suite du XX^{ème} Congrès du PCUS ou des derniers combats dans le Sud avant la victoire de 1975, Hoan apporte un nouvel éclairage pour ceux qui, comme nous, ne se fient pas à la version officielle.

A la différence d'un Truong Chinh et d'un Lê Duân ou d'autres dirigeants en titre qui excellent dans l'art d'adapter l'histoire aux nouveaux événements et

aux canons du Parti, Hoan est un stalinien d'un type très particulier. Malgré tout ce qui se passe dans le monde depuis trente ans, malgré le rapport secret de Khrouchtchev qu'il balaye d'ailleurs d'un revers de main, il croit encore en Staline et au stalinisme. On le sent dans chaque page de son livre. Et c'est justement à cause de cela que son autobiographie nous est précieuse pour mieux comprendre l'histoire du PCV.

« Les génies ne se trompent pas »

Insensible aux réalités, Hoan semble vivre avec le passé. Stalinien il était, stalinien il reste. Ce qu'il a appris dans sa jeunesse, il le considère comme paroles d'évangile. L'URSS est toujours « la patrie du socialisme », « le phare qui éclaire les peuples opprimés », malgré « les avatars » du khrouchtchevisme. Hô Chi Minh comme Staline sont les génies et les génies ne se trompent pas.

Imperturbablement, Hoan raconte tous les faits et gestes de Hô Chi Minh sans se rendre compte qu'il se trompe d'époque : au lieu de rehausser le prestige de ce dernier, il le rabaisse. Hô Chi Minh, qu'il considère comme communiste, s'est-il servi de la religion comme moyen de propagande ? Hoan trouve cela normal et même génial. L'Oncle Hô a-t-il exécuté trop fidèlement les instructions de l'Internationale communiste en lançant des centaines de militants dans l'aventure, à propos de la transformation de la Section du Thanh Niên au Siam en Parti communiste siamois ? Pour Hoan, c'était dans l'ordre naturel des choses. Représentant de l'Internationale communiste au Siam, l'Oncle Hô devait exécuter les décisions de cette direction. Pas une seule fois Hoan ne remet en cause le bien fondé et la raison de ces décisions. Si, devant leur résultat désastreux, il se pose finalement des questions, c'est pour essayer de rejeter la faute sur son camarade Tang qui « aurait » (co le) mal renseigné les plus hautes instances de l'Internationale sur la réalité du Siam. Manifestement, Hoan n'a pas encore compris (comprendra-t-il jamais ?) que la source du mal est venue de la politique dite « de la troisième période » que Staline a choisie pour le mouvement communiste mondial de l'époque. Après la grave défaite subie en Chine et due à la politique ultra opportuniste vis à vis de Tchiang Kai Chek, Staline et la direction de l'Internationale communiste changèrent leur fusil d'épaule, en décrétant la politique ultra gauchiste « classe contre classe », « combattre jusqu'au dernier combattant », etc.¹ La réaction du Parti communiste siamois tout comme le soulèvement à la même époque « des soviets du Nghê Tinh » procédaient du même esprit. Il s'agissait de faire taire les opposants au sein de l'Internationale et de montrer au monde que l'échec en Chine n'avait entamé ni la vitalité ni la force de l'organisation communiste. A preuve : la création du Parti communiste siamois et le

1. Cette phrase est citée par l'auteur dans son livre à l'endroit des événements du Siam, mais il n'a pas compris son sens exact, ni sa source réelle.

déclenchement du mouvement des soviets à Nghê Tinh. Tant pis si cette nouvelle stratégie avait sacrifié une génération entière de militants !

Dans un long paragraphe, Hoan décrit le congrès du Viêt Cach (Parti des nationalistes pro-chinois) en insistant sur le fait que l'Oncle Hô est arrivé à se faire élire membre du comité central de cette organisation. Cet événement n'a jamais été mentionné dans aucun document du PCV, et pour cause ! Mais pour Hoan, ce fut un exploit admirable; il en parle avec fierté, pensant que les lecteurs seront certainement de son avis. On aimerait lui poser la question suivante : si c'était une autre personne qui avait agi ainsi à la place de l'Oncle Hô, que dirait-il ? Les trotskystes vietnamiens n'ont jamais participé au gouvernement nationaliste de Trần Trong Kim en 1945, pourtant le PCV a répandu dans sa presse cette fable pour les salir².

La stratégie de la « politique des Blocs »

Cet acte de l'Oncle Hô, en termes politiques, s'appelle « entrisme ». Hoan le trouve normal de la part de l'Oncle Hô, mais il ne l'accepte pas quand Chinois ou nationalistes vietnamiens le pratiquèrent au sein du Viêt Minh. Il parle de « complot » et de « sale et abjecte besogne » (bản thiu). Deux poids, deux mesures ! Cette contradiction, on la trouve tout le long de son livre. L'Oncle Hô et lui menèrent au Siam et en Chine des activités dont la plupart, selon ce qu'il raconte, étaient des intrigues, manoeuvres, combinaisons, camouflage, tromperie envers l'adversaire ou l'ennemi, etc. Peut-être la vie clandestine du militant exigeait-elle ce genre de pratique ? Toujours est-il que Hoan en est très fier et semble l'ériger en principes d'action permanents. A travers ces pratiques, il nous présente un Hô Chi Minh tout à fait différent de celui que nous a décrit le Parti.

Dans un chapitre important du livre, Hoan expose en long, en large et en détail l'origine et la signification du compromis avec les Français concrétisé dans les accords du 6 mars 1946. Ce compromis, selon Hoan, a été conçu par Hô Chi Minh, dès 1941, au cours des deux congrès à Tân Trào. Il se demande pourquoi le Parti a « caché » ce fait important. Et de nous expliquer que la ligne générale avait été définie non seulement à Tân Trào en 1941, mais bien avant, c'est à dire en 1938 par le comité exécutif de l'Internationale communiste. Il s'agissait de la stratégie du « bloc des pays alliés contre le bloc des pays fascistes ». Le Viêt-Nam faisait partie du « bloc des alliés » dans lequel se trouvait également la France, il fallait donc faire la paix par un compromis avec les Français. « Quand bien même, disait Hô Chi Minh à Tân

2. A propos de la prétendue participation des trotskystes vietnamiens au gouvernement nationaliste pro-japonais de Trần Trong Kim en 1945, nous avons posé la question au Docteur Hô Ta Khanh (demeurant actuellement dans la banlieue parisienne) qui a été ministre de ce gouvernement. Il nous a assuré que ni Ta Thu Thâu ni aucun trotskyste, n'avait participé à ce gouvernement. Quand l'occasion se présentera, nous sommes prêts à publier cet interview.

Trào, l'on voudrait lutter contre les Français, on en n'aurait pas la force ». Le premier argument relatif à la politique des « blocs » constitue, et de loin, le facteur essentiel. Quant au deuxième argument, il est tout à fait anachronique. Comment pouvait-on évaluer le rapport de force, alors que le mouvement insurrectionnel des masses n'avait pas eu lieu ? (Il s'est déclenché seulement en 1945 !)

Le fond du problème est que Hồ Chi Minh et son parti étaient prisonniers de la politique des blocs déterminée par Moscou. Il ne purent concevoir une perspective en dehors du cadre du « bloc des alliés ».

Conséquences dramatiques des compromis

En cherchant coûte que coûte le compromis avec les Français, le PCV devait limiter le développement du dynamisme de la révolution d'août 1945, au moins dans ses débuts. C'est pourquoi il devait interdire aux paysans de s'approprier les terres des féodaux et réprimer toutes les forces anti-françaises dans les pays. C'est ainsi que le Viêt Minh donna l'ordre d'exterminer les trotskystes dont le seul crime était d'avoir réclamé la terre pour les paysans³ et la lutte sans compromission contre les Français. En même temps, il s'attaqua aux nationalistes intransigeants qui, en s'appuyant sur la présence des troupes chinoises, exigeaient le départ des soldats français.

C'est ainsi qu'à la même époque, l'ex-empereur Bao Dai, devenu prince Vinh Thuy, fut nommé « conseiller suprême » (cô vãn toi cao) du gouvernement de Hồ Chi Minh et que la Cour de Huế fut traitée avec beaucoup d'égards. La suite, on la connaît ! Le prince conseiller suprême « trahit », en profitant d'un voyage à l'étranger pour s'échapper du Viêt Nam. Il s'allia aux Français et, en collaboration avec eux, forma un gouvernement et une armée combattant contre le Viêt Minh. Les Français, eux, violèrent les accords du 6 mars 1946 en ouvrant les hostilités, après avoir mené des offensives successives pour gagner du terrain. Le Viêt Minh n'avait pas d'autre issue que d'organiser la lutte armée. Tout ceci est la stricte vérité historique. Mais dans l'Histoire du PCV, on a présenté une tout autre version des faits : le Parti avait tout prévu, de la trahison des Français à celle des alliés anglais et américains. Le compromis par les accords du 6 mars 1946 n'aurait été qu'un répit pour mieux organiser la lutte.

3. Dans *la Révolution d'août*, tome II, édité en 1960 par Nhà Xuất bản Su hoc (maison d'Éditions de l'Histoire) à Hanoi, p. 319, on lit cet étonnant aveu : « Après notre prise de pouvoir, les trotskystes éditaient un journal intitulé "l'Indépendance" orné d'une étoile étincelante, afin de saboter notre politique. Il réclamait la confiscation des terres pour les partager aux paysans. Nous avons interdit ce journal et nous avons dénoncé ses rédacteurs devant le peuple. En même temps, nous ordonnâmes d'arrêter leurs chefs qui se cachaient à Di An, Thu Duc (dont Nguyễn Văn Sô, Phan Văn Hùm, Phan Văn Chanh, Trần Văn Thach etc?) ». (Les auteurs de ces lignes n'ont pas dit ce que sont devenus ces prisonniers. Mais nous savons qu'ils ont été tous assassinés.)

Contrairement à cette version officielle, Hoan reconnaît, dans son exposé, que le compromis fut dicté par des considérations internationales et non nationales. Il va même plus loin en nous disant que la révolution d'août 1945 et l'insurrection qui mit en mouvement des millions de gens ne s'est pas faite pour rejeter les Français à la mer, mais pour créer les conditions d'un futur compromis. Le but immédiat, à court et moyen termes, n'était pas l'indépendance complète. La libération totale ne serait acquise que dans cinq ans.

Reconnaissant tous ces faits réels, Hoàng Văn Hoan n'a dit que la moitié de la vérité. Il escamote l'autre moitié, à savoir les conséquences de cette politique de compromis pour la nation vietnamienne. Le Viêt Minh, en massacrant les trotskystes et les nationalistes intransigeants, a non seulement détruit une potentialité importante de forces qui auraient pu participer au mouvement de résistance contre les Français, mais il a créé des conditions objectives beaucoup moins favorables pour organiser cette résistance. En quelques mois, partout, les troupes françaises prirent l'initiative. Elles repoussèrent sans beaucoup de pertes toutes les troupes du Viêt Minh en dehors des villes. Quant aux réformes agraires réclamées par les trotskystes pendant la Révolution d'août 1945, le PCV ne les aborda qu'avec plus de cinq ans de retard⁴. Comme l'opportunisme n'est que l'autre face du sectarisme, ces réformes furent réalisées avec une cruauté inouïe, en dépit du bon sens et en contradiction avec les principes léninistes les plus élémentaires sur ce problème.

Hoan les a dénoncées dans un paragraphe de son livre. En 1956, le PCV devait faire son auto-critique. Mais les victimes qui se comptent par milliers peuvent-elles ressusciter pour recevoir leur réhabilitation ?

Les aides de la Chine et de l'URSS dictées par des intérêts bureaucratiques

Devant la victoire de la Résistance vietnamienne sur les Français et les Américains, un certain nombre d'historiens ou d'écrivains, même de l'extrême gauche, sont tentés d'expliquer qu'en prenant le pouvoir, Hồ Chi Minh et son Parti ont rompu de fait avec Staline et le stalinisme. Mais la réalité, et le livre de Hoan le confirme, est que, contrairement à Mao ou à Tito, Hồ a dirigé la Révolution vietnamienne dans le cadre de la politique fixée par Staline et l'Union Soviétique. N'a-t-il pas défendu le même mot d'ordre d'« Union française » que le PCV ? Les positions et les activités du PCV ne gênaient en rien la politique du PCUS ni celle du PCF. On oublie souvent ce fait important : l'ouverture des hostilités au Viêt Nam coïncida avec le commencement de la guerre froide. L'Union soviétique qui, au départ, n'avait

4. Au moment où il abordait ces réformes agraires, le PCV reconnut le retard qu'il avait apporté à la solution de ce problème.

pas apporté une aide active à la Résistance vietnamienne, n'avait plus alors aucune raison de chercher à la saboter, comme cela arriva avec la Résistance yougoslave ou grecque. Dans la période de la guerre froide, la Résistance vietnamienne constituait une bonne carte pour la politique des dirigeants de l'URSS.

Hostile aux Soviétiques, Hoan ne cache pas qu'il a choisi le camp de la Chine. Pour la défendre, il dresse une liste impressionnante de l'aide chinoise à la Résistance vietnamienne. Cette aide, en effet, fut importante. Sans elle, la victoire de Diên Biên Phu n'aurait peut-être pas été remportée. Mais Hoan oublie de nous dire qu'après Diên Biên Phu, précisément à l'époque de la guerre américaine, l'aide chinoise diminua de beaucoup par rapport à l'aide soviétique. Il est de notoriété publique qu'en 1975, à la veille de la victoire vietnamienne, les dirigeants chinois s'opposaient à la réunification du Viêt Nam, comme l'URSS s'y était opposée dans les années 1950. Hoan a eu raison de relever cette attitude de l'URSS en la matière, mais il oublie la position de la Chine. En vérité, l'aide de la Chine, tout comme l'aide de l'URSS, fut commandée par les intérêts nationaux et les intérêts de la bureaucratie de ce pays.

A propos des accords de Genève en 1954, Hoan a commis un mensonge en disant que la Chine a soutenu « sans condition toutes les positions des Vietnamiens ». Mensonge encore, quand il affirme que, pendant la guerre américaine, la Chine n'a jamais cherché à créer de difficultés pour le transport de l'aide soviétique qui passait par son territoire.

Hoan a raison de reprocher aux Soviétiques, lors du conflit politique sino-soviétique, d'avoir arrêté leur aide à la Chine et rapatrié leurs techniciens en URSS. Mais la Chine ne s'est-elle pas conduite de la même manière avec le Viêt Nam ? Pis encore, les dirigeants chinois ont violé le territoire vietnamien en envoyant leurs troupes qui, sous le prétexte de donner « une leçon », ont commis des crimes impardonnables. Cette « leçon » a coûté cher aux deux peuples, chinois et vietnamien, qui n'ont aucune raison de se détruire par une guerre fratricide.

A propos de l'invasion du Cambodge par les troupes vietnamiennes, on ne peut qu'être d'accord avec les critiques de l'auteur. Hoan nous explique très justement que le but de Hanoi n'était pas de « détruire Pol Pot », mais de réaliser « la Fédération indochinoise » par la force des baïonnettes. La politique de « grandeur nationale » en est le principal mobile et non l'humanisme désintéressé qu'on prête à tort aux dirigeants vietnamiens.

Cependant Hoan n'a pas dit un seul mot sur le génocide accompli par Pol Pot, ni sur la volonté de la Chine, qui a tenté de mettre le Viêt Nam sous sa coupe. La politique de « grandeur nationale » n'est pas spécifiquement vietnamienne, elle est en même temps chinoise et russe, car elle n'est que la traduction politique d'un des principes du stalinisme dont Hoan lui-même ne s'est pas encore débarrassé.

Remplacer une équipe ou le régime ?

Dans le dernier chapitre, Hoan se livre à une attaque en règle contre Lê Duân, son ennemi n° 1. L'attaque est politique et personnelle. Sur le plan politique, il cite un certain nombre d'erreurs, dont trois importantes : l'offensive du Têt Mậu Thân, le khrouchtchévisme de Lê Duân et sa politique avant et après les accords de Paris.

C'est la première fois qu'une telle critique est formulée par un dirigeant important du PCV. Il est intéressant de savoir que l'offensive du Têt en 1968 fut « une aventure » parce que la direction du PCV « sous-estimait les forces ennemies », que Lê Duân était un khrouchtchévien non avoué, alors que Hồ Chi Minh était contre Khrouchtchev et la déstalinisation. Il est également intéressant d'apprendre que la victoire de 1975 a surpris Lê Duân et l'équipe dirigeante, qui avaient « sous-estimé » le dynamisme de la Révolution et « surestimé » les forces du régime de Nguyễn Văn Thiệu. Ayant opté pour un long processus de combat politique, ils voulurent respecter à la lettre toutes les clauses des accords de Paris et interdire aux troupes de la Résistance de riposter, alors que l'armée de Thiệu ne respectait plus les accords.

Ici, sans le savoir, Hoan a retracé une situation presque identique à celle que connut le pays après les accords du 6 mars 1946. Le Viêt Minh ne crut-il pas pouvoir sauver ces accords, alors que les Français les avaient déjà délibérément violés en prenant l'offensive politique et militaire ? Quelle signification donner au *modus vivendi* que Hồ Chi Minh avait signé avec Marius Moutet à la veille de son départ de France ?

Hoan a raison de critiquer Lê Duân. Mais ce qui est mauvais pour Lê Duân est bon pour Hồ Chi Minh. Aussi a-t-il défendu l'Oncle Hồ pour une attitude identique avec autant de force qu'il en a mis à dénoncer Lê Duân.

Sur le plan personnel, la critique de Hoan contre Lê Duân ressemble étrangement à celle de Khrouchtchev contre Staline. Tout le mal est venu d'un seul homme. Lê Duân est ambitieux, pratique le culte de la personnalité, intrigue pour concentrer le pouvoir entre ses mains, etc. Il laisse même entendre que l'équipe Lê Duân-Lê Duc Tho, a commis un crime de sang envers un responsable du Parti.

Cette attaque de Hoan soulève une question : s'il est vrai que Lê Duân a éliminé bureaucratiquement tous ses adversaires politiques, s'il est vrai qu'il a placé des agents de la Sécurité dans tous les organes du Parti et de l'Etat, s'il est vrai que le régime est devenu « un régime de dictature », alors il faut savoir comment on en est arrivé là. Ne faut-il pas en rechercher la cause dans les structures du régime lui-même ?

Le problème ne consiste pas à remplacer Lê Duân et son équipe dirigeante par une autre, comme le propose Hoan, mais il s'agit de construire un régime politique tout à fait différent. Hoan est-il prêt à accepter la démocratie par la base, l'autogestion, le pluralisme des partis et des syndicats dans le cadre du socialisme ? Est-il pour l'abandon du système de parti unique et monolithique ? Est-il pour la libre circulation des idées, la liberté pleine et entière de la presse,

la liberté d'association, de réunion, la liberté de grève, de manifestation, garanties par une constitution véritablement socialiste ?

Toutes ces revendications démocratiques constituent la base fondamentale du socialisme que le stalinisme a défiguré pendant d'un demi-siècle. Peut-on parler de changement au Viêt Nam sans condamner clairement le stalinisme et toutes ses variantes ?

H. G.

Les mémoires de Hoàng Van Hoan, compagnon de Hô Chi Minh *Une goutte d'eau dans le grand océan*



Hoan - la goutte d'eau

Une goutte d'eau dans un grand océan, tel est le titre du livre récent de M. Hoàng Van Hoan, transfuge du PCV, réfugié en Chine, d'où il mène actuellement une lutte déclarée contre la direction de son Parti. Hoàng Van Hoan n'est pas n'importe qui. Compagnon des premières heures de Hô Chi Minh, il s'est trouvé successivement à des endroits clefs où se jouait la Révolution indochinoise, au Siam, en Chine, au Viêt Nam. Membre du bureau politique de 1956 à 1976, il a occupé une place importante dans la hiérarchie du PCV. Par modestie ou par fausse modestie, il se compare à une goutte d'eau au milieu de l'immense océan qu'est le mouvement révolutionnaire dans lequel il a combattu pendant plus de cinquante ans.

L'ouvrage de Hoan est intéressant à plusieurs égards. Il nous livre de nombreuses informations sur la constitution des premiers groupes révolutionnaires vietnamiens au Siam et en Chine dans les années 1920 et 1930.

Il nous dévoile un certain nombre de secrets sur la politique du Parti communiste vietnamien et ses relations avec le Parti communiste chinois. Grâce à lui un coin de voile est soulevé nous permettant d'éclaircir une série de points obscurs de la ligne, à certains moments louvoyante, de ce parti qui

possède au plus haut degré l'art de la manipulation et de la dissimulation historiques¹.

Mais ne nous leurrions pas. Ce que l'auteur nous a livré, ce n'est que la partie émergée de l'iceberg. N'oublions pas qu'il a été formé à l'école stalinienne et qu'il reste malheureusement un stalinien pur et dur dans ses écrits comme dans ses actes. Cette réserve faite, nous pensons qu'il mérite d'être lu. Il suffit d'être vigilant et critique.

Son livre, Hoan l'intitule en sous-titre *Souvenirs révolutionnaires*. A la différence de Hồ Chi Minh qui écrit sur lui à la troisième personne², Hoàng Van Hoan emploie le style direct à la première personne. C'est l'auteur qui raconte ses propres souvenirs. Mais, contrairement à Hồ Chi Minh, il possède un vrai talent d'écrivain. Ses poèmes sont également d'une tout autre valeur que ceux de « l'Oncle Hồ »³. Pourtant il ne manque pas une occasion de le citer en exemple, aussi bien en politique qu'en littérature.

Itinéraire d'un jeune lettre

Né en 1905 au village de Quynh Dôi dans la province de Nghê An d'une famille d'anciens lettrés pauvres — son père enseigna le chinois, allant de province en province, sa mère exerça le métier de marchande ambulante en soierie qui l'obligeait à être souvent absente de la maison —, Hoan a connu une enfance ballottée entre un vieux grand-père et deux oncles qui s'occupaient de son instruction et de son éducation. Il a appris le chinois jusqu'à l'âge de quatorze ans. Il avoue qu'il « n'est pas doué pour apprendre » (*tôi học không lây gì làm thông minh*), mais il avait une belle écriture et le don de lire les textes. En 1919, les concours triennaux traditionnels étant supprimés, son père décida de le mettre à l'école franco-annamite d'où il sortit en 1923 avec le Certificat d'Etudes Élémentaires Franco-Vietnamiennes (*Bang So Hoc Phap*

1. Dans son numéro de Janvier-Février 1986, le journal *Bulldingue* (édité à Paris) signale un exemple édifiant : sous le titre « Comment on réécrit l'Histoire », *Bulldingue* cite deux versions d'une même résolution du bureau politique du PCV, l'une parue dans la *Revue communiste* (*Tap chi Công san*), la deuxième dans les *Etudes historiques* (*Nghiên Cứu Lịch sử*). Ces deux versions donnent deux explications différentes d'un même événement. Il s'agissait de constater s'il y avait eu ou non, en 1975, un soulèvement des habitants des villes du Sud contre le régime de Thiệu à l'approche des soldats de la libération.

2. Voir les *Fragments de l'Histoire sur les activités du président Hồ* (*Nhung mẩu chuyện về đời hoạt động của Hồ của chu Tịch*) Ed. Su Thât, 1975, Hanoi. Dans cet ouvrage, sous le pseudonyme de Trần van Tiên, Hồ Chi Minh parle de sa vie politique. Cette façon d'écrire sa biographie permet à l'auteur de s'adresser des louanges par le truchement d'une tierce personne.

3. Voir *Histoires et souvenirs* (*Truyện và Ký*), p. 334, Ed. Van Hoc, Hanoi. Au cours d'une confidence à son compagnon de route, Hồ Chi Minh dit : « L'Oncle n'est pas bon poète et ses poèmes ne sont pas bons » (*Bác không phải là người hay thơ mà thơ Bác cũng không hay*). Ce qui est stricte vérité. Ce sont ses laudateurs du PCV qui lui ont décerné mensogèrement le titre de « grand écrivain et grand poète ».

Việt). Ayant essayé sans succès d'entrer à l'école Quốc Tu Giam⁴ (école qui formait de futurs mandarins au service de l'Administration coloniale et de Cour de Huê), ayant échoué au concours d'admission à l'Ecole Normale d'Instituteurs de Nam Dinh, le jeune Hoan n'avait plus qu'un seul recours pour vivre : enseigner le Quốc Ngu (vietnamien romanisé) aux enfants dans les écoles privées. Là encore, l'horizon était bouché. A partir de 1929, les établissements scolaires privés furent strictement règlementés. L'école où il enseignait ferma sa porte sur ordre du chef de district, en application d'un décret inique de l'Administration. Hoan se trouva dans une situation sans issue comme la plupart de ses jeunes compatriotes. Plus tard, il arriva à trouver une place d'employé aux Chemins de fer. Ce nouveau métier non seulement ne lui plaisait pas, mais ne lui ouvrait aucune perspective. Finalement, il démissionna.

Dans le premier chapitre de son livre, l'auteur nous raconte en détail sa jeunesse confrontée à ces mille et une difficultés. L'ancien régime venait de s'éteindre, cédant la place au nouveau. Le choix et la conversion pour un jeune n'étaient pas faciles. A la différence d'un Vo Nguyễn Giap ou d'un Pham Van Đông qui avaient reçu la culture française, Hoàng Van Hoan comme Hồ Chi Minh appartenait à l'ancienne génération des lettrés et semi-lettrés. L'itinéraire qui « le conduisit au chemin de la révolution » (*đan tôi con duong cach mang*) fut identique à celui d'un certain nombre de lettrés de l'époque. A quelques nuances près, il ressemble à celui de Hồ Chi Minh qu'il cite en exemple, avec une vénération sans bornes, tout le long de son livre.

Selon notre auteur, le déclic qui le poussa dans la voie révolutionnaire, fut d'apprendre l'existence des groupes patriotes émigrés en Chine. L'arrestation de Phan Chu Trinh et de Phan Bội Châu, les écrits de ces derniers reçus de l'étranger, les idées véhiculées par les mouvements patriotes etc. tout cela constitua le ferment de sa révolte et de sa volonté de lutter pour l'indépendance de son pays. A partir d'un certain moment, Hoan n'eut qu'une seule idée en tête : « Partir pour l'étranger » afin de rejoindre les patriotes qui y séjournaient. « Rien n'est plus précieux que l'Indépendance et la Liberté », ce slogan formulé des années plus tard par Hồ Chi Minh aurait été sa propre devise. L'Indépendance était le but suprême. La liberté qui en découlait, c'était la liberté de vivre dans un pays débarrassé de l'occupation étrangère⁵.

En 1926, Hoan réussit à prendre contact avec l'instituteur Láp, un militant clandestin du Thanh Niên⁶ qui organisa son départ pour la Chine. Vers

4. Cette école est au service de l'administration française de même que l'Ecole coloniale à Paris (qui formait prioritairement des cadres français) à laquelle, en 1911, Hồ Chi Minh avait demandé sans succès également à être admis. Il s'agissait, à notre avis, moins d'une ambition carriériste que de la volonté d'apprendre et d'avoir un métier. (Voir *La Bureaucratie au Viêt Nam*, p. 26-30, Ed. l'Harmattan, Paris).

5. On a souvent mal compris en Occident le mot liberté dans ce slogan de Hồ Chi Minh. En fait, il n'a pas le même signification que celui de la proclamation des droits de l'Homme.

6. Ligue des jeunes révolutionnaires, ancêtre du PCV, créée par Hồ Chi Minh.

l'automne de cette même année, il quitta sa terre natale et ses parents⁷ sous prétexte d'aller chercher du travail (p. 27). Le voilà engagé dans une grande aventure auprès de ses compatriotes dont il ignorait encore l'identité exacte et le vrai dessein.

En Chine, à Canton, il rencontra un certain Vuong qui n'était autre que Nguyễn Ai Quốc, le futur Hồ Chi Minh. Ce fut la grande révélation ! Jusque là, Hoan ignorait tout du communisme. Grâce à Hồ Chi Minh, il apprit que la lutte pour l'indépendance passait par la lutte pour le mouvement communiste mondial dirigé par la III^{ème} Internationale. Officiellement, il devait être admis, pour son éducation politique, à l'école Whampoa (Hoàng Phố) créée par les nationalistes du Guomindang de Tchiang Kai Chek, mais on le désigna pour suivre un stage politique organisé par Vuong, représentant du Bureau d'Orient de l'Internationale Communiste (III^{ème} Internationale). Détail important : les conférenciers (*giang viên*), en dehors de Hồ Chi Minh, étaient tous des Chinois, cadres du PCC dont un certain Liu Shaoqi (Luu Thiêu Ky) devenu plus tard chef de l'Etat de la République Populaire de Chine. Les cours furent traduits par Hồ Tùng Mậu, Tan Anh et Lâm Duc Thu, quelques fois par Hồ Chi Minh. Le programme comportait trois chapitres : Révolution Mondiale, Révolution Vietnamienne, Méthodes d'agitation et de propagande révolutionnaires.

Sur la Révolution Mondiale, on s'attachait à établir la différence de nature entre la Révolution Proletarienne en Russie et les Révolutions bourgeoises dirigées par les classes bourgeoise et petite bourgeoise en Occident. En ce qui concerne la Révolution Vietnamienne, les conférenciers soulignaient que seules les classes ouvrière et paysanne constituent la force essentielle dans la lutte pour le renversement des colonialistes et des féodaux. La politique de Phan Bội Châu, le projet du Prince Cuong Dê, la doctrine de la « non violence » de Gandhi furent passés en revue et analysés comme inadéquats et utopiques. Au chapitre de la propagande et de l'agitation, ce fut Peng Pai (Banh Bai), le spécialiste chinois du problème de la paysannerie et Liu Shaoqi, le responsable du syndicalisme du PCV qui étaient chargés des cours. Chaque exposé était suivi d'une discussion jusqu'à ce que les élèves — ils étaient une vingtaine —, fussent « pénétrés » des idées essentielles. L'école était organisée au n° 5 rue Nhân Hung Cai à Canton. Après environ deux mois de formation, les élèves furent conduits devant la tombe de Phan Hồng Thai⁸. Tous prêtèrent serment et devinrent membres du Parti du Thanh Niên. Désormais militant de l'organisation, Hoan fut envoyé sans tarder mener la lutte au Viêt Nam.

Le printemps de 1928 marqua le baptême de sa vie politique. Sur instructions du Ky Uy Trung Ky (Comité de la région du Centre), il organisa la

7. Ici l'auteur ne parle pas de sa femme, pourtant il semble qu'il était déjà marié, car à la page suivante (p. 31), il relate sa visite au frère de sa femme puis, un peu plus loin (p. 35), il dit qu'il était triste en pensant à sa femme et à son enfant.

8. Phan Hồng Thai, militant nationaliste, a tenté d'assassiner le gouverneur général Merlin en lui lançant une grenade à Canton.

campagne de protestation contre le massacre des communistes en Chine. Des tracts appelèrent le communauté chinoise à s'élever contre Tchiang Kai Chek et la répression des communistes vietnamiens émigrés. Au cours de la campagne Hồ Tùng Mậu fut arrêté. Hoan fut épargné mais sa sécurité fut compromise. On l'envoya se réfugier au Siam (Thaïlande) où il est resté de 1928 à 1935.

Activités au Siam du mouvement Thanh Niên

Le deuxième chapitre de son livre est consacré à ses activités au Siam. Il y retrouva d'anciens camarades formés avec lui à Canton. Le Siam, pays de prédilection pour les activités révolutionnaires vietnamiennes, fut également le lieu de refuge des militants recherchés par la police coloniale. Après l'échec des Soviets du Nghê-Thin, des centaines de militants vinrent chercher abri dans ce pays. Ce fut aussi l'endroit où le Thanh Niên forma ses cadres et militants. Bref, une base arrière semblable à celle qui existait déjà en Chine. Ce qui explique qu'à la veille de la Seconde Guerre mondiale, face à la répression féroce de l'Administration française qui décima son organisation, Hồ Chi Minh ait pu sauver l'essentiel de ses troupes (alors que les trotskystes, ayant subi la même répression mais sans base arrière, furent complètement anéantis — Ndr).

Au Siam, à l'arrivée de Hoan, le Thanh Niên, dont les débuts remontent à 1925 s'était déjà bien implanté. Sur une population vietnamienne de 30 000 personnes (3 van) il contrôlait deux organisations : la première, l'Association de la Coopération (*Hôi Hop Tac*) comprenait une centaine de membres, appelés à devenir militants du Thanh Niên, la deuxième, l'Association de l'Amitié (*Hôi Thân Ai*) représentait tous les Vietnamiens de la communauté sans distinction de religion ou d'opinion. Cette dernière coiffait les associations de femmes, de jeunes et d'enfants, là où celles-ci existaient.

Les activités du Thanh Niên étaient multiples : faire paraître des journaux et revues, créer des cours d'études pour les jeunes, organiser des conférences et discussions politiques, des fêtes patriotiques et des spectacles de théâtre. En dehors du travail politique, le Thanh Niên s'occupait encore d'organiser le départ des militants de l'intérieur pour le Siam ou la Chine, afin que ceux-ci puissent poursuivre leurs activités révolutionnaires ou recevoir une formation politique. En 1927, la Section du Thanh Niên au Siam envoya des militants au Laos pour créer une Section à Vientiane et établir les relations avec différentes villes dans ce pays. Elle avait réussi à organiser une communication clandestine entre le Siam et le Viêt Nam. Des journaux et revues de toutes sortes imprimés au Siam avaient pu pénétrer au Viêt Nam, rencontrant un tel écho que le Parti nationaliste Viêt Nam Quốc Dân Dang éprouva le besoin de prendre contact avec le Thanh Niên au Siam. Aux dires de Hoan, vers le mois de juin 1928, soit deux ans avant la révolte de Yên Bái, trois messagers du Viêt Nam Quốc Dân Dang (Nguyễn Ngọc Sơn, Hồ Văn Minh et Nguyễn Văn Tiêm) furent envoyés au Siam pour demander au Thanh Niên de lui fournir des armes en vue d'un

soulèvement. La délégation fut amicalement reçue mais sa demande fut catégoriquement rejetée. A leur retour au Viêt Nam, les trois messagers furent arrêtés par la police coloniale. Ils passèrent tous aux aveux.

Dans les années 1928-1929, le mouvement du Thanh Niên au Siam et les associations qu'il contrôlait étaient dans « leur phase ascendante » (*trên đà phat triển*). Hoan cite trois des révolutionnaires qui jetèrent les bases de ce développement : Phan Bội Châu, Dang Tu Kinh et Dang Thuc Hua ; ce dernier étant considéré comme son principal artisan. Huit pages lui sont consacrées.

Dang Thuc Hua, alias cô di ou thầy di (le marcheur à pied) fut un personnage haut en couleur et hors du commun. Ayant quitté le Viêt Nam en 1908, il arriva au Siam en 1909. Il y rencontra en 1910 Phan Bội Châu avec lequel il jeta les bases d'une organisation politique parmi la communauté vietnamienne. Partisan du mouvement Cần Vương (royaliste), il adopta ensuite le projet de Cuong Dê (royaliste constitutionnel) puis passa au **Viêt Nam Phuc Quốc** (bourgeois). Finalement, il adhéra au Thanh Niên (communiste) qui rejeta à la fois la royauté et la bourgeoisie. On l'appela Cô di ou thầy di parce qu'il se déplaçait à pied de village en village, de province en province pour répandre ses idées qui pourraient se résumer ainsi : Vietnamiens au Siam, rassemblez-vous et organisez-vous pour aimer votre pays et le venger de la domination étrangère. Cô di se rendait là où il y avait des compatriotes. Il les aida à s'organiser et à lutter. Avec ses amis, il arriva à constituer un série de bases et de liaisons à travers le pays : Ban Dong, Vat Pa, Noong Xeng, Ban May, Ban Phung, U Don, Dong On, etc. et plusieurs contrées qui longent le Mékong. Le Thanh Niên qui succéda à Tâm Tâm Xã devait bénéficier de cet héritage laissé par Cô di. En 1931, un an après la création du Parti Communiste Vietnamien. Cô di mourut de maladie à l'âge de 61 ans.

Par deux fois, Hô Chi Minh, sous le pseudonyme de Vương, fut envoyé au Siam par le Bureau d'Orient de la III^{ème} Internationale. la première fois, d'août 1928 à septembre 1929. La deuxième fois de mars à avril 1930 ; il avait 38 ans.

Transformation du Thanh Niên en Parti communiste siamois

Au cours de son premier séjour, Hô Chi Minh proposa la légalisation de certaines activités de la Section du Thanh Niên en demandant aux autorités siamoises l'ouverture d'une école à Noong Bua. L'école fut construite avec de la main-d'œuvre gratuite et le concours de tous les membres de la Communauté. Avec l'aide de Hoan, Hô Chi Minh entreprit la traduction du livre *Le matérialisme historique*⁹ qui portait comme nouveau titre *l'Histoire de la transformation des sociétés humaines*, et de *l'ABC du communisme*¹⁰. Aux dires de Hoan, les traducteurs se contentèrent d'en résumer les idées

9. Ce livre est de Staline (NdR).

10. Livre écrit par Boukharine qui fut interdit par Staline quelques années plus tard (NdR).

essentielles. Détail à noter : la traduction se faisait à partir de la version chinoise et non française, comme cela se fit habituellement plus tard au Viêt Nam. L'esprit pratique et l'ingéniosité de Hô Chi Minh sont souvent mis en relief par l'auteur. Il nous raconte cette anecdote éclairante : arrivé à Xa Don et U Don, Hô Chi Minh remarque que ses compatriotes pratiquaient avec ferveur le culte du Grand Dieu Trân (**Duc Thanh Trân**). Ils lui attribuaient la faculté miraculeuse de pouvoir les aider à « chasser le diable et les mauvais esprits » (*đuôi ma tà*). Mais le Grand Dieu Trân n'était-il pas aussi Trân Hung Dao, le héros national qui avait chassé les Chinois du territoire national ? Aussi Hô Chi Minh composa-t-il un poème sous forme d'une chanson populaire en son honneur, exaltant son patriotisme et celui de toute la nation. A lire ce poème, on s'aperçoit que la superstition religieuse n'est pas dénoncée mais qu'elle est mise tout simplement au service de la propagande politique. C'est ainsi que, selon Hoan, beaucoup de « fervents » (*dê tu*) du Grand Dieu Trân devinrent par la suite des « fervents » de l'Association de l'Amitié dirigée par le Thanh Niên. Une autre anecdote racontée avec la même admiration : à la veille du retour de ses camarades au Viêt Nam, Hoan fut chargé de rédiger un projet de lettre aux autorités chinoises. La copie fut remise à l'Oncle Hô qui en raya quelques mots et en ajouta d'autres. A l'étonnement de Hoan qui lui fit la remarque que, bien que le contenu n'ait pas changé, la forme ne semblait pas correcte, l'Oncle Hô lui répondit :

« Petit frère (chu), tu sais écrire une lettre mais tu ne sais pas faire de la politique : comment des Vietnamiens habitant dans une autre contrée pourraient-ils bien écrire la langue chinoise ? Il faut laisser quelques fautes pour montrer que cette lettre a bien été écrite par nous. » Commentant ces paroles Hoan écrit : « C'est un détail, mais pour moi, la leçon fut profonde, quant à la méthode de travail dans les masses et dans la réalité. » (p. 140).

(L'Oncle Hô a-t-il employé la même méthode pour écrire des poèmes qu'il adressait aux dirigeants chinois ? On aimerait que M. Hoan nous renseigne !)

Pendant son premier séjour au Siam, Hô Chi Minh apprit qu'au cours de son congrès à Hong Kong, le Thanh Niên avait éclaté en deux tendances : le groupe **Quốc Anh** (**Trân Văn Cung** et **Kim Tôn**) quitta le congrès et se constitua en Parti communiste indépendant, les autres délégués votèrent leur exclusion. Hô Chi Minh décida alors de partir du Siam pour aller prendre des instructions auprès du Bureau d'Orient de l'Internationale Communiste. En septembre 1929, investi du pouvoir de ce dernier, il organisa à Hong Kong un congrès de toutes les tendances pour la réunification. Ainsi l'unité du Parti fut-elle sauvée. A l'issue de ce congrès, le Parti communiste vietnamien (**Dang Công San Viêt Nam**) fut créé le 3 février 1930, avec la fusion de deux partis : Le Parti communiste indochinois et le Parti communiste de l'Annam.

Pendant ce deuxième séjour, l'Oncle Hô eut deux missions à remplir :

1. faire le compte-rendu de l'issue heureuse de la réunification du Thanh Niên ;
2. réaliser la transformation de la Section siamoise du Thanh Niên en Parti communiste siamois.

Hoan raconte que sitôt débarqué au Siam, Hô Chi Minh alla contacter les communistes chinois à Bangkok puis le Comité de la Section du Thanh Niên qui siégeait à U Don. Après les avoir mis au courant de la réunification du Parti du Thanh Niên et de sa transformation en Parti communiste vietnamien, il leur communiqua la décision de l'Internationale Communiste de faire de la Section du Thanh Niên au Siam un Parti communiste siamois (*truyện dat tinh thân của Quốc tế công San về việc thành lập Đảng Công San Xiêm*). « Les communistes, expliqua Hô Chi Minh, résidant dans un pays étranger, doivent participer aux activités du Parti communiste de ce pays ». Les Vietnamiens résidant au Siam doivent « aider les exploités de ce pays » à faire leur révolution. Les communistes ne s'occupent pas que de leur pays, ils doivent participer à la révolution de tous les pays dans le monde (p. 62). Aux dires de Hoan, les auditeurs s'étaient montrés enthousiastes quand ils apprirent que désormais le Viêt Nam avait un Parti communiste. Mais ils se demandaient pourquoi ne pas devenir membres de ce parti (p. 62). Autres sujets d'inquiétude : devenir membre du Parti communiste siamois, ce serait se couper de la communauté vietnamienne et s'exposer à la répression de la part des autorités du pays ; ensuite il ne serait pas facile de mener des activités politiques parmi une population dont on parle mal la langue. En fait, la Section du Thanh Niên au Siam comprenait essentiellement des Chinois et des Vietnamiens. Comment ceux-ci pourraient-ils militer à la place des Thaïs dans un pays qui n'est pas le leur ? Cette question fut soulevée parmi certains membres du Thanh Niên qui furent, c'est le moins qu'on puisse dire, quelque peu « troublés ». Mais le prestige et l'autorité de l'Internationale et de Hô Chi Minh étaient tels que tout rentra rapidement dans l'ordre. La proposition fut finalement adoptée à la « grande majorité »¹¹ et avec « enthousiasme » (*phân khai*). Hoan se déclara lui-même partisan de la nouvelle orientation et trouva la stratégie de l'Oncle Hô juste et géniale. Le 20 avril 1930, sous la présidence de Hô Chi Minh, délégué de l'Internationale Communiste, le congrès de Bangkok proclama « la naissance du nouveau Parti communiste siamois ». D'après Hoan, ce nouveau Parti, à sa création comme plus tard, « n'eut jamais ni statuts, ni programme ». Après cet exploit unique dans l'histoire du mouvement communiste, Hô Chi Minh partit pour la Malaisie, il devait « y aider les camarades de ce pays à créer un parti communiste » (p. 6).

11. Hoan n'a pas dit : « à l'unanimité ».

Dans l'immédiat, le Parti communiste siamois se fixa deux objectifs :

1. mener au sein des masses siamoises l'agitation et la propagande contre le pouvoir ;
2. aider la révolution des pays de l'Indochine. Seule l'aide aux Vietnamiens se révéla efficace. Quant au premier objectif, selon Hoan, il était « vague » (*mo hô*), car « après le départ du représentant de l'Internationale, il n'y eut aucune directive pour l'action » (p. 90).

C'est ainsi que de 1930 à 1934, le Parti communiste siamois, en dépit de son nom, ne fonctionna que comme une organisation dont la tâche principale était l'aide à la Révolution indochinoise. Après avoir été membre du comité provincial (*Tinh Uy*), Hoan était devenu membre du comité central provisoire (*Xiêm Uy*) de ce parti.

Le Parti communiste siamois face à la répression

La transformation de la Section du Thanh Niên au Siam en Parti communiste siamois exigea de nouvelles dispositions : tous les militants chinois et vietnamiens durent changer leur nom en nom thaïlandais et apprendre la langue du pays. Pour Hoan qui avait une prédisposition pour des langues étrangères — il parle couramment le thaï et le chinois —, cela ne posait pas de problèmes. Mais pour les autres militants, ce n'était pas une mince affaire. En effet, jusque là, ils considéraient que leur présence au Siam n'était que provisoire et qu'apprendre la langue thaï ne serait pas utile. Mais le plus dur, ce fut de faire face à la répression qui s'abattit sur eux. Pour les autorités thaï « ceux qui sont communistes ne pouvaient pas être que les Vietnamiens et les Chinois ». Munis de tracts ramassés dans les rues ou souvent fabriqués par eux mêmes, les policiers pénétrèrent impunément dans n'importe quelle maison habitée par des Vietnamiens ou des Chinois et procédèrent à des arrestations de plus en plus nombreuses. La communauté vietnamienne concentrée dans quelques villes¹² était plus atteinte que la communauté chinoise. Celle-ci beaucoup plus nombreuse (un million rien qu'à Bangkok) était plus difficile à contrôler, les communistes pouvant se diluer dans la grande masse. Devant ces événements, Hoan ne pouvait pas ne pas se poser des questions : « Si le gouvernement thaï continue à nous arrêter sur la foi d'un tract, où irons-nous ? Bientôt il ne restera plus rien de l'organisation » (p. 93). Ces questions le poursuivirent pendant de longues années. En 1934 il lut dans le journal *Bolchevik* reçu de Hong Kong un article qui fustigeait « les droitistes qui cédaient aux événements ». Plus tard, il fit part de ses réflexions à son camarade « Tang bac dâu » (Tang aux cheveux blancs), co-responsable avec

12. U-don, Xa Con, Na-Thon, Pha Nôm, etc.

lui de la Section au Siam qui revenait du congrès de Hong Kong. Celui-ci lui tint le même langage, en ajoutant : « la ligne du Parti est de résister, il faut combattre jusqu'au dernier militant » (**con môt nguoi con tranh dâu**) (p. 77, 91). Hoan était conscient qu'il y avait là un grave problème, mais pas une seule fois il n'eut l'idée de remettre en cause la stratégie de l'Internationale Communiste et de Hồ Chí Minh. Il pensait que l'erreur « était peut-être due » (**co le**) à ce que son camarade Tang avait fait auprès des instances de l'Internationale un rapport « trop optimiste » c'est à dire inexact sur la situation au Siam. Il aurait aimé rencontrer les responsables en Chine pour avoir une idée nette.

En 1935, sous prétexte d'aller se faire soigner, il quitta le Siam pour la Chine. Il y rencontra Hà Huy Tập, responsable du parti, avec lequel il eut un long entretien. Il lui présenta un rapport qu'on peut résumer ainsi :

Le Parti communiste siamois créé en 1930 se compose de deux groupes chinois et vietnamien unifiés, les membres véritablement siamois sont presque inexistantes (**không có mây**). Les camarades chinois n'ont ni base ni influence parmi la population. Seuls les Vietnamiens en possèdent une, notamment chez les instituteurs progressistes. En ce qui concerne la communauté vietnamienne, sur une population évaluée à trente mille personnes, seuls quelques milliers sont organisés ou influencés par les communistes. Naguère, les communistes pouvaient organiser des fêtes, anniversaires, etc. à l'occasion de la Révolution d'Octobre russe ou du 1er Mai, etc. Ils pouvaient distribuer des tracts, mener des activités qui les aidaient à élargir leur audience. Maintenant, s'ils continuent les mêmes activités, ils s'exposent à une répression immédiate ou à des arrestations massives, comme ce fut le cas à Phi Chit, dans le centre du pays. Si cela continue, les organisations communistes et sympathisantes seront complètement anéanties. « On ne pourra ni servir la Révolution au Siam, ni la Révolution au Việt Nam » (p. 93).

Hà Huy Tập écouta attentivement Hoàng Van Hoan et lui répondit que le camarade Tang, dans son rapport, n'avait pas soulevé ces problèmes (**không nêu vấn đề như anh nói**). « La question, lui dit-il, mérite d'être discutée plus à fond. Dans l'immédiat, il est impossible de répondre. »

Après avoir relaté cet entretien, Hoan n'y revient plus ; le lecteur ne saura pas s'il réussit à obtenir une réponse.

Sa présence sur le sol chinois n'étant que provisoire, Hoan s'appretait à regagner le Siam lorsqu'il apprit que toutes les communications avec ce pays étaient interrompues. En effet, la répression contre les communistes y battait son plein, les organisations communistes ou para-communistes étaient démantelées, des centaines de cadres et militants ou sympathisants arrêtés ou emprisonnés (p. 114-117). Devant une telle situation, Hoan fut obligé de rester en Chine où il séjourna jusqu'en 1942, c'est à dire pendant huit ans.

En Chine, il rencontra Hồ Chí Minh et les dirigeants les plus importants tels Vo Nguyễn Giáp, Phạm Văn Đồng, etc. Il côtoya les organisations

nationalistes comme le Việt Quốc¹³, le Việt Cach¹⁴, le Phuc Quốc¹⁵, etc. Il se déplaça de ville en ville et mena une lutte patiente et déterminée pour assurer le renforcement et l'hégémonie de son Parti. Cette période fut très fertile en faits et événements ; il la relata dans le chapitre trois qui est un des plus importants de son livre, car il a trait au prélude de la prise de pouvoir du Việt Minh au Việt Nam en 1945.

L'Etat des organisations vietnamiennes en Chine

Dans ce chapitre trois, Hoàng Van Hoan fait analyse détaillée de la situation des émigrés vietnamiens en Chine et du rapport de force entre les organisations politiques. La Chine, à cette époque était le lieu de rencontre des Việt Kiêu¹⁶ de toutes tendances politiques, des nationalistes aux communistes en passant par les trotskystes. D'année en année grossissaient les pelotons de gens qui fuyaient la répression ou qui arrivaient pour mieux continuer la lutte. Au départ, vu leur nombre et grâce à l'aide apportée par le Guomindang chinois, les nationalistes des organisations Việt Quoc, Việt Cach, Phuc Quốc, etc. semblèrent représenter la force la plus importante. Au fil des mois, le rapport de force s'inversa en faveur des communistes grâce à leur art consommé du noyautage et à la solidité de leur organisation. Mais le facteur déterminant fut qu'ils avaient des militants bien implantés à l'intérieur du Việt Nam, alors que les nationalistes n'en avaient pas.

Les forces nationalistes comprenaient essentiellement les anciens membres du Việt Nam Quốc Dân Đảng ou Việt Quốc (Parti National du Peuple) et les gens venus en Chine chercher l'aide du Guomindang chinois.

Parlant du Việt Quốc, Hoan écrit :

« En 1930, après le soulèvement de Yên Bái, Vu Hồng Khanh va rejoindre la clique de Nguyễn Thê Nghiệp. Grâce au soutien secret des autorités française et à l'aide des autorités chinoises, ils ont créé le Việt Nam Quốc Dân Đảng avec un agglomérat de voyous douteux comme forces essentielles » (p. 124)

(On reconnaît ici manière très particulière des staliniens quand ils parlent des organisations qui ne sont pas les leurs.)

La personnalité la plus connue du Việt Quốc fut Nguyễn Hai Thân, un vieux nationaliste résidant depuis longtemps en Chine. Thân avait la confiance du Guomindang chinois et se méfiait des communistes. Hoan le décrit comme une personne falot, incapable de faire une analyse politique, se laissant

13. Việt Quốc : abréviation du Việt Nam Quốc Dân Đảng (Parti national du peuple).

14. Việt Cach : abréviation du Việt Nam Cach Mang Đông Minh (Ligue révolutionnaire du Việt Nam).

15. Phuc Quốc (Parti de la reconquête de l'indépendance), organisation pro-japonaise.

16. Việt Kiêu : Vietnamien à l'étranger.

manoeuvrer au gré des circonstances, pourvu que son nom figure en tête de liste. Aussi, les communistes s'arrangèrent-ils pour le désigner, à chaque occasion, comme « président » des organisations qu'ils créèrent ou auxquelles ils participèrent. En 1941 Nguyễn Hai Thân fut poussé par les autorités chinoises à présider le Việt Cach (Ligue Révolutionnaire du Việt Nam), organisation dont le but, selon Hoan, était de préparer les conditions pour « la pénétration de l'armée chinoise au Việt Nam » (**Hoa quân nhập Việt**).

Parmi les autres forces nationalistes, l'auteur en cite encore deux : le Phuc Quốc (Parti de la Reconquête de l'Indépendance) et le groupe de Trương Bội Công.

Le Phuc Quốc se réclamait de l'héritage du Prince Cuong Dê. C'était une organisation pro-japonaise. Ses membres, environ cinq cents, étaient hétéroclites et dépourvus de toute orientation politique. Abandonnés par les Japonais, poursuivis par les Français, ils se réfugièrent en Chine et reçurent le soutien du Guomindang chinois.

Le groupe Trương Bội Công avait un statut à part. C'était une création pure et simple de l'armée chinoise du Guomindang dans laquelle Trương Bội Công se fit nommer Général de Brigade. Công se mit inconditionnellement au service de cette armée chinoise.

Les forces communistes comportaient un soixantaine de personnes (p. 178). Si au Siam, elles étaient beaucoup plus importantes et se réclamaient du Thanh Niên (qui était devenu le Parti communiste), en Chine, elles agissaient officiellement comme membres du Việt Minh. Hoan et ses camarades portaient plusieurs casquettes. Tantôt ils se réclamaient du Việt Minh, organisation fantôme créée par eux, tantôt ils se camouflaient derrière des organisations créées par les nationalistes. Dans la clandestinité, ils militent sous la direction du Comité de l'Extérieur dépendant du Bureau d'Orient de la IIIème Internationale.

A côté de ces formations nationalistes et communistes, l'auteur signale l'existence d'un groupe trotskyste en ces termes :

« Ce groupe (trotskyste) est composé de trois ou quatre personnes. Son dirigeant est un homme cultivé ; il sait dessiner, faire de la sculpture. Ayant subi assez fortement (*kha sâu*) l'influence de Ta Thu Thâu, il cherche à répandre une sorte de théorie pseudo-révolutionnaire qui pourrait tromper une partie des masses. Il appelle les Vietnamiens à descendre dans la rue pour protester contre les Français et réclamer des autorités chinoises la diminution des impôts. A chaque occasion, nous les dénonçons sans faiblesse. Finalement, leurs machinations n'ont pas atteint leur but et ils sont complètement isolés. » (p. 127)

(On remarque que l'auteur, à la différence de Hồ Chí Minh, n'a pas utilisé les épithètes calomnieuses d'« espions », et « agents de l'impérialisme » pour caractériser les trotskystes) ¹⁷.

17. Voir *Chroniques vietnamiens* N° 1 - « Hồ Chí Minh et les Trotskystes ».

Le premier Việt-Minh se constitue en 1936

De Nan-king à Kun-ming, de Kun-ming à Pac-bo', en passant par Long Tchéou, Liou Tchéou, Tinh Tây, etc., Hoàng Van Hoan a joué un rôle important dans la direction de son parti. Partout où il passa, il laissa son empreinte de stratège et d'organisateur avisé. En 1936, il fut l'un des trois promoteurs de la création du premier Việt Minh (**Việt Nam Độc Lập Đông Minh** : Ligue pour l'Indépendance), l'ancêtre du Việt Minh de 1941. En 1939, il fut avec Phùng Chi Kiên et Vu Anh (**Trinh Công Hai**) l'un des trois responsables du Comité de l'Extérieur (p. 128) dont il devint secrétaire général peu de temps après. En 1941, il fut désigné comme membre de la direction du Việt Minh.

En ce qui concerne la création du premier Việt Minh de 1936, Hoan raconte que l'idée en revient à Hồ Ngọc Lâm, un ancien compagnon de Phan Bội Châu vivant en Chine. Mais ce fut par lui et son camarade Hai ¹⁸ qu'elle se concrétisa et se réalisa. Ce dernier rédigea ses statuts dont le contenu s'inspirait de celui de la Ligue anti-impérialiste (**Hội Phan Dê Đông Minh**).

Le congrès de constitution de ce Việt Minh se tint au siège du Guomindang chinois du quartier. Parmi les participants il y eut, du côté vietnamien, Hồ Ngọc Lâm, Nguyễn Hai Thân et au total une vingtaine de personnes ; du côté chinois, on remarqua la présence de deux délégués membres du comité central du Guomindang. Le projet d'organisation fut réduit à sa plus simple expression, car le but était seulement de « se faire reconnaître par les autorités chinoises en tant qu'organisation politique patriotique » de l'immigration vietnamienne en vue d'obtenir aide et soutien.

Qui était Hồ Ngọc Lâm ? Selon Hoan, un personnage unanimement respecté et respectable. Rescapé du mouvement Đông Kinh (Voyage à l'Est), il vint, après la défaite de celui-ci, s'établir en Chine et s'engagea comme lieutenant-colonel dans l'armée du Guomindang. Nationaliste ardent, il n'adhérait pas à la cause des communistes, mais leur témoignait une amitié et une estime de tous instants. Il leur offrit gîte et nourriture. Sa maison fut toujours pleine de réfugiés communistes. Il poussa sa coopération jusqu'à accepter chez lui l'organisation clandestine de cours où les communistes enseignaient le marxisme et la théorie sur les étapes de la Révolution vietnamienne. Idéologiquement, son cœur battait pour les nationalistes du Việt Quốc, Việt Cach. Dans la pratique, il soutenait les activités des communistes, bien souvent aux dépens des nationalistes. Officier de l'Armée chinoise, Hồ Ngọc Lâm accepta d'offrir aux communistes une sorte de caution dans leurs difficiles relations avec les autorités chinoises. En 1936, grâce à son patronage, le premier Việt Minh naquit et fut reconnu. Les journaux du Guomindang chinois en parlèrent avec sympathie. Ainsi fut-il possible pour les communistes d'avoir un statut légal dont ils tirèrent le plus grand profit pour leurs activités.

18. Hai était devenu, aux dires de l'auteur, « un dépravé » indigne d'être un communiste.

Hoan raconte que, pour se rendre plus crédibles, les communistes firent paraître une revue intitulée *Việt Thanh* (Voix du Việt nam), publiée à cent exemplaires, destinée à être distribuée uniquement aux personnalités et services officiels chinois.

Mais le moment où Hoan et ses camarades oeuvrèrent pour la création du Việt Minh fut aussi celui où Tchiang Kai Chek déclencha une répression brutale contre les communistes en Chine. (p. 108). Le Việt Minh ne tarda pas à être dénoncé comme une officine rouge. Il dut cesser toute activité et son organe, le *Việt Thanh* cessa de paraître.

Quatre ans plus tard, vers la fin de 1940, la situation ayant complètement changé, à la faveur de la collaboration entre Mao Tsé Toung et Tchiang Kai Chek contre l'invasion japonaise, le Việt Minh réapparut. Hồ Ngọc Lâm en fut Président, Pham Van Đông (sous un pseudonyme), Vice-Président. Parallèlement, la Ligue culturelle révolutionnaire sino-vietnamienne (*Hội Trung-Việt Văn Hoa Cách Mạng Đông Minh*) fut créée pour sceller l'amitié entre les peuples chinois et vietnamien.

En fait, cette amitié ne fut qu'apparente. Des deux côtés on s'épiait, on se méfiait. Les Chinois craignaient que le noyautage des communistes au sein du Việt Minh ne les empêchât de transformer cette formation en un organe politique favorable à leur projet de « pénétration militaire au Việt Nam ». Les communistes redoutaient la mainmise des Chinois sur leur organisation qui n'avait d'autre but que de camoufler leurs activités. Le Việt Minh de 1936 ou de 1940, (à l'inverse de celui de 1941) ne devait en aucune façon devenir l'organe politique du pouvoir, en raison de la présence dans sa composition et dans sa direction, des forces nationalistes. Par principe, les communistes vietnamiens n'aimaient pas le partage du pouvoir.

La tactique de « neutralisation de l'intérieur »

Vers le milieu de 1940, les troupes allemandes entrèrent dans Paris (le 20 juin 1940), l'Oncle Hồ réunit ses camarades et les décida à préparer les conditions pour le retour au Việt Nam. En attendant, ils devaient se diriger vers les villes frontalières de la région du Kuangxi. Cette région fut choisie parce que les partisans communistes chinois étaient assez bien implantés, tandis que dans la région de Yunnan (Vân Nam) les conditions étaient moins favorables. Après ces décisions, « l'Oncle gagna Tchoung king (Trung Khanh) pour consulter le comité central du Parti communiste chinois » (p. 130).

Sur la route vers Pac bo', Hoan s'arrêta à Tinh Tây, une province frontalière située en face de la ville vietnamienne de Cao Bang. On venait de recevoir une lettre de Hồ Ngọc Lâm, signalant qu'à Tinh Tây, Truong Bôi Công, soutenu par les militaires chinois, était en train de rassembler les Vietnamiens, en vue de préparer la « marche des troupes chinoises vers le Việt Nam ». Il demanda le concours de Hồ Ngọc Lâm, mais celui-ci préféra avertir

les dirigeants du Việt Minh. Ayant appris la nouvelle, l'Oncle Hồ envoya d'urgence Vo Nguyễn Giap, Vu Anh et Cao Hồng Lanh à Tinh Tây où se trouvait déjà Pham van Đông. L'objectif fut de gagner à cet endroit les quarante militants fraîchement venus du Việt Nam et de « neutraliser » Truong Bôi Công en lui demandant d'ouvrir les pourparlers avec le Bureau du Việt Minh qui siégeait à Kouei-Lam (Quê Lâm). En vérité, écrit Hoan,

« Nous venions à Tinh Tây dans le but non de « collaborer » avec Truong Bôi Công, mais de créer les conditions favorables à la lutte révolutionnaire à l'Extérieur et le renforcement de notre organisation à l'Intérieur » (p. 151).

Les communistes proposèrent à Truong Bôi Công de remplacer la Ligue des Partisans pour la Libération Nationale (*Việt Nam Dân Tộc Giải Phóng Uy Viên Hội*) qu'il était en train de mettre sur pied, par la Ligue pour la Libération Nationale (*Việt Nam Dân Tộc Giải Phóng Đông Minh*, en abrégé : *Hội Giải Phóng*). La raison invoquée fut que la libération du Việt Nam ne pourrait atteindre son but sans le concours des forces de l'Intérieur du pays. Cette argumentation ayant finalement convaincu les autorités chinoises, Truong Bôi Công, à contre coeur, fut obligé d'acquiescer.

A la date du congrès, les délégués du Việt Minh, dont la presque totalité étaient communistes, affluèrent de toute part, qui du Việt Nam, qui des différentes régions de la Chine. Hoan raconte qu'il y eut même une lettre envoyée du Việt Nam au congrès signée de Hoàng Quốc Tuấn, leader du Việt Minh de l'Intérieur. En vérité, ni Hoàng Quốc Tuấn, ni « le Việt Minh de l'Intérieur » n'existaient. « Ce nom Hoàng Quốc Tuấn, souligne Hoan, fut inventé par nous à destination des dirigeants chinois ».

Le congrès se déroula en présence :

- du côté des communistes : une vingtaine de délégués Việt Minh ;
- du côté des Chinois : cinq ou six partisans de Truong Bôi Công, des délégués du Việt Quốc et des personnalités chinoises (représentant les autorités de Tinh Tây), et des délégués de Truong Phat Khuê, Duong Kê Vinh et Ly Thê Tâm)¹⁹.

Le congrès désigna un comité exécutif central. Le nationaliste Nguyễn Hai Thân fut élu président. La majorité des postes les plus importantes tombèrent entre les mains des communistes²⁰. Aucun représentant chinois ne fut élu dans cette direction.

« Nous avons atteint notre but, conclut Hoan, et cela grâce à l'intransigeance de l'Oncle Hồ qui nous avait recommandé de n'admettre aucun représentant chinois dans ce comité. »

19. Ces trois derniers noms sont chinois. Faute de pouvoir les transcrire en chinois, nous les gardons en transcription vietnamienne.

20. Pham Van Đông, Vo Nguyễn Giap, Hoàng Van Hoan en faisaient partie sous de faux noms.

Le résultat du congrès ne combla pas tous les vœux des autorités chinoises, bien que leur représentant Ly Thê Tâm lui ait envoyé les félicitations suivantes (sous forme de sentences) :

Deux peuples chinois et vietnamien
Solidaires comme dents et lèvres
Laver leur honte, défendre ensemble leur vie
Par le fer et par le sang

Trung Việt dân tộc
Thuần xi quan thiêt
Tiêm si dô tôn
Duy thiêt, duy huyêt.

La participation des communistes à la Ligue de libération (**Hôi Giai Phong**) leur avait permis, selon Hoan, d'une part, de « légaliser leurs activités », d'autre part, d'obtenir « une certaine aide extérieure ». En effet, pendant la préparation du congrès, les autorités chinoises acceptèrent de former un groupe de sapeurs-saboteurs (**bôc pha**) et une soixantaine de cadres militaires (p. 156). Cependant l'aide ne fut pas sans arrière-pensée. Les Chinois cherchèrent à noyauter les militants du Việt Minh pour les gagner à leur cause. C'était de bonne guerre. Mais Hoan ne l'entend pas ainsi. Il parle de « complots » et « de sale et abjecte besogne » (**bân thiu**) (p. 196).

Bien qu'ils soient majoritaires dans sa direction, les communistes pouvaient-ils considérer la Ligue de libération comme un organe de prise de pouvoir ? Absolument pas, répond Hoan. car cette organisation n'était que l'émanation de la volonté des Chinois. Les communistes n'étaient pas libres de leurs mouvements. Tout autre sera le Việt Minh qu'ils créèrent un mois après, en mai 1941, à la suite du 8ème plénum du comité central du Parti.

Après la formation de la Ligue de libération, les communistes publièrent un petit journal appelé *Giai Phong* (Libération). Sur les recommandations de Hồ Chi Minh, *Giai Phong* sera suspendu. Les exemplaires déjà parus seront distribués aux autorités chinoises, le reste devait être brûlé. « En aucun cas, ce journal ne devait être remis entre les mains des masses. »

Rivalités entre Chinois et Việt-Minh

Les rivalités entre les Chinois et Việt Minh furent sourdes mais réelles. Pour sonder les forces des communistes, les autorités chinoises proposèrent d'envoyer au Việt Nam un observateur en la personne du lieutenant-colonel Luc, qu'on appelle « Le Grand Officier Luc » (Luc Thuong Hiêu). L'Oncle Hồ disait alors à ses camarades : « Laissez-le entrer ! » Puis il leur recommanda d'organiser son voyage dans les moindres détails.

Arrivé au Việt Nam, « Le Grand Officier Luc » fut convoyé à pied « par monts et par vaux », « à travers forêts épaisses et rivières dangereuses ». On le fit « monter sur de hautes montagnes et descendre dans les vallées profondes » ou « contourner des postes français par de petits sentiers ». Il fut présenté aux

populations des minorités Thô, Man, Nông kinh comme le représentant des Alliés, on lui montra des partisans en armes. Partout où il alla, l'accueil fut enthousiaste.

Après cette tournée, « Le Grand Officier Luc » rédigea un rapport de cinquante pages, adressé à Truong Phat Khuê, dans lequel il conclut : « Plus de 80 % des habitants des provinces qu'il a visitées sont acquis à la cause du Việt Minh ». (En vérité, dit Hoan, il n'a parcouru que quelques régions qu'on a bien voulu lui montrer.) « La Chine ne pourra entreprendre quoique ce soit sans l'appui du Việt Minh ». Commentant ce rapport, Hoan écrit : « Le Grand Officier Luc a gonflé (**thôi phông**) la réalité pour montrer que sa mission a été bien accomplie et qu'il est un bon observateur ».

La Ligue de Libération, née dans la confusion, ne peut résister aux premières secousses des événements. A la suite d'une affaire de marché noir, Truong Bôi Công, un de ses piliers, fut arrêté. Son groupe fut disloqué, la Ligue se réduisit à sa plus simple expression.

Parallèlement à leur tactique de « neutralisation de l'intérieur », les communistes adoptèrent une autre tactique tout aussi efficace. Il s'agissait de la tactique de « conquête de l'intérieur ». La formation de la cellule Vân Qui en fut un exemple. Vân Qui est la contraction de deux noms Vân Nam et Qui Châu, deux provinces de la Chine. La section Vân Qui se réclama de « la tendance de gauche » du Quốc Dân Dang. Le noyautage des communistes avait réussi à faire de tous les membres de cette section des membres du parti. La cellule Vân qui fut plus tard le fer de lance du Parti communiste.

« Après l'arrestation de Truong Bôi Công, les autorités chinoises placèrent tous leurs espoirs en Nguyễn Hai Thân et Trần Bao », un transfuge du parti. Trần Bao connaissait tous les secrets de l'organisation communistes qu'il dénonçait inlassablement aux autorités chinoises. Bien que sans preuve, Hoan le soupçonna, ainsi que son compagnon Nguyễn Hai Thân, d'avoir été les instigateurs de son arrestation par les autorités chinoises à Bình Manh.

Les préparatifs militaires des chinois pour « le pénétration des forces armées chinoises au Việt Nam » furent assez avancés (p. 183). Il ne manqua que l'organisation politique. Sous prétexte de lutter contre les occupations française et japonaise du territoire vietnamien, les Chinois proposèrent la constitution d'un Comité Provisoire en vue de former « la Ligue anti-occupation étrangère au Việt Nam (**Mat Trần Phan Xâm Luoc Đông Minh**) ». En secret, ils s'entendirent avec Nguyễn Hai Thân et Trần Bao pour former « un gouvernement provisoire » dont :

Nguyễn Hai Thân serait le Président ; Hoàng Luong, le Ministre des Armées ; Mai Công Nghi, le Ministre des Affaires Etrangères ; Duong Thanh Dân, le Ministre des Finances ; Trần Bao, le Ministre de la Propagande ; etc.

Parmi ces ministres, deux postes importants, l'Economie et les Affaires Etrangères, sont détenus par les Chinois (Duong Thanh Dân et Mai Công Nghi). Le Ministère des Armées est occupé par Hoàng Luong, un pro-japonais

notoire. Informé de la liste « des membres du gouvernement provisoire » Hoan rencontra Nguyễn Hai Thân et lui expliqua les manœuvres des Chinois. Ce dernier s'aperçut qu'il ne détenait aucun pouvoir réel. Dans une réunion avec les autorités chinoises, à l'étonnement de tous, il donna sa démission. Pour ne pas froisser la susceptibilité des Chinois, on proposa de maintenir le Comité Provisoire pour la formation de « La Ligue Anti-Occupation Etrangère au Viêt Nam ». En fait, c'était l'impasse totale.

Mais comme l'écrit Hoan, « ce fut le gouvernement de Tchoung King qui eut le dernier mot ». En effet, vers la fin de 1942, le gouvernement de Tchiang Kai Chek envoya, de Tchoung King, Vu Hồng Khanh et Nghiêm Thế Tô, fit relâcher Trương Bội Công et dépêcha sur place Dang Nguyễn Hùng et Nguyễn Tuong Tam. Avec la bénédiction des Chinois et par-dessus la tête du Viêt Minh, ceux-ci formèrent une nouvelle organisation appelé Viêt Cach (Viêt Nam Cach Mang Đông Minh Hôi : Ligue Révolutionnaire du Viêt Nam).

Le but était d'écarter le Viêt Minh, donc les communistes, et de constituer une organisation homogène ne comprenant que les nationalistes prochinois. Ce but fut-il atteint ? On le verra au chapitre qui relate le congrès du Viêt Cach.

Pendant ce temps la progression des forces communistes était rapide. En mai 1941, le 8ème plénum du comité central du Parti convoqué à Pac Bo' près de la frontière vietnamienne, décida la transformation du Front Anti-Impérialiste Indochinois (Mat Trần Phan Dê Đông Duong) en Front Viêt Minh (Mat Trần Việt Nam Độc Lập Đông Minh) ; Hoan y participa, mais la majeure partie de son temps fut consacrée à organiser la sécurité de la réunion, des deux côtés de la frontière. Comparativement, le programme du Viêt Minh était en retrait sur celui du Front Anti-Impérialiste. Il était également en retrait sur celui du Viêt Minh créé en 1936.

Il s'agissait d'un Front très large qui devait « rassembler toutes les classes, les partis, les organisations politiques, les religions pour la lutte contre les Français et les Japonais ». Hoan fut élu au Comité de Direction (Tông Bộ). Le Viêt Minh connut un développement fulgurant et devint l'outil de la conquête du pouvoir en 1945.

Sur le chemin du retour

Vers la fin de 1941, de Tinh Tây, Hoan retourna à Pac Bo' où se trouvait Hô Chi Minh, pour lui faire un rapport sur la situation. A son retour, à mi-chemin, il fut arrêté à Binh Manh (p. 164). Son arrestation, d'après ce qu'il raconte, fut rocambolesque et remplie d'énigmes. Pour commencer, on lui attacha les mains avec des chaînes. Puis on les lui détacha immédiatement pour l'inviter à partager le repas avec les représentants des autorités. Après vingt jours d'incertitude, il fut conduit à Tinh Tây où on lui rendit la liberté. On lui fournit de l'argent pour qu'il puisse aller à Liou-Cheou (Liêu Châu) continuer son combat. A Liou-Cheou, Hoan recommença sa lutte contre les projets de

« Pénétration de l'Armées chinoise au Viêt Nam ». Après, il retourna à Tinh Tây avec l'intention de gagner le Viêt Nam.

Un beau matin du mois d'août 1942, profitant d'une journée de fête, Hoan faussa compagnie à ses hôtes chinois et prit le chemin de la frontière. Après avoir franchi à pied soixante kilomètres de route montagneuse et passé une nuit à la belle étoile, il atteignit le lendemain Pac Bo' où il retrouva l'Oncle Hô Chi Minh.

Dans le Chapitre 4, Hoan parle de ses activités au Viêt Nam de 1942 à 1948. Responsable de la zone libérée du Viêt Bac (Viêt Nam Nord), il avait la charge d'organiser les masses, éduquer et diriger les militants du Parti. Sa connaissance des langues thaï et chinoise lui facilita la tâche, car la langue que parlaient les habitants s'en rapprochait beaucoup. Il connaissait en outre fort bien la région. Quand il était secrétaire général du Bureau de l'Extérieur à Tinh Tây et à Long-Tcheou (Long Châu), il s'y rendait souvent pour faire ses rapports à Hô Chi Minh.

Hoàng Van Hoan relate les divergences tactiques qu'il eut en mai 1944 avec Vo Nguyễn Giap. Il s'agissait de « décréter ou non la guerre des partisans » à Cao Bang, Bac Giang et Lang Son, zones limitrophes de la Chine. Pour lui, la situation n'était pas mûre. En plus, « la liaison internationale » (liên lạc quốc tế)²¹ assurée par Hô Chi Minh était rompue du fait de l'arrestation de celui-ci par les agents du Guomindang. Lorsque l'Oncle Hô sorti de prison, il lui donna raison (p. 227).

Dans ce chapitre, l'auteur parle longuement de l'arrestation de l'Oncle Hô en Chine (fin 1942) et de la campagne du Parti pour le faire libérer. Puis il aborde une série d'activités de Hô Chi Minh dont le sens, dit-il, échappait à bon nombre des dirigeants du Parti. Sans le dire ouvertement, il laisse entendre qu'il était un des ses rares compagnons à avoir saisi sa pensée et sa véritable stratégie. Il écrit :

« Quant à ses activités [de l'Oncle Hô] dont le résultat a apporté des succès au Parti et à la Révolution, peu de gens en avaient conscience. Ceux qui à l'époque étaient plus ou moins au courant brodent [thêu dệt] avec force détails quand ils écrivent leurs souvenirs. Ceci pour montrer qu'ils avaient sa confiance ou que l'Oncle leur avait confié telle ou telle tâche à accomplir. En vérité, quand l'Oncle était à Liou Tchéou [Liêu Châu] et avant sa participation à la constitution du Viêt Cach, il ne s'occupait que de cultiver son corps par la gymnastique et son esprit par la lecture ou de traduire le livre les trois principes de gouvernements »²².

Aux dires de Hoan, Hô Chi Minh, après son arrestation, garde un long silence et ne reprit ses activités qu'à partir du congrès du Viêt Cach où il se fit élire membre du comité central. Hoan dit détenir la vérité sur cette période grâce aux archives du Guomindang chinois qu'il a consultées en Chine. Sur la

21. L'auteur laisse entendre qu'il s'agissait de la liaison avec le Parti communiste chinois.

22. Livre de Sun Yat Sen.

base de ces archives, il nous livre les faits suivants dont certains sont inconnus jusqu'ici.

Les activités mystérieuses de l'Oncle Hô en Chine

La participation de Hô Chi Minh à la création du Việt Cach (p. 238-240)

Après l'insuccès de la tentative pour former « La Ligue Anti-Occupation Etrangère en Việt Nam », l'Etat-major chinois de la zone IV se trouva dans une impasse. Le gouvernement Tchoung King dépêcha alors à Liou Tcheou deux de ses protégés vietnamiens, Vu Hồng Khanh et Nghiênn Thê Tô²³ pour créer une nouvelle organisation nommée Ligue Révolutionnaire du Việt Nam (Việt Cach l'abrégié de Việt Nam Cach Mang Đông Minh Hôi).

Le 1er octobre 1942, le congrès de constitution de Việt Cach fut convoqué à Liou Tchêu (Liêu Châu). Un comité central fut élu, se composant de sept membres tous nationalistes d'obédience chinoise : Truong Bôi Công, Nguyễn Hai Thân, Vu Hồng Khanh, Nghiênn Thê Tô, Trần Bao, Nông Kinh Du, Truong Trung Phung. Mais peu à peu, divisions et désaccords se manifestèrent entre eux. L'organisation ne fonctionnait pas comme le voulaient les Chinois. En vue de remédier à cet état de chose, Truong Phat Khuê organisa un nouveau congrès dit de « réorganisation » afin d'élargir sa composition et de modifier sa direction. Sans attendre, Hô Chi Minh posa sa candidature suivie de celles d'un certain nombre de ses camarades Việt Minh.

Le congrès de « réorganisation » se déroula du 25 au 28 mars 1944 à Liou Tchêu, en présence de quinze délégués dont trois du Việt Minh (Lê Tùng Sơn, Nguyễn Thanh Đông, Hô Duc Thang) un représentant de la Ligue Anti-Occupation Etrangère²⁴ (en la personne de Hô Chi Minh), un représentant du Dai Việt (Nguyễn Tuong Tam)²⁵.

Dans le nouveau comité central élu, Nguyễn Hai Thân, Vu Hồng Khanh, Nông Kinh Du furent relégués à la Commission de contrôle, cédant leur place à trois nouveaux membres : Lê Tùng Sơn, Bô Xuân Luât et Trần Dinh Xuyên. Hô Chi Minh fut élu membre suppléant (comme Nguyễn Tuong Tam). Peu de temps après, Trần Dinh Xuyên fut éliminé. Hô Chi Minh le remplaça et devint membre titulaire à part entière. « Ce fut ainsi, écrit Hoan, que l'Oncle Hô occupa une place solide au sein de la direction du Việt Cach » (p. 240).

Après Liou Tchêu intervint la réorganisation de la Section du Việt Cach à Yunnan (Vân Nam). Trois membres du Việt Minh (Phan Việt Tu, Ly Dao, Phan Minh Sinh) entrèrent au comité exécutif de la Section, un autre Việt Minh (Duong Bao Son) fut élu à la Commission de contrôle. Devant ce résultat, Vu

23. Ces deux personnages étaient des dirigeants du Việt Quốc (Việt Nam Quốc Dân Đảng).

24. Cette organisation, malgré son insuccès, existait toujours mais d'une manière informelle.

25. Selon l'auteur, ce fut Hô Chi Minh qui recommanda la candidature de Nguyễn Tuong Tam.

Hông Khanh et Nghiênn Thê Tô protestèrent violemment. Le représentant chinois Tiêu Van, non seulement fit la sourde oreille, mais il ordonna de les arrêter. Nghiênn Thê Tô fut arrêté, Vu Hồng Khanh fut épargné grâce à l'intervention in extrémis du gouvernement de Tchoung King.

Le voyage de Hô Chi Minh à Kun Ming pour rencontrer l'Etat-major de l'Aviation américaine.

A ce propos, « peu de camarades le savent et s'ils le savent, ils évitent d'en parler » (p. 243). C'est une erreur, explique Hoan. Ce voyage découle d'une stratégie d'ensemble dont il faut bien saisir la signification. L'auteur le décrit minutieusement : comment l'Oncle Hô fut accueilli et hébergé en cours de route, avec qui il a parlé, quel était son état d'esprit dans les diverses conversations avec les Américains.

« L'Oncle alla à Kun Ming, écrit Hoan, en tant que représentant du comité central du Việt Cach²⁶. En principe, il devait passer en revue les activités de la Section du Việt Cach à Yunnan et aider les militants à améliorer leur niveau politique et leur militantisme, afin que la Section devienne une organisation révolutionnaire. En réalité, le seul but de son voyage fut d'établir la liaison avec les troupes américaines du Bloc des Alliés contre le fascisme. »

A Kun Ming, l'Oncle Hô eut un long entretien avec le Général américain « Chen net to »²⁷. Il lui exposa l'aide apportée aux parachutistes américains par les révolutionnaires vietnamiens. Au cours de la conversation, il parla, au passage, de l'existence du Việt Minh de l'Intérieur et déclara que celui-ci était prêt à collaborer avec les Alliés. Mais lorsque l'officier américain proposa l'éventualité d'une collaboration du Việt Minh avec le Service Secret (Tinh bao) américain, l'Oncle refusa en ajoutant :

« Mais nous pourrions vous faire des rapports sur les situations politique, économique et sociale ainsi que sur les activités des Japonais au Việt Nam ».

(On remarque que Hô Chi Minh parla comme s'il était responsable du Việt Minh alors qu'il fit ce voyage en tant que représentant du comité central du Việt Cach.)

26. Việt Cach (Việt Nam Cach Mang Đông Minh) était interdit par le Việt Minh après la révolution d'Août 1945.

27. Le nom de ce général américain est écrit en vietnamien dans le texte. Il s'agit du général Claire Lee Chennault (1890-1958)

Le voyage de Hô Chi Minh à Tchoung King pour rencontrer Tchiang Kai Chek.

Hoàng Van Hoan explique que ce voyage procède du même esprit que le voyage précédent à Kun Ming pour rencontrer des Américains ou que le rendez-vous manqué avec Sainteny en Chine. Ils s'agissait de mener « la lutte en collaboration avec les Alliés de l'Union soviétique dans le cadre de la politique du Bloc des Alliés contre le fascisme. »

La stratégie de l'Oncle Hô se situait dans ce cadre. A cette démonstration, l'auteur réserve plusieurs pages. Contentons-nous d'en citer quelques passages essentiels :

« Le voyage de l'Oncle Hô à Tchoung King (Trung Khanh) dans le but de rencontrer Tchiang Kai-Chek, (il ne put le voir, car il fut arrêté à mi-chemin), son voyage à Kun ming pour rencontrer l'Etat Major de l'Aviation américaine et sa tentative pour établir la liaison avec le représentant de la France, Sainteny, avant la Révolution d'Août²⁸, sont en réalité connus par un petit nombre de camarades ou s'ils les connaissent plus ou moins, ils évitent d'en parler, car ils pensent qu'ils représentaient une erreur droitrière ou une compromission sans principe (*huu khuynh và thoa hiêp*). Cette façon de penser ne répond pas à la vérité et témoigne de l'incompréhension la plus totale des problèmes de la stratégie et de tactique, au regard des événements.

« Nous savons tous que depuis le 8ème plénum du comité central du Parti (mai 1941), ayant pris la décision de remplacer le Front Anti-Impérialiste (*Mat Trân Phan Dê*) par le Front Viêt Minh, nous proclamions que nous nous situions dans le Bloc des Alliés contre le Fascisme... »

« La Seconde Guerre mondiale a divisé le monde en deux camps : le camp des nations fascistes, allemande, japonaise et italienne et le camp des Alliés comprenant l'Union Soviétique, l'Amérique, l'Angleterre, la France, la Chine. Le VIIème congrès de l'Internationale Communiste réuni à Moscou en 1935 décida que chaque parti communiste dans le monde devrait former un Front anti-fasciste. Lutter contre le fascisme, c'était être avec le Bloc des Alliés, dès lors que ce Bloc existait : soutenir le Bloc des Alliés, faire partie de ce Bloc, nous l'avions dit et répété dans notre propagande. Mais dans les faits, nous n'avions pas encore établi la liaison réelle avec nos Alliés. Nous étions persuadés de la défaite du Fascisme et de la victoire des Alliés, nous devions nous préparer pour avoir une place et une voix parmi eux. En ce qui concerne nos relations avec les Français, l'Oncle Hô était persuadé qu'après la défaite des Japonais, les Alliés allaient les aider à revenir au Viêt Nam. Si nous ne nous préparions pas à cette éventualité, nous serions pris au dépourvu. C'est pourquoi l'Oncle voulut rencontrer Tchiang Kai Chek à Tchoung King, prendre contact avec les Américains à Kun Ming et ouvrir les pourparlers avec Sainteny. Il s'agissait d'une stratégie (*chiên luoc*) clairvoyante. Au point de vue de la tactique (*sach luoc*)²⁹, l'Oncle savait que la Révolution avait besoin de s'appuyer sur les masses. Sans les masses, elle n'aurait pas de force, la Révolution avait besoin de s'auto-armer. Sans les armes, on ne

28. Après la révolution d'août, la rencontre avec Sainteny a eu lieu à Hanoi.

29. Les mots « *chiên luoc* » (stratégie) et « *sach luoc* » (tactique) sont écrit dans le texte. L'auteur a pris grand soin de les souligner.

pourrait lutter ; les armes, on pourrait les prendre chez nos ennemis, mais nous devons avoir un capital au départ. L'Oncle savait que les Américains, malgré leur acceptation de la présence française au Viêt Nam, n'avaient pas abandonné l'idée de les évincer. Tchiang Kai Chek, malgré sa reconnaissance de la souveraineté française au Viêt Nam, ne manquerait pas de profiter de la « la Pénétration des troupes chinoises au Viêt Nam » pour susciter des difficultés aux Français. L'Oncle savait que les Américains et Chiang ne nous apporteraient qu'une aide symbolique, mais les rencontrer pourrait élargir notre influence, et leur arracher quelque chose, si peu que ce soit. Ce serait aussi l'occasion de provoquer leur division et de limiter leur action (p. 250-251).

« ...En ce qui concerne les accords avec les Français, ajoute Hoan, l'Oncle en a exposé les raisons au congrès du Peuple à Tân Trào (13 août 1945). Après la Révolution d'Août (19 août 1945), il a ouvert les pourparlers avec Sainteny pour arriver à la signature des accords du 6 mars 1946. Mais plus tard, dans nos écrits sur ce congrès, nous avons « évité d'en parler »³⁰. Je pense, au contraire, qu'il faudrait montrer cette vérité, car c'est une question stratégique de la plus haute importance... » (p.257).

Dans ce long exposé, Hoàng Van Hoan a pris soin de distinguer la stratégie de la tactique. La stratégie : mener la Révolution suivant le schéma politique du « Bloc des Alliés contre le fascisme » défini par le VIIème congrès de l'Internationale Communiste en 1935 et avalisé par le VIIIème plénum de comité central du parti en 1941. La tactique : organiser la lutte armée et l'insurrection populaire pour prendre le pouvoir des mains des Japonais. Ceci permettrait au Viêt Minh d'avoir des forces capables de faire pression sur les Alliés, afin de les amener à la table de négociations avec la perspective, comme l'a expliqué l'Oncle Hô au congrès de Tân Trào, « d'obtenir l'indépendance au bout de cinq ans » (p. 256).

Stratégies et tactiques interchangeables !

(Hoan ne nous a pas expliqué pourquoi après l'échec de la Conférence de Fontainebleau en 1946, la « tactique » (lutte armée) se transforma en « stratégie », c'est-à-dire l'axe essentiel de la Révolution Vietnamienne).

Qu'avait dit Hô Chi Minh au congrès national du Parti à Tân Trào ?³¹ Voici son analyse que résume Hoan :

« En ce moment, les Japonais n'ont pas encore capitulé. Mais les Allemands se sont rendus après l'entrée des troupes soviétiques à Berlin. Six cents mille soldats

30. Cette expression « *éviter d'en parler* » se répète dans plusieurs paragraphes. Nous la reproduisons pour ne pas trahir la pensée de l'auteur.

31. En vérité, il y eut deux congrès à Tân Trào, le congrès national du Parti (le 13 août 1945) et le congrès du Peuple organisé par le Viêt Minh (le 16 août 1945). Dans ces deux congrès, selon Hoan, Hô Chi Minh prit la parole et fit la même analyse (p. 254-255). Sur ces deux congrès, l'*Histoire du Parti communiste* passe sous silence les interventions de Hô Chi Minh que relate Hoàng Van Hoan.

japonais en Mandchourie sont écrasés par l'offensive soviétique. Les Japonais ne tarderont pas à rendre les armes. C'est une quasi-certitude. Après la défaite des Japonais, les troupes alliées vont faire leur entrée pour occuper l'Indochine. Ces troupes seront anglaises, françaises ou chinoises. Qu'importe leur nationalité, étant donné la situation internationale, nous ne pourrions pas lutter contre elles. Quand bien même, nous voudrions lutter contre elles, elles entreraient de toutes façons. C'est pourquoi, nous devons les accueillir et établir un dialogue avec elles. Pour dialoguer, il faut avoir une certaine force. Celle-ci, c'est la conquête du pouvoir des mains des Japonais qui va nous l'offrir » (p. 254).

Cette « stratégie » de l'Oncle Hô exposée plus haut explique pourquoi, selon Hoan, il a signé avec Sainteny les accords du 6 mars 1946 permettant l'entrée de 15 000 soldats français au Viêt Nam ³².

(Il est vrai qu'à la page 274, l'auteur a quelque peu atténué son raisonnement en invoquant l'argument officiel :

« Nous avons signé (les accords du 6 mars 1946) pour que les 200 000 soldats chinois se retirent du sol national et pour que nous puissions organiser la Résistance si les Français violent les accords ».)

Revenons au paragraphe concernant la « participation de Hô Chi Minh au Viêt Cach » où il se fit élire membre du comité central. Hoan a une grande admiration pour cet exploit. Comment l'Oncle Hô a-t-il pu obtenir un tel résultat, alors que les dirigeants du Guomindang qui supervisaient la création de cette organisation n'étaient pas du tout des enfants de choeur ? Ces dirigeants, aussi bien Truong Phat Khuê que Tiêu Van, Hâu Chi Minh ³³ n'ignoraient pas l'identité de Hô Chi Minh :

« Grâce à la dénonciation du traître Trân Bao ³⁴, écrit Hoan, ils savaient que Hô Chi Minh, c'était Ly Thuy, c'était Nguyễn ai Quốc, c'était Hoàng Quốc Tuấn, le leader du Parti Communiste et du Viêt Minh (p. 237). Mais ô surprise ! ayant appris la vérité, Truong Phat Khuê lui témoigna (à Hô Chi Minh) encore plus de sollicitude et d'estime qu'avant (càng uu dai và kính nể hơn » (p. 238).

Comment expliquer le comportement des Chinois ? Deux raisons sont mises en avant :

1. Le talent de « convaincre » de l'Oncle Hô : ce fut à travers des « échanges de points de vue » (trao doi y kiên) que l'Oncle Hô obtint du dirigeant chinois Tiêu Van la réorganisation du Viêt Cach et sa participation à la direction de cette organisation (p. 239-240).

32. Dans les documents du PCV, on a donné une version tout à fait différente.

33. C'est le nom d'un dirigeant chinois, ne pas confondre avec Hô Chi Minh

34. Trân Bao était membre du Parti communiste vietnamien.

2. La tentative des Chinois de gagner l'Oncle Hô à leur cause : déjà en 1941, dans son rapport au comité central du Guomindang, Truong Phat Khuê écrivait : « Depuis son arrivée dans la zone militaire du bureau politique, Hô Chi Minh ³⁵ est bien traité et soumis à la « reconversion » (duoc cam hoa) avec égards » (p. 238). Lors de son arrestation en 1943, il fut également bien traité. « Truong Phat Khuê, écrit Hoan, le confia au général Hâu Chi Minh à qui incombe la responsabilité de s'occuper de sa reconversion » (cam hoa).

Ce mot « cam hoa » (reconversion) est revenu deux fois sous la plume de l'auteur. Mais il opte manifestement pour la première version: le talent de persuasion de l'Oncle Hô.

Après ce long exposé sur la stratégie et la tactique de Hô Chi Minh, Hoan aborde, vers la fin du chapitre, la situation avant et après la prise de pouvoir. Celle-ci eut lieu le 19 août 1945 à la suite « d'une gigantesque insurrection des masses ».

Le 30 août 1945, Hô Chi Minh arriva à Hanoi. Le 2 septembre 1945, devant 500 000 personnes ³⁶ il proclama l'indépendance du pays et la formation du gouvernement provisoire, comprenant :

Chef du gouvernement et Ministre des Affaires Etrangères	Hô Chi Minh
Ministre de l'Intérieur	Vo Nguyễn Giap
Ministre de la Défense	Chu Van Tân
Ministre des Finances	Pham Van Đông
Ministre de l'Economie	Nguyễn Mạnh Hà
Ministre du Travail	Lê Van Hiến
Ministre de la Jeunesse	Duong Duc Hiến
Ministre de l'Education nationale :	Dang Thai Mai
Ministre de la Justice	Vu Trong Khanh
Ministre de la Communication et des Travaux Publics	Đào Trong Kìn
Ministre de la Santé	Pham Ngọc Thạch
Ministre des Affaires Sociales	Nguyễn Văn Tô
Ministre de la Propagande	Trần Huy Liệu
Ministre sans portefeuille :	Cù Huy Cận Nguyễn Văn Xuân

(On remarquera que tous les postes importants sont détenus par les communistes. Les postes moins importants sont distribués aux sympathisants ou aux sans parti. Trần Huy Liệu (Ministre de la propagande) et Nguyễn Văn Xuân (Ministre sans portefeuille) étaient d'anciens membres du Parti nationaliste Viêt Nam Quoc Dân Dang).

35. L'historien du PCF, Alain Ruscio, dans son livre *Les communistes français et la guerre d'Indochine* avance l'hypothèse selon laquelle le nom de Hô Chi Minh était inconnu de tout le monde, y compris de Chou En Lai du Parti communiste chinois. Cette hypothèse est en opposition avec cette citation puisée dans les archives du Guomindang.

36. Certains documents du Parti donnent le chiffre de un million.

Politique du PCV après la prise de pouvoir

Après la Révolution d'août, la situation devint très tendue. Le gouvernement de Hồ Chí Minh dut faire face à des problèmes difficiles. Hoàng Van Hoan en énumère un certain nombre :

Politique envers les troupes japonaises

L'Attitude du PCV consista à les « convaincre » (*thuyết phục*) de remettre leurs armes au Việt Minh. Dans leur majorité, les soldats japonais observèrent une attitude de neutralité. Certains préférèrent remettre leurs armes aux troupes alliées. Un petit nombre, néanmoins, les donnèrent ou les vendirent en cachette aux Vietnamiens. Quelques-uns (soldats et officiers) passèrent du côté des troupes Việt Minh. Ils devinrent, par la suite, soit instructeurs militaires (comme le colonel Lam ou le lieutenant Thanh Tung) soit travailleurs spécialisés (chauffeurs, réparateurs de voitures).

Politique envers les Anglais

Un mois après la capitulation du Japon (15 août 1945), le 12 septembre 1945, les troupes anglaises (environ 1400) dont la plupart étaient des Hindous, commandées par le colonel Gracey, débarquèrent au Sud du Việt Nam. En principe, les Anglais avaient pour mission de désarmer les troupes japonaises. Mais dès leur arrivée, ils décrétèrent le couvre-feu, proclamèrent l'interdiction des journaux, des réunions, du port d'armes, etc.

Le 22 septembre 1945, ils occupèrent la Prison centrale (*Kham Lon*) et libérèrent 5 000 Français qui y avaient été emprisonnés par le Japonais ? En même temps, ils leur distribuèrent des armes provenant des stocks japonais et les aidèrent à occuper tous les points stratégiques de Saigon (ports, magasins, chantiers navals, etc.)

Le 23 septembre avec leur aide les Français occupèrent la Centrale de la Police, les bâtiments du Trésor, le Palais administratif, siège de Comité Populaire du Nam Bộ (*Uy Ban Nhân Dân Nam Bộ*)³⁷. En quelques jours, l'ensemble de la ville de Saigon fut contrôlé par les militaires français.

Devant ce coup de force, le Comité Populaire fut obligé de se replier à Bêl Tre, en ordonnant la destruction de tous les moyens et voies de communication (ponts, routes, embarcadères, etc.) La guerre du Sud commençait. Le gouvernement de Hồ Chí Minh à Hanoi appela au secours du Sud. Il envoya des unités de combat armées, dirigées par Hoàng Dinh Rong, Dàm Minh Viên et peu de temps après par Nguyễn Bình. Tous moururent sur le champ de bataille.

37. Ce comité succédait à Uy Ban Hành Chanh Nam Bộ (comité exécutif du Nam Bộ).

Politique envers les troupes chinoises

Au Nord 200 000 soldats de Tchiang Kai-Chek, commandés par le général Lu-Han arrivèrent de Yun Nan (Vân Nam). Une autre unité, sous la direction de Tiêu Van, arriva de Kuang Xi (Quang Tây).

Selon les instructions de Tchiang Kai Chek, « ces deux armées devaient conjuguer leurs efforts pour exécuter la mission suivante : Détruire les communistes, arrêter Hồ Chí Minh » (*Diệt Công Cộng Hồ*) et former un gouvernement fantoche au service du Guomindang chinois ». Mais entre les deux généraux Lu Han et Tiêu Van qui commandaient ces armées, il y avait un conflit latent. Tiêu Van était l'homme de Truong Phat Khuê. Tous les deux, depuis les années 1940-1941 luttèrent pour réaliser le projet de la « pénétration des troupes chinoises (de Kuang Xi) au Việt Nam » et de la formation d'un gouvernement vietnamien se composant de nationalistes homogènes. Mais comme ils n'avaient pas la confiance de Tchiang Kai Chek, celui-ci, par-dessus leur tête, envoya des troupes de Yunnan commandées par Lu Han. De son côté, Lu Han soupçonnait Tchiang de vouloir l'expédier loin de Yunnan pour lui enlever, ainsi qu'à son collègue Long Vân, le contrôle de cette ville (p. 269). Bref, dans les rangs des chefs chinois, les contradictions ne manquèrent pas. Les mêmes contradictions existaient chez les dirigeants du Việt Quốc et du Việt Cach. Les uns furent les protégés de Lu Han et de Tchiang à Tchoung King, les autres de Tiêu Van et de Truong Phat Khuê. Ce fut pour cette raison que les nationalistes vietnamiens agirent en ordre dispersé et toujours en retard sur les événements. Ils laissèrent le terrain libre au Việt Minh dont les troupes occupèrent la plupart des régions, sauf les villes ou quelques lieux comme Lao Cai, Yên Bái, Nghĩa Lộ, Việt Tri, Phu Tho, Vinh Yên, Hải Ninh, etc. (p. 266) où les nationalistes avaient pu, grâce à l'appui des troupes chinoises, créer des appareils de propagande.

Dissolution officielle du PCV et poursuite des activités

Malgré leur division, les dirigeants chinois et nationalistes vietnamiens ne cessèrent d'exercer une pression constante sur le gouvernement de Hồ Chí Minh. Ils réclamaient la présence des responsables du Việt Quốc et du Việt Cach dans ce Gouvernement comme dans l'Assemblée Nationale. Ils exigeaient un changement radical de l'attitude du Việt Minh vis à vis des troupes chinoises et des organisations du Việt Quốc et du Việt Cach. La situation devint extrêmement tendue ; en certains endroits, les conflits entre nationalistes et communistes éclatèrent.

Pour parer au danger, Hồ Chí Minh décida de pratiquer la politique de la main tendue. Son premier geste fut d'ordonner aux troupes Việt Minh à Chem, qui venaient de désarmer les soldats de Lu Han, de leur rendre leurs armes (p. 270). Son deuxième acte fut de dissoudre le Parti communiste vietnamien « au

nom de l'Union nationale » pour apaiser les craintes des Chinois. Mais dans la clandestinité « le Parti fonctionnera comme avant ». Hoan fut chargé d'expliquer le nouveau tournant aux militants de la zone IV dont il était responsable.

Le 19 novembre 1945, en tant que représentant de Truong Phat Khuê, le général chinois Tiêu Van convoqua à Hanoi le congrès de la « réconciliation » comprenant les délégués de tous les partis : Việt Minh, Việt Quốc, Việt Cach. Les trois partis se mirent d'accord pour former un « Gouvernement d'Union nationale ». Une série de décisions furent alors prises : interdiction de régler les différents par les armes, cessation des polémiques et attaques dans les journaux. En dernier lieu : envoi de troupes dans le Sud pour résister aux Français et Anglais. « Evidemment, commente ironiquement Hoan, ces troupes furent celles du Việt Minh ! »

Une question, néanmoins resta en suspens : l'organisation des élections générales pour former l'Assemblée Nationale. Les délégués Việt Minh proposèrent que ces élections aient lieu le 23 décembre. Les délégués Việt Quốc et Việt Cach demandèrent de les reporter à une autre date. Le Việt Minh fixa une nouvelle date, 6 janvier 1946. Prétextant qu'ils n'auraient pas le temps de se préparer, les nationalistes exigèrent qu'après les élections, 50 sièges pour le Việt Quốc et 20 sièges pour le Việt Cach leur soient réservés. Le Việt Minh accepta et les élections eurent lieu le 6 janvier 1946.

Après les élections générales, Tiêu Van proposa le 24 février 1946 la formation du nouveau gouvernement dont Hồ Chi Minh serait président, Nguyễn Hai Thân, vice-président. Le Việt Minh (communiste) occupait quatre ministères, le Việt Cach et le Việt Quốc (nationaliste) également quatre. Quant aux deux ministères clefs : la Défense et l'Intérieur, ils furent réservés à des personnalités indépendantes ou sans parti.

Le 2 mars 1946, l'Assemblée nationale se réunit en présence de délégués du Việt Minh élus par le suffrage universel et 70 délégués non élus du Việt Quốc et du Việt Cach. Elle désigne le nouveau gouvernement dit Gouvernement l'Union pour la Résistance et des différents de comités.

Le gouvernement :

Président	Hồ Chi Minh
Vice-Président	Nguyễn Hai Thân
Affaires Etrangères	Nguyễn Tuong Tam
Economie	Chu Ba Phuong
Santé	Truong Dinh Tri
Education	Dang Thai Mai
Finances	Lê Van Hien
Justice	Vu Dinh Hoè
Communications et T.P.	Trần Dang Khoa
Intérieur	Huynh Thuc Khang
Défense	Phan Anh
Sans portefeuille	Bô Xuân Luât

Comité des conseillers :

Président Vinh Thuy (ex-roi Bao Dai)

Comité de la résistance (9 membres) :

Président Vo Nguyễn Giap (communiste)

Vice-Président Vu Hồng Khanh (nationaliste)

Comité permanent :

. Nguyễn Van Tô

Pourquoi le projet « Détruire les communistes, arrêter Hồ » (Diệt Công Tâm Hồ) de Tchiang Kai Chek ne réussit-il pas ?

Premièrement, explique Hoan, parce qu'il y eut la division chez les nationalistes vietnamiens et chez les dirigeants chinois dont certains, comme Truong Phat Khuê et Tiêu Van, avaient de la sympathie pour l'Oncle Hồ.

Deuxièmement, et ceci est essentiel, parce que « le Việt Minh avait le soutien du peuple tout entier ». Les Chinois savaient que s'ils cherchaient à détruire le Việt Minh, ils trouveraient devant eux la terre brûlée, « les rizières désertes et les maisons vides » (ruông khônh nhà trống). Quant à l'arrestation de Hồ Chi Minh, elle provoquerait un soulèvement général dont l'issue était imprévisible. Les dirigeants chinois « eurent peur d'en porter la responsabilité et d'être taxés d'incapables par Tchiang à Tchoung King » (p. 270).

Politique envers les Français

Selon Hoan, les grandes lignes de la politique envers les Français avaient été définies au congrès de Tân Trào. Les événements confirmèrent les pronostics de l'Oncle Hồ (p. 272). Les Français faisant partie du « Bloc des Alliés » étaient revenus au Việt Nam avec l'aide des Alliés. Il fallait négocier avec eux.

Grâce à l'intervention des Américains auprès de Tchiang Kai Chek, les Français arrivèrent à s'entendre avec ce dernier pour signer le 28 février 1946 les accords reconnaissant la souveraineté française sur l'Indochine. En revanche, les Français acceptent de rendre à la Chine Kouang-Tchéou-Loon (Quang Châu Loan), les chemins de fer de Yunnan et les concessions françaises à Shanghai, Han Kheou, Canton, etc. De son côté, Tchiang Kai Chek accepte de retirer ses troupes du Nord Việt Nam avant la date du 31 mars 1946³⁸. En soutenant ces accords, les Américains voulaient que Chiang consacrat tous ses efforts à la lutte contre les communistes chinois en Chine.

38. En réalité, les troupes chinoises ne quittèrent complètement le Việt Nam qu'au mois de mai 1946.

Les Français violent les accords reconnaissant la RDV

Une semaine après les accords franco-chinois, Hô Chi Minh prit contact avec Sainteny, représentant de la France à Hà Nội et signa avec lui les accords du 6 mars 1946 : la France reconnaît la République Démocratique du Viêt Nam libre au sein de l'Union française ; elle devait avoir un Gouvernement, une Assemblée nationale, une armée et des finances indépendantes. Les soldats français arrivaient au Viêt Nam pour désarmer les troupes japonaises. Les deux côtés français et vietnamiens cessaient le feu au Sud du Viêt Nam pour créer les conditions favorables à l'organisation d'une conférence qui résoudrait le problème diplomatique pour la République Démocratique du Viêt Nam et la garantie des intérêts économiques et culturels pour la France. Quant à la réunification du Viêt Nam, elle serait résolue par un référendum organisé dans tout le pays. Un additif aux accords stipulait que les soldats français admis à débarquer au Viêt Nam seraient au nombre de 1 500 et seraient stationnés dans le Nord à des endroits choisis par les autorités vietnamiennes. « Dix mois après la signature ceux-ci devraient quitter progressivement le sol vietnamien dans un délai de cinq ans »³⁹.

Après la signature de ces accords, Hô Chi Minh rencontra, à la Baie d'Along, l'Amiral d'Argenlieu, Haut Commissaire. Celui-ci accepta l'envoi d'une délégation vietnamienne à la Conférence de Fontainebleau pour négocier les compléments demeurés en suspens, aux clauses de ces accords.

Le 16 avril 1946, une Délégation de l'Assemblée nationale, conduite par Pham Van Dong, quitta le Viêt Nam pour participer à la Conférence de Fontainebleau.

Le 30 mai Hô Chi Minh rejoignit la Délégation, mais en tant qu'invité d'honneur du gouvernement français.

La Conférence de Fontainebleau, commencée le 6 juillet 1946, se termine par un échec total.

Avant de quitter la France et pour sauver encore un petit espoir d'entente, Hô Chi Minh signa un *modus vivendi* avec Marius Moutet, Ministre des Colonies⁴⁰. Celui-ci lui promit que la Conférence de Fontainebleau reprendrait en janvier 1947 (p. 277).

Pendant le déroulement en France de cette conférence, à Saigon, le Haut Commissaire Thierry d'Argenlieu, proclama unilatéralement la formation d'un Etat indépendant et d'un gouvernement du Sud Viêt Nam.

La violation des accords du 6 mars 1946 était flagrante : Le 20 novembre les soldats français attaquèrent les provinces du Nord (Mong Cai, Tiên Yên, Lang Son). Le 21 novembre ils ouvrirent les hostilités à Hai Phong. Le 18

décembre ils occupèrent les Ministères des Finances et de la Communication. En même temps le général Morlière ordonna aux miliciens et aux membres de la Sécurité du Viêt Minh de remettre leurs armes aux autorités françaises.

Commentaire de Hoan : « La situation était telle qu'il fallait organiser une réelle résistance » (*tinh thê da dên luc phai khang chiên thuc su*).

Le Viêt Minh laissa une seule unité à Hanoi pour défendre la ville. Le reste de l'Armée populaire se replia avec Hô Chi Minh et les hauts cadres vers Viêt Bac (zone nord). Hoan fut nommé secrétaire général du Parti de la zone IV. Il cumulait en même temps la fonction de Chef du Viêt Minh et représentant du Gouvernement de cette zone.

Curieusement et en contradiction avec ce qu'il dit plus haut dans le même chapitre, Hoang Van Hoan nous livre un dernier commentaire :

« Nous savions qu'en signant avec nous, les Français n'avaient qu'un seul but : faire entrer leurs troupes dans notre pays, afin de pouvoir, pas à pas (*tung buoc*) renforcer leurs forces armées, développer leur influence puis renverser notre pouvoir. Leur objectif : rétablir leur domination sur l'ensemble de l'Indochine. Mais malgré cela, nous avons signé tout de même (*ta vân ky*) pour que 200 000 soldats chinois quittent le territoire du Nord et qu'en même temps nous puissions créer des conditions meilleures pour organiser la résistance contre les Français, quand (*môt khi*) ils ne respecteraient pas les accords. »(p. 274)

(Ici Hoan reprend l'explication officielle du Parti. On regrette qu'il ne fasse aucune analyse du rapport de forces entre les Viêt Minh et les forces françaises dans la période d'avant et d'après la signature des accords pour justifier l'expression « conditions meilleures ». De même en ce qui concerne le retrait des troupes chinoises, il ne démontre pas que si les accords Hô Chi Minh-Sainteny n'avaient pas été signés, les troupes auraient refusé de se retirer. Car tout le monde sait que ce retrait a été négocié entre Français et Chinois par les accords du 28 février 1946 c'est à dire une semaine avant les accords du 6 mars 1946 signés entre Hô Chi Minh et Sainteny.)

Les intentions des Français étaient manifestes. De la déclaration du 24 mars 1945 (p. 272) à leurs manœuvres, lors de la Conférence de Fontainebleau, de l'échec de la Conférence de Đà Lạt à la formation par le Haut Commissaire d'Argenlieu d'un Etat et d'un Gouvernement autonome du Sud Viêt Nam, ils poursuivaient la même politique : gagner du temps, renforcer leur potentiel militaire et reconquérir l'Indochine. Hoan en est conscient et le dit. Il a même poussé son raisonnement plus loin :

« Ainsi, la présence des troupes chinoises n'était-elle que provisoire et provisoirement nous l'avons acceptée avec intelligence. Mais l'objet principal contre

39. Au congrès de Tân Trào, Hô Chi Minh avait déjà prononcé ce mot de « cinq ans ».

40. Ici Hoan escamote complètement le contenu de ce *modus vivendi* qui ne parle que des garanties assurées aux intérêts économiques et culturels français au Viêt Nam.

lequel nous devons nous battre à long terme, aussi bien au Viêt Nam qu'en Indochine, c'était la présence de l'Armée française » (p. 272) ⁴¹.

En mai 1946, les derniers soldats chinois quittèrent le sol vietnamien. Une partie des leaders du Viêt Quôc et Viêt Cach s'enfuirent avec eux. Une autre partie se rendit au Viêt Minh. Le reste de leurs troupes, dit Hoan « passa dans le camp des français ».

Responsable de la zone IV, Hoan y déploya toute son énergie pour organiser la Résistance. En mars 1948, ses compatriotes le réclamèrent en Thaïlande. Sur ordre du Parti, il y retourna, mais son séjour ne dura qu'une année (de 1948 à 1949) avec des responsabilités importantes. Il fut désigné à la fois comme délégué du comité central du Parti, responsable du travail des Vietnamiens à l'étranger, responsables des affaires diplomatiques en Thaïlande, aux Indes, en Birmanie, en Tchécoslovaquie et en France. Sur le plan gouvernemental, Hồ Chi Minh le nomma délégué de la République Démocratique du Viêt Nam en Thaïlande. Il devait remplacer le délégué Nguyễn Duc Qui en place dans ce poste. Mais Hoan proposa à ce dernier de garder son titre officiel. Il préférait agir dans la clandestinité. Le délégué Nguyễn Duc Qui devint son adjoint tandis que lui, Hoàng Van Hoan, supervisait toutes les affaires de la Délégation et se faisait le gardien de la ligne du Parti.

« Nouvelle situation, nouveau combat ! » écrit-il. Hoàng Van Hoan eut à résoudre des problèmes nouveaux que commandait la situation : restructuration des organisations Viêt Kiêu en Thaïlande, réorganisation des activités de la Délégation du Gouvernement de Hồ Chi Minh à Bangkok ⁴² et à Rangoon, organisation de l'aide aux révolutionnaires vietnamiens qui combattaient sur les fronts laotien et cambodgien.

De nouveau en Thaïlande

Le chapitre 5 est consacré à l'exposé de ces nouvelles tâches. La Thaïlande qu'il retrouva en 1948 n'était plus celle de 1930. Le Parti communiste thaïlandais avait opéré sa mue et avait pris, depuis 1938, un grand tournant : « La Révolution thaïlandaise sera l'oeuvre des Thaïlandais eux-mêmes » (p. 283). Plus de ressortissants étrangers en son sein, plus de confusion dans les rôles. Les Vietnamiens devaient mener leurs activités dans les rangs de leurs propres organisations. Cela allait de soi, car la naissance du Viêt Minh depuis 1941 les avait amenés à la lutte en direction du Viêt Nam.

41. On remarque que, quand il parle des accords du 6 mars 1946, qui ont permis l'entrée des troupes françaises au Viêt Nam, l'auteur ne raisonne pas de la même façon.

42. Le gouvernement thaïlandais ne reconnaissait pas encore le gouvernement de Hồ Chi Minh, mais admettait l'existence d'un bureau de la délégation du Viêt Nam.

En 1948, à l'arrivée de Hoan, la population vietnamienne en Thaïlande avait presque doublé. De 50 000, elle était passée à 100 000 environ, du fait de l'afflux des réfugiés venant du Laos. Dans la période de 1946 à 1947, le Gouvernement de Pri Di fut de tendance libérale. Il eut une réelle sympathie pour la cause vietnamienne. Non seulement, il admettait la présence des réfugiés et partisans vietnamiens sur le sol thaïlandais mais il leur fournissait des vivres, et parfois des armes. Ce fut grâce à son aide que les Vietnamiens purent envoyer au Viêt Nam « le Groupe de combattants Trần Phu » (en 1946) et deux détachements armés le « Mékong 1 » et le « Mékong 2 » (en 1947). Dès le début de la guerre contre les Français, des Viêt Kiêu par centaines, s'engagèrent dans le « Front de l'Ouest » (Mat Trần Miên Tây) pour combattre auprès des peuples frères laotien et cambodgien. Etaient installés dans les villes frontalières des centres d'instruction militaire, des ateliers de réparation d'armes et du matériel de guerre (p. 287). L'aide du gouvernement thaï consista également dans la recherche d'un travail et l'attribution de terre cultivable pour les réfugiés. Un vaste terrain fut mis à la disposition des Vietnamiens où ils installèrent leurs habitations et leurs potagers. Les habitants donnaient à ce lieu le nom de « Coopérative du Viêt Nam » (Nông Truong Viêt Nam). En fait, si les maisons et les jardins furent bien alignés et tous du même modèle, l'exploitation et le mode de vie restèrent individuels.

Pendant ces années, les conditions furent si favorables que les Vietnamiens oublièrent qu'ils étaient en pays étranger. Dans leurs activités comme dans leur comportement, ils ne respectèrent pas les normes que doivent observer des ressortissants étrangers. Ainsi voyait-on souvent des combattants Viêt Minh circuler en ville en tenue, armes à la ceinture, des drapeaux rouges à l'étoile jaune flotter au vent devant les maisons vietnamiennes. A la venue de Trần Văn Giàu en Thaïlande, un détachement de *bô dô* (soldats) lui présenta les armes. Une procession aux lanternes fut prévue à l'occasion de l'anniversaire de la Révolution d'août. Bref, « on était fier d'être révolutionnaire et on le montrait ». « Toutes ces manifestations, écrit Hoan, n'étaient pas conformes au statut des ressortissants étrangers ». Il fallait que cela change !

Depuis son arrivée, Hoan constata que le nouveau gouvernement Phi Bun, issu d'un coup d'état, penchait fortement à droite. Les mass-media venaient de commencer une campagne anti-vietnamienne dans le but de préparer les conditions de la répression. Il était temps d'adopter une nouvelle stratégie.

Sous son impulsion, un congrès fut convoqué les 15, 16 et 17 août 1948. Congrès très largement ouvert à tous les responsables du Parti et tous les représentants des organisations patriotiques. Le tournant fut pris avec les mesures suivantes : Abandonner l'appellation « Coopérative du Viêt Nam », annuler le projet de procession aux lanternes, interdire de circuler en ville en armes et en tenue de combat, cesser d'arborer les drapeaux vietnamiens à l'extérieur des maisons, éviter toute manifestation extérieure à caractère « provocateur » pour les habitants, prendre des dispositions pour entrer dans la clandestinité, si besoin était. Un seul but à atteindre : « chercher à gagner la

sympathie de la population envers le Viêt Minh et le mouvement de la Résistance contre les Français au Viêt Nam. »

« Le Laos et le Cambodge ont des civilisations inférieures... »

Responsable du travail en direction du Laos et du Cambodge, Hoan fut amené à se pencher sur les problèmes théoriques. C'est le seul paragraphe de son livre qui aborde la théorie :

« Dans l'ensemble, écrit-il, le Laos et le Cambodge sont des nations ayant une civilisation inférieure à celle du Viêt Nam... »

« C'est pourquoi les Révolution laotienne et cambodgienne ne pourront être socialistes, ni même démocratiques populaires. Elles ne peuvent être qu'une Révolution de Libération nationale. »

« La Révolution vietnamienne est aussi une Révolution de Libération nationale. Mais étant donné que les conditions économiques, politiques et sociales du Viêt Nam ont atteint un stade de développement supérieur la Révolution y sera en même temps une Révolution de libération nationale et une Révolution démocratique. En ce qui concerne le Laos et le Cambodge, le seul mot d'ordre qui convient est « l'Indépendance, rien que l'Indépendance ». Dans ce but, le Laos et le Cambodge doivent réaliser l'union du peuple sans distinguer les féodaux des bourgeois, sans distinguer les pauvres des riches, sans distinguer les idées progressives de celles qui ne le sont pas, pourvu que tout le monde s'unisse sincèrement pour combattre les Français, conquérir l'Indépendance, se souder en un seul bloc pour la Résistance. »

« ...Nous devons savoir que malgré son bas niveau, son inexpérience, la Révolution du Laos et du Cambodge sera une Révolution qui aura pour conséquence de placer ces pays dans le camp des pays démocratiques sur le plan mondial. »

« ...A l'époque actuelle, il serait nuisible de mettre en avant les mots d'ordres démocratiques qui n'auront pour résultat que la division dont profitera l'ennemi. » (p. 311-312)

L'auteur de ces lignes affirme que son analyse se trouve consignée dans « les thèses sur les tâches au Laos et au Cambodge » adoptées par le comité central du PCV. Ces thèses constituèrent la ligne directrice pour le combat des deux Partis communistes laotien et cambodgien.

(On remarque que la conception de M. Hoan est celle d'une révolution « par étapes » typiquement stalinienne. A la différence d'un Truong Chinh ou d'un Lê Duân qui cherchèrent à adapter la théorie aux faits dans leur développement réel, Hoàng Van Hoan reste un pur et dur stalinien des années 1930, Du moins, a-t-il le courage de ses opinions).

Responsable des centres diplomatiques du gouvernement de Hô Chi Minh à l'étranger, Hoan eut à régler quelques délicats problèmes :

1. Doléances contre les responsables de la Délégation du Viêt Nam à Bangkok.

Aux camarades de Bangkok qui se plaignaient du mode de vie « relâchée » (phong tung) des délégués, Hoan expliqua :

« Hier, n'ayant pas encore le pouvoir, tous les cadres ont accepté ensemble sans distinction la vie commune qui était dure (kham khô). Aujourd'hui, nous avons le pouvoir ; les cadres qui représentent l'Etat doivent avoir une vie digne et honorable (bê thê trang trong). Nous devrions soutenir ces camarades qui représentent l'Etat non pour eux-mêmes, mais pour la nation, pour les intérêts de la Révolution (loi Ich cach mang) » (p. 294).

Pour Hoan, la vie « relâchée » des délégués, dont se plaignaient les camarades, était « une question de comportement individuel, ce n'était pas une question politique ». Si quelques camarades commettent des erreurs, on devra les critiquer d'une manière « constructive ». Mais « ne pas confondre les cas individuel avec l'autorité d'un organe d'Etat ».

2. Le cas Trân Ngoc Danh et de Lê Hy

Trân Ngoc Danh, frère de Trân Phu (ancien secrétaire général du Parti) a adhéré au Parti dès sa jeunesse. Il a suivi l'Université de Moscou. En 1946, Hô Chi Minh le nomma Délégué de la Délégation Générale du Viêt Nam à Paris. Lê Hy a milité au Nam Bô (Sud Viêt Nam). Quand éclata la guerre avec les Français, il fut envoyé en Thaïlande comme membre du Service d'Information auprès de la Délégation du Viêt Nam à Bangkok.

Tous les deux, selon Hoan, étaient des « gauchistes », coupables d'avoir comploté contre Hô Chi Minh et son gouvernement

« L'un à Paris, l'autre en Thaïlande, écrit Hoan, ils se joignaient dans des idées anti-parti. Ensemble, ils projetèrent de gagner l'Union soviétique et les pays de l'Est afin de répandre des calomnies contre le Parti. Pendant que Lê Hy à Bangkok préparait son voyage, Trân Ngoc Danh à Paris décida, sans en référer au Parti, la dissolution de la Délégation de la République du Viêt Nam et s'en alla en Tchécoslovaquie » (p. 299).

A Prague, Trân Ngoc Danh, « grâce aux recommandations du Parti communiste français, fut autorisé par le gouvernement tchèque à installer la Délégation du Viêt Nam dans un bâtiment tout confort. Sa femme Thai Thi Liên fréquentait l'Institut de la musique. »

Trân Ngoc Danh et Lê Hy se rencontrèrent à Prague. Ils y cherchèrent à influencer les délégués de la Jeunesse vietnamienne et des délégués de la

Confédération vietnamienne du travail. Ils envoyèrent à un certain nombre de camarades des lettres dénonçant la politique du Parti.

Quelles étaient les critiques de ces deux « opposants » ?

« Ils reprochaient au Parti de n'avoir pas, dans la Révolution d'Août 1945) aboli la classe bourgeoise et la classe des propriétaires fonciers, de n'avoir pas proclamé la révolution socialiste. Ils dénonçaient le gouvernement qui cherchait à se rapprocher des Etats bourgeois comme l'Inde, la Birmanie, le Pakistan et l'Indonésie. Ils considéraient que le Parti avait commis une déviation droitiste (huu khuynh). Ils écrivirent à un certain nombre de camarades que la ligne de Hô Chi Minh et du comité central n'était pas juste ! » (p. 319).

L'Union soviétique est grandiose ! grandiose !

Pour Hoan, cette déviation de Trân Ngoc Danh et de Lê Hy vient du fait « qu'ils ont appris la théorie, mais qu'ils ne l'ont pas bien digérée » (không tiêu hoa).

Vers la fin de l'année 1949, sur la route qui l'amena à Pékin pour au congrès de la Confédération du travail Asie-Australie, Hoan s'arrêta en Tchécoslovaquie et eut un long entretien avec Trân Ngoc Danh et Lê Hy. Il leur reprocha leur indiscipline et les somma de rentrer au Viêt Nam. Lê Hy garda le silence, tandis que Trân Ngoc Danh répondait qu'il devait rester à Prague pour se faire soigner. Hoan comprit alors que « grâce aux recommandations du PCF, Danh était bien traité par le Parti Communiste Tchéque et qu'il ne voulait pas retourner dans son pays » (p. 312).

(Ici les Viêt Kiêu qui ont connu Trân Ngoc Danh quand il était responsable de la Délégation du Viêt Nam à Paris, ne peuvent que s'étonner devant cette accusation. N'était-il pas un inconditionnel, au moins officiellement, de la politique de Hô Chi Minh à l'époque ? Qui publia en mai 1947 la brochure intitulée *Le Président Hô*⁴³, sinon Trân Ngoc Danh ? Dans cette brochure M. Danh mettait en relief deux déclarations de Hô Chi Minh : l'une, au *Journal de Genève* où Hô Chi Minh disait : « Nos amis n'ont pas besoin de craindre que le marxisme s'implante chez nous » ; l'autre, au journal *Le pays* où il assurait : « les théories marxistes ne sont pas applicables chez nous ». Luttant pied à pied contre le Comité central des Travailleurs Vietnamiens en France (Trung Uong Công Bình), dirigé par les trotskystes, qui ne partageait pas dans ces années 1946-1947, la politique de Hô Chi Minh, M. Danh le dénonça comme « obstiné » (ngoan cố), « diviseur » (chia rẽ), etc. Qui eut cru qu'à cette époque, M. Danh n'était pas d'accord avec Hô Chi Minh et son Parti ?)

43. Voir la brochure *le Président Hô*, éditée à Paris par la Délégation générale de la république démocratique du Viêt Nam (mai 1947)

M. Hoan raconte que plus tard, dès leur retour au Viêt Nam, Trân Ngoc Danh et Lê Hy furent exclus des rangs du Parti.

De Prague, Hoan se rendit à Pékin pour le congrès syndical. Il y rencontra Hô Chi Minh qui venait voir Mao Tsé Toung. Hô lui proposa de rester en Chine comme représentant du Parti et du Gouvernement. « Après la victoire de la Révolution chinoise, lui expliqua l'Oncle Hô, le centre d'activité ne sera plus la Thaïlande, mais la Chine. »

En Chine, Hoan participa à l'école de formation des diplomates. Puis, avec l'aide des autorités, il occupa l'ancienne école des Américains à Pékin qu'il transforma en Ambassade de la République Démocratique du Viêt Nam. De délégué du Gouvernement de Hô Chi Minh, il fut élevé au rang d'ambassadeur.

En outre, il fut chargé d'établir des relations avec d'autres pays, tels que l'Union soviétique, les Démocraties populaires, l'Inde, la Birmanie, le Pakistan, etc. En tant que représentant des Affaires extérieures du Gouvernement, il fut invité en Union soviétique à assister au défilé du 1er Mai à Moscou. Il note ainsi ses impressions :

« Autrefois, j'ai entendu dire que l'Union soviétique est la Patrie du socialisme, du prolétariat mondial, qu'elle est le phare qui éclaire le chemin pour les nations opprimées. Maintenant, que je l'ai vue de mes propres yeux, ma confiance ne fait que redoubler, quant à l'avenir de la Révolution. Les choses que j'ai vues et comprises en Union soviétique, je ne peux les traduire que par ce mot : grandiose ! grandiose ! »

Ses sentiments envers la Chine sont tout aussi enthousiastes et chaleureux. Ambassadeur dans ce pays pendant huit ans (de 1950 à 1957), il eut l'occasion de le voir et de le juger, de le connaître et de l'aimer.

« L'aide immense de la Chine »

Le chapitre 6 est consacré à analyser les rapports entre la Chine et le Viêt Nam. Ce qu'il apprécie le plus, c'est l'aide immense (cuc ky to lon) apportée par la Chine à son pays.

Aide politique et diplomatique :

La Chine fut la première nation à reconnaître le Gouvernement de Hô Chi Minh et ceci avant l'Union soviétique. A la Conférence de Genève en 1954, « la Chine soutint avec fermeté toutes les positions de la Délégation vietnamienne »⁴⁴. Grâce aux accords de Genève qui furent une victoire, le Nord du Viêt Nam; libéré, pouvait préparer la lutte pour la libération du Sud.

44. Selon la version officielle du PCV, la Chine a trahi en faisant pression sur la Délégation vietnamienne pour l'obliger à accepter des concessions ne correspondant pas au rapport réel des forces.

Aux premiers bombardements américains dans le Nord, le peuple chinois, par millions, descendit dans la rue pour crier sa colère. Un meeting monstre de plus d'un million de personnes présida par le Président Mao et le Chef du gouvernement apporta un soutien inconditionnel à la lutte du peuple vietnamien. La Chine déclara : « L'agression américaine contre la République Démocratique du Viêt Nam est l'agression contre la Chine. Le peuple chinois fera tout ce qui est possible pour venir en aide au peuple vietnamien jusqu'à la victoire finale » (p. 340).

Aides militaire et économique

De 1950 à 1978, la Chine a fourni 20 milliards de dollars, soit 41 % de l'aide totale aux pays étrangers. Dans la période de guerre contre les Français de 1950 à 1954 « la Chine était l'unique Etat fournissant l'aide militaire au Viêt Nam. La totalité des armes, munitions, habits militaires ou autres matériels de guerre a été fournie par la Chine. » Dans la période de guerre contre les Américains, « la presque totalité du matériel et des fournitures militaires venait de Chine : vêtements, médicaments, instruments médicaux, canons, tanks, blindés, DCA, fusées, avions, bateaux de guerre, ainsi que pièces de rechange, mazout, essence, etc. » Grâce à cette aide, le Viêt Nam a pu répondre aux besoins de ses deux millions de soldats. Par ailleurs, la Chine était prête à envoyer ses troupes au secours du Viêt Nam si « le gouvernement vietnamien le lui avait demandé ».

En ce qui concerne l'aide économique, elle fut également très grande. Tout de suite après le rétablissement de la paix en 1954, à la demande de l'Oncle Hô, la Chine a aidé le Viêt Nam à réparer le chemin de fer de Hà Nội à Đông Dàng, long de 200 km. le Président Mao a même pris la décision de démonter les rails du chemin de fer de Đông Bô pour les faire installer au Viêt Nam. Ensuite la Chine a aidé le Viêt Nam à reconstruire son économie détruite par la guerre.

A partir de 1954, la Chine a apporté son aide à la construction de 450 usines : usines de décortication du riz, fabrication du papier, courant électrique, produits chimiques, fabrication du savon, de cigarettes, d'allumettes, d'ampoules email, porcelaine, engrais produits insecticides, fabrication de bateaux, construction de hauts fourneaux de Thai Nguyễn, appareils d'extraction du charbon, également le parachèvement de la ligne de chemin de fer de Hà Nội à Lao Kai, Thai Nguyễn et la construction du pont de Hâm Rông, etc. (p. 342)

A partir de 1965 lors des bombardements américains au Nord, la Chine a envoyé des détachements entiers de techniciens et professionnels pour démonter les usines et les installer dans des lieux sûrs.

De 1965 à 1975 la Chine a envoyé 20 millions de tonnes de vivres, 300 millions de mètres de tissu, 30 000 voitures, 600 bateaux de tous tonnages, 100 locomotives et plus de 4 000 wagons de chemin de fer, près de 2 millions de

tonnes d'essence et d'autres marchandises d'une valeur de 700 millions de piastres.

De 1955 à 1976, face aux dépenses de guerre, une aide supplémentaire de 600 millions de dollars fut accordée pour la libération du Sud (p. 342).

Aides en conseillers, professionnels, techniciens :

A partir de 1950, à la demande de Hô Chi Minh et du comité central, la Chine a envoyé au Viêt Nam une mission composée de conseillers militaires et politiques. Conduits par Vi Quốc Thanh, les conseillers militaires avaient pour tâche d'« aider le Parti et le gouvernement vietnamien à construire son armée et appliquer les expériences chinoises dans la conduite de la guerre ». En dehors de ces conseillers à l'échelon de l'Etat Major, il y eut des conseillers à l'échelon des divisions (telles sont les divisions 308, 312, 316, 304). Grâce à cette aide, l'armée vietnamienne s'est renforcée et a pu arracher la victoire de Diên Biên Phu, libérant la moitié du Pays.

Les conseillers politiques sous la conduite de La Qui Ba se mirent au service du Parti et du gouvernement, lui apportant des idées et des conseils, dans l'orientation politique comme dans les actions quotidiennes. La Qui Ba siégeait « en permanence au bureau politique » tandis que les autres conseillers se répartissaient dans toutes les branches d'activités : finances, impôts, banques, communications, transports, police, services secrets, etc. A partir de 1955, après la libération du Nord, les conseillers chinois retournèrent en Chine.

De 1954 à 1978, après les accords de Genève, la tâche essentielle fut de reconstituer l'économie détruite par la guerre. La Chine envoya, sous l'autorité de Phuong Nghi, des détachements de professionnels et de techniciens. Ceux-ci retournèrent en Chine, après la rupture entre le Viêt Nam et la Chine en 1978.

Tous ces professionnels et techniciens étaient payés par la Chine. Le Viêt Nam se contentait de leur fournir le logement et la nourriture. De 1950 à 1978, leur nombre atteignit le chiffre d'environ 20 000.

30 000 soldats chinois construisent 1231 km de route

De 1965 à 1970, lors des bombardements américains, à la demande de Hô Chi Minh et du comité central du Parti, la Chine envoya 30 000 soldats spécialisés de différentes branches : aviation, construction, chemins de fer, mécanique, etc. Ces soldats étaient armés, motorisés et accompagnés de matériels de campagne. Ils remplirent bien leur mission : construire 1231 km de route carrossable, 476 km de chemin de fer et un terrain d'atterrissage à Yên Bái. Ils abattirent des avions américains et aidèrent les soldats vietnamiens à défendre les voies de communications du Nord au Sud. Là où ils s'arrêtaient,

ils aidaient la population à creuser des tranchées et à soigner les blessés (p. 346).

Consolidation d'une base arrière solide

En dehors de l'aide indiquée plus haut, la Chine a réellement constitué une base arrière solide pour le Viêt Nam. La présence de ses soldats sur le territoire du Nord Viêt Nam fut une garantie sûre contre le débarquement des troupes américaines. La Chine a fourni 4 000 km de pipeline pour le transport de l'essence de son territoire au Viêt Nam. A partir de 1967, elle offrit 500 camions, 2200 autres furent mobilisés. Dès 1965, elle ouvrit clandestinement une voie maritime longeant les côtes jusqu'aux petites îles situées en face du Centre du Viêt Nam, pour que les résistants du Sud puissent assurer la réception du matériel. Elle réserva deux ports dans l'île de Hai Nan pour le transport de l'aide destinée au Sud Viêt Nam. Elle a dépensé beaucoup de devises pour construire la route passant par le Kampuchia afin d'acheminer le matériel de guerre, le ravitaillement et les médicaments pour le FLN. Elle a formé des aviateurs, des militants, des cadres vietnamiens. Elle a offert gratuitement son concours pour transporter l'aide venant d'Union soviétique et d'autres pays. Appui le plus important : la Chine mit son territoire à la disposition des Vietnamiens.

Pendant la résistance contre les Français, une école de formation militaire fut établie à Yunnan avec le concours d'instructeurs chinois. Une armée vietnamienne entière, « le régiment 308 » fut autorisée à pénétrer dans le territoire chinois pour recevoir le matériel de guerre.

Pendant la résistance contre les Américains, des aviateurs et instructeurs chinois furent envoyés en grand nombre du camp d'aviation de Yunnan au Viêt Nam. Un puissant émetteur radio fut construit à Yunnan pour remplacer celui de Hanoi détruit par l'aviation américaine : « la Voix du Viêt Nam » continua ainsi à émettre à partir du territoire chinois. A Quang Si, l'hôpital de Nam Khê Son réserva en permanence 600 lits pour les blessés vietnamiens. Pendant 7 ans, 5 000 cadres vietnamiens vinrent se faire soigner dans cet hôpital dont le matériel fut entièrement offert aux Vietnamiens après la guerre. De même, une école de formation des jeunes fut créée dans le même endroit pour recevoir les enfants des cadres et les étudiants venant du Sud Viêt Nam. En résumé, la devise de la Chine était de « manger moins, se vêtir moins, pour venir prioritairement en aide aux Vietnamiens. La vérité historique de 28 ans (de 1950 à 1978), écrit Hoàng Van Hoan, montre que l'aide de la Chine fut immense et que, sans cette aide, le Viêt Nam n'aurait pas pu vaincre les impérialismes. Cette vérité historique démontre en même temps que depuis quelques années (de 1978 à 1986), où il n'a plus été aidé par la Chine, le Viêt Nam est retombé dans des difficultés sans issue. »

Après ce long exposé, Hoàng Van Hoan souligne que l'aide en armement des soviétiques fut aussi importante notamment dans le domaine des fusées pour abattre les B52 américains. Pour cette aide comme pour celle d'autres

pays, écrit Hoan, les vietnamiens doivent témoigner de la reconnaissance et ne jamais l'oublier.

Début 1950, après la victoire de Mao en Chine, Hô Chi Minh vint clandestinement voir Mao et le comité central du Parti communiste chinois. Les deux parties se mirent d'accord sur l'aide à apporter à la Révolution vietnamienne. L'aide se traduisit tout d'abord par « l'ouverture des zones frontières » (khai thông biên giới) c'est à dire la destruction des armées françaises dans ces zones. Mao envoya une délégation dirigée par La Qui Ba pour seconder le comité central du PCV dans cette tâche. Il désigna en même temps le général Trần Canh, un grand stratège militaire, pour aider Hô Chi Minh et l'Etat Major vietnamien à mener à bien les batailles militaires. Hoan rapporte en détail les discussions entre ce général et Hô Chi Minh sur la tactique et la stratégie. Et les batailles de « l'ouverture des frontières furent gagnées ». Le Viêt Nam était relié à la Chine. « Ce fait important a sonné le glas pour l'armée française ».

« Le PCV s'instruira de la pensée de Mao »

D'après Hoan, l'aide de la Chine pour la victoire des Vietnamiens a été si importante que le deuxième congrès (en 1951) du Parti des Travailleurs (PCV) tint à inscrire dans ses statuts la phrase suivante :

« Le Parti des travailleurs ⁴⁵ reconnaît la théorie de Marx, Engels, Lénine, Staline et la pensée de Mao Tsé Toung, adaptée à la réalité de la Révolution vietnamienne, comme le fondement théorique de sa pensée et comme l'aiguille aimantée qui lui indique la direction dans toutes ses activités. » (p. 357)

Dans le télégramme du congrès envoyé à Mao, il était dit : « Le Parti des travailleurs jure qu'il suivra l'exemple valeureux du Parti communiste chinois, qu'il s'instruira de la pensée de Mao Tsé Toung, cette pensée qui a conduit la Chine et les nations asiatiques sur le chemin de l'indépendance et de la libre détermination » (*Nhân dân* le 11/03/1951).

Truong Chinh, le théoricien du Parti, dans son livre *La Résistance vaincra*, écrivait :

« Le Parti a une ligne politique et militaire juste, basée sur la théorie de Marx-Lénine et de la pensée de Mao Tsé Toung. »

A l'occasion du 10^{ème} anniversaire de la victoire de Diên Biên Phu, le Général Vo Nguyễn Giap déclara :

« A partir de 1950, après la victoire chinoise, notre armée et notre peuple ont pu tirer les leçons précieuses de l'Armée de Libération du peuple chinois. Nous avons pu

45. Le Parti des travailleurs est devenu le Parti communiste.

nous éduquer grâce à la pensée militaire de Mao Tsé Toung. Ce fut le facteur important qui détermina la maturité de notre armée et contribua à nos victoires successives, notamment dans la campagne de l'automne-hiver 1953-1954 et dans la victoire grandiose de Diên Biên Phu. » (*Nhân dân*, le 07/05/1964).

Et Hoàng Van Hoan de conclure :

« En rappelant ces quelques faits, nous devons considérer que ceux qui ont mené la politique de conquête du Kampuchia, d'oppression du Laos et de dénonciation de la Chine, ceux-là ont trahi le Président Hô et ont dévoilé l'étendue de leur ingratitude. »

Dans ce même chapitre, Hoan aborde aussi l'erreur de la réforme agraire de 1956. Selon lui, l'erreur ne fut pas due au programme du Parti qui recommandait de « ne pas toucher aux propriétés des paysans riches ou des paysans ayant participé à la résistance, de ménager les paysans aisés ou moyens et d'œuvrer à l'union des paysans riches, moyens et pauvres, afin de détruire le régime féodal existant » (p. 360). L'erreur ne fut pas due non plus « à la pensée de Mao ni aux conseillers chinois ». La Chine n'a-t-elle pas résolu son problème agraire d'une manière harmonieuse ? La faute incombe à Truong Chinh, responsable du comité agraire. Celui-ci a surélevé le barème d'estimation des paysans riches. Il a « porté des coups (*danh vào*) à des couches de paysans qui ne les méritaient pas. Ces coups atteignaient même les rangs du Parti ». Des tribunaux, des dénonciations ont été organisés pour condamner les innocents. Ce qui provoqua de vifs mécontentements chez le peuple. A la suite de ce drame, Truong Chinh fut relevé de son poste de secrétaire général du Parti, laissant la place à Lê Duân. Hoàng Quốc Việt et Lê Luong quittèrent le bureau politique, tandis que Hoàng Van Hoan entra par la grande porte.

« Pour Truong Chinh, écrit Hoan, ce fut le drame. Pour Lê Duân, ce fut une bonne occasion de regrouper ses partisans afin de s'éloigner à petits pas de la ligne tracée par le Président Hô, entraînant tout le Parti dans le malheur ».

Le chapitre qui suit (chapitre 7) est manifestement le couronnement du livre. Hoan dressa l'acte d'accusation le plus sévère qui soit contre Lê Duân, secrétaire général du Parti.

Il commence par les événements survenus en Union soviétique : Après la mort de Staline, Khrouchtchev « renversa » (*lật đổ*) Malenkov. Il inaugura, une politique « opportuniste et fractionniste » qui portait des coups mortels au mouvement communiste mondial. Prônant la « course à la paix avec les impérialistes » et la « réalisation du socialisme par la voie parlementaire », Khrouchtchev se révèle comme « un opportuniste et un révisionniste ». Mais son crime le plus grave, ce fut « le Rapport secret » contre Staline. Selon Hoan, ce rapport a sali non seulement la mémoire de Staline, mais aussi, en réalité, l'Union soviétique. Au moment où les impérialistes, avec les Américains en tête, cherchaient à asséner des coups mortels à l'Union soviétique, ce rapport vint à point nommé pour nuire à la cause du communisme.

(En fait, Hoan ne s'intéresse pas au fait de savoir si ce qu'à dit Khrouchtchev dans son rapport est vrai ou faux. Sa seule préoccupation est que ces révélations furent utilisées par les Américains et les capitalistes dans leur offensive contre « la patrie du socialisme ».)

Le Rapport secret, selon Hoan, a ouvert une brèche dans la cohésion du camp socialiste et provoqué la scission entre l'Union soviétique et la Chine. Au congrès de Bucarest en 1960, Khrouchtchev avait durement critiqué le Parti communiste chinois. Un mois après, il rompit unilatéralement 600 accords et contrats signés avec la Chine. Il retira ensuite tous les ouvriers et techniciens soviétiques du territoire chinois ⁴⁶.

Devant ces graves événements, une Délégation vietnamienne (dont faisant partie Hoan) dirigée par Hô Chi Minh alla rencontrer Khrouchtchev à Moscou le 18 août 1960. Mais Hô Chi Minh ne put « convaincre » (*thuyết phục*) Khrouchtchev. Pour sauver l'unité, le PCV continua de considérer l'Union soviétique comme le « frère aîné » des pays du camp socialiste.

Le IIIème congrès du Parti convoqué en septembre 1960 entérina cette position. Le PCV souhaitait l'unité de tous les partis communiste dans les monde. Mais les scissions étaient déjà irréparables. Deux camps se formèrent, d'un côté les « orthodoxes », de l'autre les khrouchtchéviens que l'on appela « les révisionnistes ». Le PCV, d'après Hoan, appartenait au camp « anti-révisionniste ».

L'URSS recommande une coexistence pacifique de deux Viêt Nam

Vers la fin de 1963, le 9ème plénum de comité central du Parti, convoqué par Hô Chi Minh, discuta sur la question. En tant que secrétaire général, Lê Duân devait faire le rapport politique. Mais il s'esquiva et se fit remplacer par Truong Chinh. Au cours de la réunion, la discussion fut très vive. Tô Huu, avec sa voix chantante de poète, dénonça les dix erreurs des soviétiques, tandis que Lê Duân restait silencieux. Il ne prit la parole que pour proposer qu'on enlève le nom de Khrouchtchev du document. Ce qui fut accepté. Par décision du comité central, cette résolution ne fut pas publiée. Elle devait rester secrète et servir comme base politique pour l'éducation des cadres et militants du Parti. Cependant un extrait qui résume l'esprit du document fut publié le 21 janvier 1964 par le *Nhân dân* :

« Le Parti des travailleurs défend la théorie limpide du marxisme-léninisme contre le révisionnisme et l'opportunisme de droite considérés comme le danger principal du

⁴⁶. Ce que M. Hoan n'a pas dit c'est que la Chine a commis le même acte vis-à-vis du Viêt Nam.

mouvement communiste. En même temps, il lutte contre l'esprit livresque et le sectarisme. » (p. 380)

Le 27 novembre 1964, une délégation dirigée par Lê Duân se rendit à Moscou. Avant son départ, l'Oncle Hô lui avait expressément recommandé de ne signer aucune résolution avec les Soviétiques. C'est pourquoi, quand Souslov, représentant des soviétiques, présenta une déclaration commune, la Délégation vietnamienne refusa d'y souscrire. Mais au moment où elle s'apprêtait à prendre l'avion, Lê Duân rencontra clandestinement les Soviétiques et apposa sa signature à cette déclaration. Devant les protestations de Hoan et des membres de la délégation, il se contenta de dire qu'il en prenait toute la responsabilité et s'expliquerait devant le bureau politique et le Président Hô. Un peu plus tard, Lê Duân menaça de sanctionner Hoàng Tùng, directeur du *Nhân dân*, lorsque celui-ci fit paraître un article allant dans le sens du 9ème plénum du comité central.

Aux dires de Hoan, l'Union soviétique n'accorda son aide au Viêt Nam qu'à la condition que ses dirigeants se rangent de son côté contre la Chine. Après les accords de Genève de 1954, les Soviétiques se prononcèrent pour le statu-quo c'est à dire pour « le maintien de la division du Viêt Nam en deux zones Nord et Sud ». Pour eux, « le Nord et le Sud doivent vivre en paix et mener la compétition économique. Si les communistes arrivent à faire du Nord un pays économiquement prospère, la réunification s'opérera d'elle même ».

La position des Chinois, par contre, était conforme aux vœux des Vietnamiens : « Longue embuscade, liaison avec les masses, stockage des vivres, attente du moment propice » (*trung ky mai phuc, liên hệ quân chung, tich tru luong thuc, cho doi thoi co*).

Hoan constate qu'après les accords de Genève, la Chine et l'Union soviétique avaient toutes les deux apporté leur aide économique au Viêt Nam. Mais quand la guerre se ralluma dans le Sud, seule la Chine accepta d'accorder une aide militaire. Après la chute de Khrouchtchev, cette politique continua, car c'était l'attitude commune des dirigeants soviétiques.

Dans la période de guerre avec les Américains, les Soviétiques révisèrent leur position. Mais leur aide fut restreinte : « Ils n'envoyèrent aux Vietnamiens que du vieux matériel, alors qu'ils accordaient aux Indiens et aux Egyptiens des armes sophistiquées telles que les avions Mig 23 ». Le prétexte donné était que s'ils envoyaient du matériel moderne, les Vietnamiens le feraient passer aux chinois.

A propos du transport du matériel de guerre, les Soviétiques refusèrent la voie maritime qui aurait été la meilleure solution. Ils voulurent le faire passer en chemin de fer à travers la Chine. Quand ce matériel arriva en Chine, les Vietnamiens n'avaient ni les moyens ni le temps de le faire parvenir au Viêt Nam et il s'accumula dans la gare de Banh Tuong. Lê Duân le savait. Mais il fit circuler le bruit que les Chinois mettaient de la mauvaise volonté à transporter l'aide soviétique. Les journaux occidentaux se firent l'écho de ce bruit et l'exploitèrent à qui mieux en mieux, si bien que le 28 janvier 1967, le

Gouvernement vietnamien se trouva obligé, par la voix de l'Agence d'Information vietnamienne, d'y opposer un démenti formel.

En 1965, à l'occasion de sa visite à Moscou, Lê Duân réunit à l'Ambassade vietnamienne tous les Vietnamiens de la capitale. Au cours de cette réunion, il fit l'éloge des Soviétiques et critiqua la Chine. Un certain nombre d'étudiants vietnamiens mécontents de cette attitude, écrivirent au comité central du Parti. La lettre fut interceptée et détruite par les services de Lê Duân. Le comité central n'en eut vent que par la rumeur publique. La même année, dans une réunion des cadres organisée par Tô Huu, Trần Quynh se permit de tenir le même langage que Lê Duân contre la Chine. D'après eux, au cours de la lutte contre Tchiang Kai Chek et les Japonais, Mao aurait prôné la théorie de « l'encerclement de la ville par la campagne ». Pendant la période de reconstruction du pays, « il aurait exigé en priorité le développement de la campagne ». Ce n'est donc pas, disaient-ils, la politique du prolétariat. De même, ils dénoncèrent comme un leurre la politique maoïste qui consistait à « s'appuyer sur les paysans pauvres et moyens », car, disaient-ils, « après la distribution des terres, il n'y aurait ni paysans pauvres, ni paysans moyens » (p. 393).

Le 13 mars 1967, avec le soutien de Lê Duân, le poète Tô Huu publia dans le *Nhân dân* un poème anti-chinois intitulé « Sentiments intimes » (*Tâm su*). Pourquoi Lê Duân était-il si anti-chinois ? Hoan nous explique que « dans la tête de Lê Duân, il existe depuis toujours un sentiment anti-chinois ». « S'ajoutent » à ce sentiment, les idées fabriquées par la propagande des Soviétiques (p. 395). Ce n'est pas, en réalité, le danger de l'invasion chinoise qui en est le moteur. C'est l'adhésion de Lê Duân à la politique de Khrouchtchev, que ce soit sur la « coexistence pacifique avec l'impérialisme » ou sur « la perspective d'un accord avec les Américains sur le problème vietnamien ». Ce faisant, Lê Duân s'écartait de la ligne tracée par Hô Chi Minh.

« La victoire de 1975 réalisée contre la politique de Lê Duân »

Tout au long de la Conférence de Paris, Lê Duân s'est montré prêt à s'entendre avec les Américains jusqu'à admettre leur présence dans les grandes villes. Ce fut grâce « aux batailles gagnées sur le terrain » que le déroulement de la Conférence tourna à l'avantage des Vietnamiens. « Si la Conférence, écrit Hoan, apporta la victoire, ce fut grâce à la lutte des combattants, comme l'avait prévue le Président Hô, et non grâce à la politique de compromission de Lê Duân, encore moins aux trois centimètres de langue (*ba tấc lưỡi*) de Lê Duc Tho à Paris ».

Après la mort du Président Hô Chi Minh, Lê Duân aurait concentré tout le pouvoir entre ses mains, « en éliminant bureaucratiquement » tous les oppo-

sants. Le IV^{ème} congrès (en 1976) du Parti en est la preuve. « Les flatteurs, les opportunistes, les carriéristes en tous genres se relayèrent pour chanter les mérites du secrétaire général ». On a présenté la victoire de 1975 comme son oeuvre. Rien de plus faux, s'écrire Hoan, « ce fut l'oeuvre du Président Hô ! ».

D'après Hoan, Lê Duân aurait commis beaucoup de fautes graves. La première aurait été l'offensive du Têt Mậu Thân en 1968. Cette offensive entraîna des pertes immenses en hommes et en matériel. Il fallut des années pour rétablir le rapport de forces. L'erreur était due à la sous-estimation des forces ennemis. On lança les militants et les combattants dans des batailles perdues d'avance.

La deuxième erreur aurait été la politique suivie après les accords de Paris. Elle consistait à cesser toute action militaire, à miser sur la « voie pacifique » et la « concorde nationale ». Bref, à respecter à la lettre les accords (p. 406), alors que l'ennemi refusait de cesser le combat. Pour sa démonstration, Hoan cite abondamment les écrits du général Trần Văn Trà qui, pourtant, est considéré par lui comme un fidèle de Lê Duân. Cette « voie pacifique » selon Hoan — avec des citations du général Trà à l'appui⁴⁷ — se résumerait en cinq interdictions :

1. Interdiction de prendre l'offensive ;
2. Interdiction de contre-attaquer ;
3. Interdiction d'encercler les postes ennemis ;
4. Interdiction de prendre d'assaut des camps ennemis ;
5. Interdiction de créer des centres de combat.

Malgré ces concessions, les troupes ennemies ne cessèrent d'avancer et d'occuper le terrain. Devant ce fait qui démentait tout le pronostic du secrétaire général, le comité central de la région Sud et de l'Etat Major du Sud prirent eux-mêmes la décision de résister et de mener les contre-offensives militaires.

« Si après les accords de Paris, écrit Hoan, nos combattants dans le Sud avaient respecté les directives de Lê Duân, quel aurait été le résultat ? La victoire fut l'oeuvre du Président Hô, de tout le bureau politique, de tout le Parti, de tous les combattants, de tout le peuple et non du seul Lê Duân comme on l'a laissé entendre » (p. 413).

(Ici on croit lire le Rapport secret de Khrouchtchev sur Staline. Il suffit de remplacer le nom de Lê Duân par le nom de Staline).

Le dernier chapitre de son livre, Hoan le consacre entièrement à un réquisitoire contre la politique suivie par Lê Duân après 1975. Citant une série de faits, il démontre que ce dernier a trahi Hô Chi Minh et son Parti. Lê Duân aurait eu la folie de vouloir transformer le Viêt Nam en une superpuissance qui « régnerait sur l'Indochine et le Sud-Est Asiatique » (p. 415). Faisant pression sur le comité central, il fit adopter en 1978 une résolution dirigée contre la

47. Voir le livre *Souvenirs du général Trần Văn Trà* (p. 54), Ed. Littéraire et artistique, Hô Chi Minh ville.

Chine considérée comme « l'ennemi numéro un du Viêt Nam ». Cette résolution déclare lutter pour « le renversement de la clique maoïste au pouvoir à Pékin », pour l'alliance avec tous les pays du Sud-Est Asiatique contre la Chine. Elle dénonce la pensée de Mao dans tous les domaines. Il s'en suivit une campagne de grande envergure contre la Chine. On « exhume le livre de Wang Ming⁴⁸ publié à des milliers d'exemplaires » pour l'opposer aux écrits de Mao Tsé Toung. Envoyé dans tous les pays du Sud-Est Asiatique, Pham Van Đông leur promet que le Viêt Nam « s'engageait à ne plus aider les partis communistes de ces pays et spécialement le Parti communiste thaïlandais ».

Cette politique anti-chinoise a poussé Lê Duân et ses partisans à commettre des actes inqualifiables contre la communauté chinoise. On a confisqué les biens de tous les Chinois soupçonnés d'être fidèles à la Chine. On les a chassés de tous les organismes de l'Etat et du Parti sans exception, même s'ils étaient ouvriers ou héros de la résistance vietnamienne. On a obligé les Vietnamiens et les Vietnamiennes à se séparer de leur conjoint chinois. Ceux qui résistaient, étaient expédiés dans les nouvelles zones économiques. Bien des Chinois installés depuis des générations ont été forcés de quitter le pays.

Le 3 novembre 1978, Lê Duân et Pham Van Đông signèrent les accords de coopération avec Moscou. le 25 décembre 1978, les troupes vietnamiennes envahirent le Cambodge. Il était clair que cette conquête du Cambodge avait été conçue non pour éliminer Pol Pot, mais pour d'autres motifs. « Il s'agissait de réaliser la Fédération Indochinoise où le Viêt Nam dominerait en tant que grande nation. » Au nom de la lutte contre le génocide, Lê Duân et ses partisans ont eux-mêmes commis « le génocide contre le peuple cambodgien » (p. 430). Lors de l'invasion, ils ont assassiné les habitants, brûlé leurs maisons. Aujourd'hui, ils ont installé au Cambodge 60 000 Vietnamiens qui occupent les terres et les maisons des Cambodgiens. Cette nouvelle communauté servira de support pour la « vietnamisation » du peuple khmer. Les femmes cambodgiennes sont encouragées à épouser les Vietnamiens. La langue vietnamienne est obligatoire dans les écoles. Lê Duân et ses partisans voulaient « transformer le Cambodge en territoire vietnamien ». « Pourtant, écrit Hoan, ils osent inscrire dans le projet de la nouvelle constitution la phrase suivante : Le peuple vietnamien doit lutter contre les expansionnistes et hégémonistes chinois en même temps que contre leurs valets au Cambodge ».

Selon Hoan, le régime présente un « caractère fasciste »

Pour Hoan, la Chine a aidé le Viêt Nam d'une manière désintéressée. Dire qu'elle voudrait conquérir le Viêt Nam est non seulement une calomnie mais une ingratitude impardonnable. Au nom de la lutte contre « l'invasion de la

48. Wang minh était l'homme de confiance de Staline. Il cherchait à imposer au PCV la ligne de Moscou contre celle de Mao.

Chine », on a transformé le Viêt Nam en « une base étrangère au profit de l'Union soviétique ». (p. 434).

De l'avis de Hoan, le PCV n'est plus ce qu'il était du vivant de Hồ Chí Minh. On y a introduit un système à « caractère fasciste » (p. 431). « Il n'y a pas de démocratie, ni à la base, ni au sommet. » « Personne n'ose dire ce qu'il pense au risque d'être traité d'anti-parti et d'être éliminé ou puni. » Dans chaque organe du Parti, à tous les échelons, « on place des agents du Service de sécurité » dont le rôle est de contrôler et de surveiller les membres du Parti. Grâce à ce système, Lê Duân et ses amis ont pu éliminer leurs adversaires et rassembler leurs partisans (p. 435). Le Parti est devenu un organe qui « opprime le peuple » (dè dâu cuoi cô). Le régime est devenu « un régime de dictature » (p. 431).

Citons ce paragraphe où Hoan caractérise ce régime :

« A cause de la politique expansionniste et guerrière, toutes les forces humaines et économiques ont été consacrées à la guerre et à la préparation de la guerre, le peuple est destiné à servir de chair à canon. L'industrie, l'agriculture, le commerce sont en régression. La vie du peuple est descendue au niveau le plus bas parmi les nations les plus pauvres de la terre. Les fléaux sociaux se développent à grande échelle : concussion, combines, commerces illicites, vols, pirateries, jeux de hasard, prostitution, mendicité, superstitions. Un pays, qui se dit socialiste, n'a rien de socialiste. A la campagne apparaissent de nouvelles couches de notables puissants (**quan lai mol**). Dans les entreprises, dans les usines, apparaissent de nouvelles couches de caporaux et de chefs. Dans les appareils de l'Etat on voit partout de nouveaux mandarins (**quan lai mol**). Dans les casernes, on remarque l'existence d'un nouveau militarisme naissant (**quan phiêt mol**). Le fait qu'on ait supprimé le régime des minorités nationales, a engendré les oppositions et les mécontentements de ces minorités... » (p. 432).

En conclusion, Hoan appelle le peuple vietnamien à « refaire la révolution (**cach mang phai làm lai**), « se dresser contre Lê Duân et sa clique », « renverser ce régime d'oppression » (**lât dô ach thông tri**). Autrement dit, il l'appelle à la Révolution politique. Mais il ne nous propose aucun projet ni aucune revendication politiques.

Départ

Mary McCarthy (1912 - 1989)

Mary Therese McCarthy était née à Seattle le 21 juin 1912, dans une famille catholique aisée. Elle est morte à New York, d'un cancer, le 25 octobre 1989.

Les journaux américains et même français ont retracé en détail sa carrière et ses succès d'écrivain, essayiste et romancière. Mariée d'abord à l'acteur Harold Cooper Johnsud qui l'introduisit dans le monde littéraire et artistique, elle fut lancée dans la critique théâtrale par Philip Rahv et convaincue d'écrire des romans par Edmund Wilson.

Son premier mari lui avait fait connaître les milieux communistes de New York, les manifestations et meetings. Elle était sur le point d'adhérer au PC en 1936, au moment de son divorce, quand elle rencontra dans un cocktail l'écrivain James T. Farrell et reconnut que Trotsky avait le droit de se défendre contre les accusations de Moscou ; ayant franchi ce premier pas, elle fut bientôt convaincue que le procès de Moscou était une imposture, ce qui ne fut pas donné à tous les intellectuels de cette époque. C'est par Farrell qu'elle rencontra Philip Rahv dont elle partagea la vie pendant deux années décisives. Dans un premier temps, elle adhéra au comité pour la défense de Trotsky et, exaspérée des pressions indiscretes exercées pour qu'elle l'abandonne, étaya sa conviction par ses lectures et, en décembre, rejoignit la rédaction de *Partisan Review*, la revue des « compagnons de route » de Trotsky aux Etats-Unis.

Comme la plupart des « intellectuels new yorkais » elle commença à s'éloigner de Trotsky et de la politique révolutionnaire après 1938, en compagnie de son deuxième mari, Edmund Wilson. Elle ne sombra cependant ni dans l'antifascisme d'union sacrée pendant la guerre ni dans l'anti-communisme de l'époque de la Guerre froide. Son immense culture, son style précis et pur, son esprit mordant ont fait d'elle l'un des plus éminents et érudits historiens de la culture nord-américaine en même temps qu'une portraitiste et pamphlétaire redoutée.

Sans doute son bref passé militant dans une période de haute tension et de grande passion facilita-t-il son développement et son épanouissement. Mais c'est probablement gravement sous-estimer son passé « trotskyste » et le rôle formateur qu'il eut, pour elle comme pour un certain nombre d'intellectuels de sa génération, que d'écrire, comme le fait le *New York Times* du 26 octobre 1989 qu'elle « s'occupa un peu de politique trotskyste ».

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART & C^{ie} A



EN DECEMBRE 1989
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 4370. Imprimé en France

DÉPOT LÉGAL : Décembre 1989

OEUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IVe Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky □ **Institut Léon Trotsky**